



Montpellier, le 15 OCT. 2012

N/Réf. : CF/CC/PR/CG - n° 2012-5962

Cher(e) collègue,

Je vous prie de trouver ci-joint l'exemplaire du compte rendu de la séance du Conseil de Communauté du lundi 8 octobre 2012 à 18h00.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Cher(e) collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Services,


Christian FINA.



SEANCE ORDINAIRE DU 8 OCTOBRE 2012

Compte rendu

L'An deux mille douze et le huit octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. L. LOPEZ, M. J.-M. LUSSET, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. G. VALLS suppléant de M. A. BARRANDON, Mme S. DELAUNAY suppléant de M. J.-P. GRAND, Monsieur M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. P. CHASSING à M. T. DEWINTRE, M. P. COMBETTES à M. Y. PELLET, Mme P. DANAN à M. S. FLEURENCE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J. MARTIN, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL à M. C. BOUILLE.

Excusé(es):

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. J.-M. CASTET

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 96 affaires. L'affaire n°3 bis « Motion sur la réorganisation des activités du groupe Sanofi impliquant le site de Montpellier » est ajoutée. L'affaire n°83 « Eau et Assainissement - Contournement ferré Nîmes - Montpellier - Convention relative à la modification des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et OC'VIA - Autorisation de signature » est retirée.

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 19 JUILLET 2012

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du jeudi 19 juillet 2012. Le Procès-verbal de la séance du jeudi 19 juillet 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N° D2012-102 - 13/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché complémentaire n°2940S12-02 - Mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou

Objet : Un marché complémentaire n°2940S12 - 02 de prestations intellectuelles est passé avec le groupement Stephane Barriquand, mandataire, et l'Atelier des Villes. Ce marché concerne la mutation du hameau et des zones de mitage présentes sur le site de Sablassou. Il prend effet à compter de la notification du marché pour une durée de 3 mois et un montant de 17 247 € H.T.

N° D2012-104 - 06/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché complémentaire n°2980E10.01 dans le cadre du mandat d'études de Baillargues confié à la SAAM pour les études hydrauliques sur la Plaine du Colombier

Objet : Un marché n°2980E10.01 de prestations intellectuelles est passé avec la société EGIS Eau. Ce marché est un marché complémentaire à celui notifié le 22 décembre 2010 relatif à la réalisation d'études hydrauliques sur la Plaine du Colombier et porte sur des études d'ensemble, la réalisation d'un dossier loi eau et les démarches auprès des autorités. Il prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 2 ans et un montant de 20 600 € H.T.

N° D2012-105 - 18/07/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention de domiciliation avec la société Prophix France sise au Montpellier International Business Incubator

Objet : La présente convention permet la domiciliation du siège social de l'entreprise Prophix France exerçant une activité de logiciels de reporting financier à l'adresse du bâtiment MIBI. Le domicilié pourra utiliser cette adresse à usage de siège social et adresse commerciale. La présente domiciliation est conclue à compter de la date de signature pour une durée d'un an moyennant paiement d'une somme forfaitaire de 17,91 euros H.T.

N° D2012-117 - 02/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société VUPEN Security

Objet : Un contrat de location est conclu avec la société VUPEN Security pour une période inférieure à 24 mois à compter du 1^{er} juillet 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} juillet 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 19,60 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 250,29 € conformément au tarif applicable.

N° D2012-120 - 13/07/2012 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°3003EA12 d'étude et optimisation du transfert des effluents de Lattes et Palavas les Flots sur MAERA

Objet : Un marché n°3003EA12 de prestations de services est passé avec la Société Etudes Conseils Eau. Ce marché concerne la réalisation de l'étude et du diagnostic du transfert des effluents de Lattes et Palavas les Flots sur MAERA. Il prend effet à compter de sa signature. Sa durée est de 3 mois pour un montant 27 167,50 € H.T.

N° D2012-125 - 13/07/2012 Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du Théâtre du Hangar à l'association Maison de la Chanson

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'Association Maison de la Chanson à occuper temporairement le Théâtre du Hangar afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 23 au 29 juillet 2012 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N° D2012-128 - 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de l'aménagement de l'Avenue Georges Frêche

Objet : La Communauté d'Agglomération acquiert les 955 m² de terrain correspondant à l'emprise sur la parcelle cadastrée à Castelnau le Lez, section AX numéro 6 d'une contenance totale de 4230 m², appartenant au CTI Sud. A titre d'échange la Communauté d'Agglomération s'engage à rétrocéder au CTI Sud, une parcelle de 1010 m² de terrain cadastrée AX 99. L'échange s'effectuera sans soulte, la valeur vénale des terrains échangés étant identique. Le prix d'acquisition des parcelles désignées à l'article 1 est de 35 530 € (trente cinq mille cinq cent trente euros), toutes indemnités confondues.

N° D2012-129 - 09/07/2012 Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°2977RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de maintenance logicielle est conclu avec la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS sise à GARCHES. Ce marché concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de 42 071,99 € H.T. et un maximum de 65 000,00 € H.T.

N° D2012-130 - 16/07/2012 Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de maintenance logicielle est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Ce marché

concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de 34 752,45 € H.T. et un maximum de 65 000 € H.T.

N° D2012-134 - 26/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location de l'immeuble MIBI

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM signent un avenant n°1 au contrat de location du 24 mai 2011 portant sur la location de l'immeuble de bureaux MIBI. La location arrivant initialement à terme le 23 juin 2012, le présent avenant modifie la durée de la location en la prolongeant jusqu'au 31 décembre 2012. Le loyer annuel pour l'année 2012 est de 246 696,28 euros H.T.

N° D2012-135 - 06/08/2012 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2755EA11 d'extension du réseau d'eaux usées du chemin de NOUAU à Prades le Lez

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société SOGEA SUD sise à MONTPELLIER. Le marché concerne l'exécution de travaux d'extension du réseau des eaux usées afin de mettre en cohérence les équipements d'assainissement du secteur du chemin de Nouau avec le zonage d'assainissement de la Commune de Prades le Lez. La consultation propose deux prestations alternatives. La durée globale du marché est de 4 mois dont un mois pour la période de préparation des travaux et 3 mois pour l'exécution des travaux. Le montant du marché s'élève à 225 243 euros H.T. pour l'offre de base et la prestation alternative n°2, concernant le poste de terrassement.

N° D2012-136 - 12/07/2012 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°2980GD12 de remplacement des rideaux métalliques du centre de tri DEMETER

Objet : Un marché de prestation de service n°2980GD12 est passé avec la société C D'EN FER en vu du remplacement des rideaux métallique du centre de tri DEMETER. Le marché est conclu pour une durée de 2 semaines à compter de l'ordre de démarrage des prestations. Sa durée est de 5 semaines. Le montant du marché est de 21 397,00 € H.T.

N° D2012-137 - 12/07/2012 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°2976GD12 de travaux sur le réseau de biogaz de l'ancien centre de stockage du Thôt

Objet : Un marché de travaux n°2976GD12 est passé avec la société RAZEL BEC relatif à des modifications sur le réseau de biogaz du Thôt. Le marché prendra effet à compter de l'Ordre de démarrage des prestations pour une durée de 3 semaines. Le montant du marché est de 9 640,00 € H.T.

N° D2012-140 - 19/07/12 Direction de la Culture

Décision relative à un marché complémentaire n°257T12.01 au marché n°257 T11.05 de reprise de la Gestion Technique Centralisée de l'extension de l'aquarium Mare Nostrum

Objet : Le marché complémentaire n°257T12.01 au marché n°257T11.05 est passé avec la société COUTANT sise à La Rochelle pour réaliser des travaux nécessaires suite aux dysfonctionnements de la GTC intervenus pendant l'année de garantie de parfait achèvement. Le montant du marché s'élève à 57 862,48 € T.T.C., correspondant à 4,09% du marché principal. Le délai de réalisation de ce marché sera de deux mois à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

N° D2012-143 - 16/07/2012 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2341 de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès.

Objet : Un avenant n° 1 au marché n°2341 pour les travaux de construction du local de pompage pour le forage Farel sur la Commune de Saint-Brès est conclu avec SDEI Travaux sise à Saint Just afin de prendre en compte des modifications intervenues dans la nature des prestations ou leurs conditions de réalisation du fait d'aléas techniques, de propositions de l'entreprise ou de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, nouvellement compétente, afin d'optimiser les installations sur les plans techniques et financiers. Le montant de l'avenant n°1 s'élève à 14 922 € H.T., portant le nouveau montant du marché à 97 992 € H.T. Les autres clauses du marché sont inchangées.

N° D2012-145 - 12/07/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°2933DE12 pour l'élaboration du schéma directeur de développement hôtelier et para-hôtelier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Considérant la nécessité de favoriser et d'encadrer le déploiement d'une offre hôtelière équilibrée au regard des perspectives futures de développement du territoire à moyen et long terme, un marché de prestation intellectuelle est passé avec la société MKG Hospitality pour la réalisation du schéma directeur de développement hôtelier et para-hôtelier. Le marché prend effet à compter de la notification du marché, pour une durée de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 17 390 € H.T.

N° D2012-147 - 19/07/2012 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°2950 sur l'étude urbaine préalable à l'aménagement et au réinvestissement du secteur sud sur la Commune du Crès

Objet : Un avenant au marché n°2950 est conclu avec le premier cotraitant, mandataire du groupement : la société RKNL - N.LEBUNETEL Urbanistes Architectes sise à Montpellier. Cet avenant porte sur la réalisation de 3

perspectives d'aménagement aériennes au format A1. Celles-ci se décomposent comme suit : perspectives de l'avancement du projet d'aménagement et de réinvestissement urbain en 2015, 2020 et 2025. Le montant précis du présent avenant s'élève à 7 500 € H.T. Le montant du marché, après avenant, s'élève à 128 810 € H.T.

N° D2012-150 – 07/09/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à la mise en place de l'outil Balise Envie d'entreprendre à la Cyberbase de Montpellier Agglomération

Objet : Dans le cadre de ses actions de sensibilisation à la création et reprise d'entreprises, la Cyberbase adhère à l'outil "Balise". Cet outil en ligne permet aux personnes qui ont envie de créer mais qui n'ont pas totalement formalisé leur projet, d'avoir accès à des expériences concrètes au niveau local et national détaillant les parcours. L'adhésion à l'outil Balise s'élève à 2 500 euros T.T.C. pour une année.

N° D2012-152 – 09/07/2012 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3016 pour le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean TARIS à Montpellier

Objet : Un marché de travaux concernant le remplacement de la centrale de traitement d'air de la piscine Jean Taris à Montpellier est conclu avec la société AXIMA à Lattes. Le délai d'exécution du marché est de 3 semaines à compter de l'ordre de service. Le montant du marché est fixé à 101 137,29€ H.T.

N° D2012-154 – 16/07/2012 Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux du Château Mallet à Cournonterral

Objet : Une convention d'occupation temporaire de locaux du Château Mallet, situé rue du Docteur Ombras à Cournonterral, est passée avec l'association « Chevalets de Cournonterral et ses hautbois » et la Ville de Cournonterral. Cette convention est conclue à titre gracieux pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelable par reconduction tacite pour une durée d'un an, dans la limite de 3 reconductions.

N° D2012-155 – 18/06/2012 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2728UA11 Ville intelligente dans le cadre de la démarche Ecocité

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2728UA11 est passé avec la Compagnie IBM France. Cet avenant concerne une mission d'accompagnement « ville intelligente » pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la démarche Ecocité. La durée de la mission est portée à 9 mois. Le présent avenant s'élève à 7 380 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève donc à 57 380 € H.T.

N° D2012-157 – 12/07/2012 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°2899GD12 de surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt

Objet : Un marché n°2899GD12 de services est passé avec la société Hydraudiag sise à Cournonsec. Ce marché a pour objet la surveillance pérenne concernant les Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) sur le Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) du Thôt. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans et il finira le 31 décembre 2015 au plus tard. Le montant du marché s'élève à 18 700,00 € H.T.

N° D2012-159 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un contrat de location des locaux du Montpellier International Business Incubator avec la société API SCHMIDT BRETTE

Objet : Un contrat de location est conclu avec la société API SCHMIDT BRETTE en qualité de bureau de liaison pour une période inférieure à 24 mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 30 avril 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 14,40 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 183,88 € conformément au tarif applicable.

N° D2012-160 – 13/07/2012 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Poste de refoulement des Eaux Usées sur la rue des Pilettes à Saint Georges d'Orques

Objet : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement des eaux usées et la Commune de Saint Georges d'Orques, pour le futur poste de refoulement. Cette occupation est consentie pour une durée de 8 ans, reconductible expressément à l'échéance pour une durée de 4 ans. Elle représente une emprise de 7 m² sous le domaine public. Elle est consentie et acceptée gratuitement.

N° D2012-161 - 31/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à un marché de prestations de services pour la recherche des copies et des droits des films destinés à être projetés dans l'auditorium du Musée Henri Prades pour le cycle de cinéma méditerranéen en automne 2012

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association CINEMED. Ce marché concerne la recherche de copies et des droits auprès des distributeurs, la négociation des droits des copies ainsi que la fourniture au musée pour le retour des copies DVD pour les films « La fiancée syrienne », « Le chant des mariés », « Pranzo di Farragosto » (le déjeuner du 15 août) et « La nuit de San Lorenzo ». Les films seront projetés dans l'auditorium du musée Henri Prades entre le 23 septembre et le 9 décembre 2012. Le marché prend effet à compter de sa signature pour la durée de l'exposition « Montpellier terre de faïences ». Le montant du marché s'élève à 3 000 € H.T.

N° D2012-163 - 26/07/12 Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Un nuage en pantalon

Objet : Dans le cadre du fonds d'aide à la diffusion théâtrale, la Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle "Un nuage en pantalon" diffusé le 6 juillet 2012 par le Festival des Arts des vignes de Sussargues. Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'association PIB, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 841,12 € H.T.

N° D2012-166 - 26/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location avec la Société TAGEOS, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier, Parcelle RX 32

Objet : Un contrat de location est signé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS. Le contrat de location, prévu pour une durée de 2 ans, porte sur des locaux situés dans le bâtiment Laboratoire Santé Millénaire, 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier. La surface louée est de 471,25 m², pour un loyer annuel de 37 700 euros H.T.

N° D2012-168 - 18/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boucherie BAB MANSOUR

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BAB MANSOUR pour la Boucherie BAB MANSOUR au 57, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 30 918 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012, déduction faite de la somme de 11 798 € déjà versée. Le solde s'élève à 19 120 €.

N° D2012-169 - 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boucherie MARTINEZ

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Monsieur Martinez Jean Raphael pour la Boucherie MARTINEZ place Laissac à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 254 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite des 1 481 € déjà versés, le solde est de 9 773 €.

N° D2012-170 - 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - INSTITUT DE BEAUTE CARLYN

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la EURL Cristal pour le commerce INSTITUT DE BEAUTE CARLYN au 10 Bis, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 25 000 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 5 000 € déjà versée, le solde s'élève à 20 000 €.

N° D2012-171 - 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Kiosque à journaux

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. SALTET Philippe pour le commerce le Kiosque à journaux Place Edouard Adam à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 5 516 € fixée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012, déduction faite de la somme de 3 861 € déjà versée. Le solde s'élève à 1 655 €.

N° D2012-172 - 16/07/2012 Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional - Site de Lisbonne

Objet : Une convention d'occupation temporaire du hall d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional – site de Lisbonne, est passée avec l'association de quartier « Nouveau Sainte Anne ». Cette convention est consentie à titre gracieux, pour y aménager un espace vestiaire pour les musiciens intervenant dans le cadre de la manifestation « Les Nuits de Sainte Anne ». L'autorisation d'occupation est consentie les 26, 27, 28 et 29 juin 2012, et les 2, 3, 4, 5, 6 et 9 juillet 2012, de 20h00 à 23h00.

N° D2012-173 - 13/07/2012 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Nature et Beauté

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Mme SAGNE Monique pour le commerce Nature et Beauté au 192, Av de Lodève à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive évaluée à 6 533 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 4 669 € déjà versée, le solde s'élève à 1 864 €.

N° D2012-174 - 16/07/2012 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Société Sound and Light System

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au cabinet d'avocats "Lyon-Caen et Thiriez" près le Conseil d'Etat contre l'ordonnance n°1202281-4 du Tribunal Administratif de Montpellier du 14 juin 2012 annulant le contrat conclu le 3 avril 2012 entre la Société IEC Paris et la Communauté d'Agglomération portant sur le lot n°2 du marché public d'accessoires pour l'Opéra Comédie de Montpellier.

N° D2012-175 - 18/07/2012 Direction des Finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Société Générale et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un contrat d'emprunt sur ressource Caisse des Dépôts et Consignations est conclu avec la Société Générale. L'objet du contrat est le financement du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant du contrat s'élève à 2 000 000 €.

N° D2012-176 - 16/07/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie l'Authentique

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BOULANGERIE BUZON, représentée par M. BUZON, pour la Boulangerie l'Authentique au 7, rue du Fg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 29 831 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 20 511 € déjà versée, le solde s'élève à 9 320 €.

N° D2012-177 - 07/08/12 Direction du Foncier et de l' Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles n°S12.02 : études de déplacements et mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site stratégique Plaine du Colombier à Baillargues confié à la SAAM

Objet : Un marché n°S12.02 est passé avec la société EGIS France, sise à Aix en Provence. Ce marché porte sur des études sur les déplacements actuels et les préconisations pour l'avenir dans le but d'alimenter le dialogue compétitif de désignation de l'urbaniste. Le titulaire aura également pour mission d'émettre un avis sur le fonctionnement, du point de vue des déplacements, des plans de références proposées par les urbanistes. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'1 an. Le montant du marché s'élève à 19 675 € H.T.

N° D2012-180 - 22/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession du spectacle Tana & the pocket philharmonic avec l'association les Cruches à Nelly

Objet : Un contrat de cession est conclu avec l'association 'les Cruches à Nelly', pour la représentation du spectacle 'Tana & the pocket philharmonic', le mercredi 25 juillet 2012, à Castries, à l'occasion de la manifestation 'L'Agglo dans les Etoiles', pour une durée de 2 jours. La cession du spectacle est conclue pour un montant de 800 € T.T.C.

N° D2012-181 - 26/07/12 Direction de la Culture

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2952DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2952 DC12 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du musée Fabre est passé avec la Société ISEA concernant l'ajout de rails et un raccordement électrique supplémentaire. Le montant de l'avenant s'élève à 2 235 € H.T. correspondant à un pourcentage d'écart de 1,12 % pour un montant total du marché de 201 807 € H.T.

N° D2012-182 - 19/07/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°2159EA09 de maîtrise d'œuvre portant transfert de titulaire

Objet : Un avenant au marché n°2159EA09 doit être passé en vue de transfert à la société SAFEGE des prestations exercées jusqu'alors par la société 3AME.

N° D2012-183 - 26/07/12 Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3021DC12 de remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du grand foyer de l'Opéra Comédie

Objet : Un marché sous procédure adaptée n°3021DC12, est passé avec la société MALBREL – CONSERVATION sise à CAPDENAC, pour le remplacement de la serrurerie sur les baies vitrées du Grand Foyer de l'Opéra Comédie. Ce marché s'élève à 23 800 € H.T. Le délai d'exécution des travaux est défini comme suit : préparation du chantier 15 jours, approvisionnement 8 semaines, pose et ajustement 3 jours y compris la préparation du chantier.

N° D2012-184 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEOTIC en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.

Objet : La candidature de la société NEOTIC est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la réalisation de logiciels. Elle est candidate à la location du lot B10C de 188,10m² pour une période de 24 mois. L'entreprise compte 45 emplois et projette un effectif de 55 personnes à 3 ans

N° D2012-185 – 18/07/12 Direction du Foncier et de l' Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées, consentie par la SERM - Parcelle SC n°136 à Montpellier

Objet : Suite à une opération d'aménagement de la SERM dans le cadre de la ZAC Port Marianne/Rive Gauche, la constitution d'une servitude de passage en tréfonds est nécessaire afin de régulariser la présence sous ce terrain de l'Intercepteur Est reliant la station d'épuration MAERA à Lattes. Cette convention est consentie à titre gratuit par la SERM, ou par le futur acquéreur de la parcelle, en l'occurrence la société Bouygues Immobilier, au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

N° D2012-186 – 13/07/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Boulangerie TEISSIER

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL PHF, représentée par M. TEISSIER, pour la Boulangerie TEISSIER au 23 rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway avec une indemnité définitive de 17 745 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite de la somme de 9 180 € déjà versée, le solde s'élève à 8 565 €.

N° D2012-187 – 13/07/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Le Fournil Saint Nicolas

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL LES FLOTS, représentée par Mme FAIVRE, pour le commerce Le Fournil Saint Nicolas au 72, Grand Rue Jean Moulin à Montpellier, pour le préjudice généré par le

chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 79 079 € décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite des sommes de 30 527 € déjà versées; le solde s'élève à 48 552 €.

N° D2012-188 – 13/07/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - PATISSERIE AUGIER PARGUEL

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise M. PARGUEL, exploitant de la PATISSERIE AUGIER PARGUEL 19, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 49 645 € conformément à la décision de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 11 juin 2012. Déduction faite des sommes de 43 872 € déjà versées, le solde s'élève à 5 773 €.

N° D2012-189 - 23/07/12 Direction des Finances

Décision relative à la clôture de la régie de recette de la bibliothèque Jean-Paul SARTRE

Objet : Considérant la fermeture de la bibliothèque Jean-Paul SARTRE, il est nécessaire de clôturer la régie de recette de l'établissement.

N° D2012-190 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI DE LA LIRONLINE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI de la Lirondine est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot "1B" de 5 296 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôt/stockage de 999 m² de surface de plancher. L'activité de l'entreprise utilisatrice sera la conception et la réalisation de stands d'exposition et d'aménagements d'espaces. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.

N° D2012-191 - 26/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KLOE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société KLOE est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier. Elle est candidate à la location du lot "B02B" de 60 m² pour une période de 2 ans et 1 mois. Son activité est la conception et la fabrication de composants pour circuits optiques intégrés destinés aux réseaux de télécommunications. La société prévoit dans ce local, 6 emplois à 3 ans.

N° D2012-192 - 01/08/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2852 d'élaboration du dossier de déclaration de la station d'épuration intercommunale des Communes de Saint Geniès des Mourgues et Sussargues.

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2852 est passé avec la société Alizé, sise au Crès. Cet avenant concerne l'augmentation de la rémunération du bureau d'études pour la réalisation de prestations supplémentaires. Le présent avenant s'élève à 776 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 8526 € H.T.

N° D2012-194 – 18/07/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Gras Jean-Marie et Autres' Conseil d'Etat

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Lyon-Caen et Thiriez" près le Conseil d'Etat contre l'arrêt du 04 juin 2012 rendu par la Cour Administrative de Marseille confirmant le jugement n°0703323, 0703329, et 0803025 en date du 16 juin 2009 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé l'arrêté préfectoral du 29 mai 2007 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement et de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez et portant mise en compatibilité du plan-local d'urbanisme de la commune de Lattes et les arrêtés de cessibilité subséquents des 29 mai 2007 et 21 mars 2008.

N° D2012-195 - 07/08/12 Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3009DC12 de restaurations d'œuvres peintes sur toile ou sur bois (lot 1) et de restaurations d'œuvres graphiques (lot 2) pour le musée Fabre de Montpellier

Objet : Un marché n°3009DC12 à bons de commande de restauration d'œuvres est passé avec la société BAXTER CONSEIL pour le lot n°1, domiciliée à Castelnau le Lez et avec M. Eric OULEY pour le lot n°2, domicilié à Gaillac. Ce marché concerne la restauration d'œuvres peintes sur toiles ou sur bois (lot 1) et d'œuvres graphiques (lot 2) pour le musée Fabre de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché s'élève à 170 € H.T. / demi-journée pour le lot 1 avec un seuil minimum de 7 000 € et un seuil maximum de 21 000 € et 180 H.T. / demi-journée pour le lot 2 avec un seuil minimum de 5 000 € et un seuil maximum de 15 000 €.

N° D2012-197 - 19/07/12 Direction de la Culture

Décision relative au marché n°2932DC12 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de charpente couverture du domaine Bonnier de la Mosson

Objet : Un marché n°2932DC12 est passé avec le groupement constitué du Cabinet d'architecture Frédéric MARTORELLO, mandataire, domicilié, à CASCATEL des CORBIERES et la société ARPENT co-traitant n°1, domiciliée à BIZANET. La mission de maîtrise d'œuvre porte sur des travaux de charpente-couverture des bâtiments des communs du domaine Bonnier de la Mosson dans l'optique du sauvetage de ces bâtiments. Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 30 mois et pour un montant forfaitaire de 28 668,12 € T.T.C.

N° D2012-204 - 23/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, parcelle cadastrée RB 16

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue un bail précaire de location avec M. Laurent MOREL et M^{me} Nathalie FLECHIER. Le bail porte sur une maison d'habitation acquise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, située au 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, parcelle cadastrée RB 16. Le contrat est conclu pour une durée d'1 an renouvelable, pour un loyer mensuel de 900 euros (hors taxes et hors abonnements).

N° D2012-205 - 26/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515, rue Alfred Nobel Parc du Millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue avec la société EDES une convention d'occupation de 2 ans. Les locaux concernés, d'une surface de 90,3 m² environ, sont situés au 515 rue Alfred Nobel, à Montpellier, dans le bâtiment Laboratoire Santé Millénaire. La convention est consentie pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et fixe un loyer annuel de 8 639 euros T.T.C. hors charges.

N° D2012-206 - 19/07/12 Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°2998DC12 de réalisation de la signalétique et pose d'un éclairage extérieur en façade du Planétarium Galilée

Objet : Un marché n°2998DC12 est passé avec l'entreprise DECO ADER MEDITERRANÉE, domiciliée à Saint-Jean-de-Védas. Ce marché concerne la réalisation de la signalétique de la façade du Planétarium Galilée avec pose d'une impression numérique sur adhésif et d'un éclairage extérieur. Le marché est conclu pour une durée de trois semaines de conception et trois semaines de pose à compter de la notification du marché et s'élève à 19 797,00 € H.T.

N° D2012-207 - 19/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SS 3 - Lieu-dit Domaine de la Banquière à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de M^{me} MEYNIER Antoinette épouse FABRY la parcelle en nature de terre cadastrée section SS n°3, sise lieu-dit Font de la Banquière sur la Commune de Montpellier, pour une contenance totale de 25 a 26 ca. Le prix d'acquisition est fixé à 63 150 €, toutes indemnités comprises, les frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

N° D2012-210 - 23/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section AA 79 et 80, BA 42 - Commune de Saint-Jean-de-Védas

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la dia auprès de Madame MARTINEZ Eliane des parcelles cadastrées AA 79 et 80, et BA 42, d'une surface totale de 4 400 m², à usage de terre, et situées aux lieudits Lous Garrigous et Rieucoulon à Saint-Jean-de-Védas. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 38 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre des ZAD de compétence communautaire sont nécessaires pour constituer des réserves foncières.

N° D2012-211 - 07/08/12 Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3009bisDC12 d'interventions ponctuelles de restauration-conservation de cadres pour le musée Fabre de Montpellier

Objet : Un marché n°3009bisDC12 à bons de commande de restauration de cadres est passé avec M. Sébastien DAVID, 12 rue Aimée BARDOU, 37210 Vernou sur Brenne. Ce marché concerne des interventions ponctuelles de restauration-conservation de cadres. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché s'élève à 235 € H.T/ demi-journée avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T.

N° D2012-212 - 23/07/12 Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition du terrain de catégorie C, de vestiaires, de bureaux et de divers locaux du Stade Yves du Manoir à l'association du Montpellier Rugby Club

Objet : Une convention d'occupation, précaire et révocable, est conclue avec l'association Montpellier Rugby Club. Cette convention concerne l'utilisation du terrain de catégorie C, de vestiaires, de bureaux et de divers locaux du Stade Yves du Manoir. La durée de cette convention est d'un an. Cette convention est conclue à titre gratuit. Toutefois, les charges concernant la partie bureaux font l'objet d'une facturation forfaitaire révisable annuellement définie à partir des charges constatées sur l'année précédente.

N° D2012-213 - 07/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2975DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Caravage et le caravagisme européen'

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2975DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Caravage et le caravagisme européen' est passé avec la société Stand Expo Déco concernant des ajouts de cimaises et de mises à distance. Le montant de l'avenant s'élève à 5 365,36 € H.T. correspondant à un pourcentage d'écart de 4,23% pour un montant total du marché de 132 225,46 € H.T.

N° D2012-214 - 23/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle n° RA 1 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la société Décathlon Montpellier

Odysseum, représentée par M. Eric ROLLAND dûment habilité en sa qualité de directeur, à prêter l'usage de sa parcelle cadastrée section RA n°1, en nature de sols, sise lieu-dit Rastouble sur la Commune de Montpellier, pour une contenance de 98 a 88 ca. Le contrat est consenti à titre gratuit. Le contrat est conclu pour une durée de six jours, du mardi 11 septembre au lundi 17 septembre 2012 inclus.

N° D2012-217 - 26/07/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°2756EA11 pour la réhabilitation du poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol, Commune de Cournonterral

Objet : Un marché n°2756EA11 de travaux est passé avec l'entreprise SADE à Vendargues Cedex. Ce marché consiste à confier la réhabilitation d'un poste de refoulement des eaux usées pour la desserte du Ramassol sur la Commune de Cournonterral. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois. Le montant du marché s'élève à 74 990 € H.T.

N° D2012-218 - 26/07/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2940S12.01 dans le cadre du mandat d'études Sablassou confié à la SAAM relatif au schéma directeur de viabilité du site Sablassou

Objet : Un marché de prestations intellectuelles relatif à la réalisation du schéma directeur de viabilité du site de Sablassou est passé avec la société B3R. Il s'agit d'un marché à bons de commande sans montant minimum, et avec un montant maximum de 150 000 € H.T. Le délai d'exécution global des études est fixé à 8 mois à compter de la notification du premier bon de commande. Il n'est pas reconductible.

N° D2012-219 - 13/09/12 Direction de la Culture

Décision relative à une participation à l'achat du spectacle Le nuage en pantalon

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le nuage en pantalon » joué le 21 septembre à l'ESAT La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec la Compagnie Provisoire et l'ESAT La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 467,20 € H.T.

N° D2012-220 - 13/09/12 Direction de la Culture

Décision relative à une participation à l'achat du spectacle Le Messenger

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le Messenger » joué le 19 septembre à l'ESAT La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec le Théâtre de la Remise et l'ESAT La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 467,20 € H.T.

N° D2012-221 - 01/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3012DC12 de mise en place d'une réserve d'eau sous la place Molière, dans le cadre des travaux de la restructuration de la cage de scène à l'Opéra Comédie à Montpellier

Objet : Un marché de travaux est passé avec l'entreprise Eiffage Construction Languedoc sise à Montpellier. Ce marché consiste en la création d'une réserve d'eau sous la place Molière pour assurer une protection supplémentaire aux nouvelles installations réalisées dans le cadre des travaux de la restructuration de la cage de scène à l'Opéra Comédie. Le marché prend effet à compter de sa notification et dure 2, 5 mois. Le montant s'élève à 198 633, 00 € H.T.

N° D2012-223 - 26/07/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains en vue de l'exercice du droit de chasse - Commune de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société "Chasse Calage" représentée par M. Patrick BROS, concernant le droit de chasser sur les parcelles cadastrées section RN n°2, 6, 7, 10, 20, 21, 25 et 35 et sa parcelle cadastrée section RO n°32, en nature de terre au Domaine de Valedau, sur la Commune de Montpellier. Cette convention, renouvelable par tacite reconduction, serait consentie à titre gratuit pour une durée de 3 années et débiterait à partir du 1er septembre 2012 jusqu'au 31 août 2015. Cette activité de chasse permettra d'assurer à moindre coût un gardiennage du Domaine, évitant ainsi toute occupation illégale.

N° D2012-224 - 31/07/12 Contrôle de Gestion

Décision relative à un marché n°3008CG12 de prestations intellectuelles pour une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3008CG12 de prestations intellectuelles est passé avec le cabinet Mensia Conseil en vue d'une mission d'étude et de prospective sur le fonctionnement et l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 66 425 € H.T.

N° D2012-225 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société Scimob au sein de la pépinière Cap Omega

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société Scimob pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013. A compter du 1er août 2012, la redevance mensuelle hors taxe à payer par la société pour la surface de 88,86m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 154,29 euros conformément au tarif applicable.

N° D2012-227 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la

pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 59,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 776,28 euros conformément au tarif applicable.

N° D2012-228 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter du 23 juillet 2012, soit jusqu'au 22 janvier 2013. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramené à 1 764,98 euros H.T. au lieu de 2 030,02 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 2 030,02 euros H.T.

N° D2012-229 - 01/08/12 Direction des Sports

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2907DS12 concernant la révision des coupoles des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2907DS12 est passé avec la SA BAUDIN CHATEAUNEUF sise à Chateaufort-sur-Loire (45110). Cet avenant concerne des modifications nécessaires concernant la révision des coupoles des piscines tournesol Jean Vives, Suzanne Berlioux et Jean Taris. Le montant du nouvel avenant s'élève à 9 127 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 76 307,50 € H.T.

N° D2012-230 - 07/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3036DS12 de fourniture et mise en place d'un contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier

Objet : Un marché n°3036DS12 est passé avec l'entreprise MULTITEC, sise à Montpellier (34). Ce marché de prestations de services concerne la fourniture et mise en place d'un contrôle d'accès pour le stade de la Mosson à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et dure 3 semaines. Le montant du marché est de 473 834,44 € H.T.

N° D2012-232 - 02/08/12 Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et des modules associés de la gamme Visual Planning

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société STILOG I.S.T., sise à Nanterre, en tant qu'éditeur du logiciel VISUAL PLANNING et la société XWARE, sise à Uzès, en tant que mainteneur de ce logiciel. Ce contrat concerne les licences du logiciel VISUAL PLANNING et des modules associés de la gamme Visual Planning, installées à la régie de collecte des déchets ménagers. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2013. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 829,88 € T.T.C.

N° D2012-233 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - BOULANGERIE LE MOULIN D'OR

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL ZERRAD pour le commerce Boulangerie le Moulin d'Or au 33, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 22 817 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 14 201 € déjà versée, le solde s'élève à 8 616 €.

N° D2012-234 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société INCITIUS SOFTWARE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 juillet 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société INCITIUS SOFTWARE pour la surface de 58,31 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 815,76 euros conformément au tarif applicable.

N° D2012-235 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de six mois à compter du 1^{er} août 2012, soit jusqu'au 31 janvier 2013. A compter du 1^{er} août 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 246,37 euros conformément au tarif applicable.

N° D2012-236 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - BOULANGERIE MOULIN A PAINS

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL MOULIN A PAINS pour le commerce Boulangerie Moulin à Pains au 43, Cours Gambetta à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 15 286 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 12 578 € déjà versée, le solde s'élève à 2 708 €.

N° D2012-237 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - CO-APPARENCE

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise Mme BONNEFON Corinne pour le commerce CO-APPARENCE au 8, rue du Faubourg de la Saunerie à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 2 658 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 1 380 € déjà versée, le solde s'élève à 1 278 €.

N° D2012-238 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - COROT COIFFURE

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL COROT COIFFURE Montpellier, représentée par M. BIAGI, gérant exploitant le commerce TOUT POUR LA COIFFURE au 1, boulevard de l'Observatoire à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 20 966 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012.

N° D2012-239 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - COSTE PEINTURES

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SA COSTE PEINTURES représentée par son Directeur Général, M. Jean-Pierre COSTE, exploitant le commerce COSTE PEINTURES au 561 rue Saint Hilaire à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 71 043 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 60 000 € déjà versée, le solde s'élève à 11 043 €.

N° D2012-240 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - FUTON BOUTIQUE

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL ATOLL COME représentée par M. Christophe COUR, gérant, exploitant le commerce FUTON BOUTIQUE au 33 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 12 163 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012.

N° D2012-241 - 10/09/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant de transfert au marché n°2634T11

Objet : Un avenant au marché n°2634T11 doit être passé en vue du transfert à la société Cegelec Maintenance Sud-Est des prestations exercées jusqu'alors par Cegelec Sud-Est.

N° D2012-242 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SANAE BOUTIQUE

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL BOUTIQUE SANAE, représentée par M. EL ALAOUI LARBI, gérant, exploitant le commerce SANAE BOUTIQUE au 7, rue du Cheval Vert à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 570 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 5 311 € déjà versée, le solde s'élève à 6 259 €.

N° D2012-243 - 02/08/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - SNC PANIER JARDIN

Objet : La Communauté d'Agglomération indemnise la SNC PANIER JARDIN représentée par MM LENS Bruno et Robert, gérants, exploitant le commerce PANIER JARDIN au 10, Place Laissac Halles Laissac à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3^{ème} ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 11 195 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 9 juillet 2012. Déduction faite de la somme de 4 000 € déjà versée, le solde s'élève à 7 195 €.

N° D2012-244 - 23/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2098DC09 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux de restructuration de la cage de scène - Opéra Comédie

Objet : Un avenant n°2 au marché n°2098DC09 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie est conclu avec la société ING MEDITERRANÉE sise, Green Parc 2 – Bâtiment B – 149 avenue du Golf – 34670 BAILLARGUES afin de prendre en compte une prolongation de 8 semaines de la durée de la mission. Le montant de l'avenant n° 2 est de 9 520,16 € T.T.C.

N° D2012-245 - 10/09/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3035GD12 de recherche et réduction de substances dangereuses dans l'eau sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de CASTRIES

Objet : Un marché n°3035GD12 de prestations intellectuelles est passé avec la société IRH Ingénierie Conseil sise à Aix en Provence. Ce marché a pour objet la recherche et la réduction de substances dangereuses dans l'eau sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de CASTRIES. Le marché prendra effet au premier ordre de service. Sa durée totale sera de 48 mois. Le montant de ce marché est de 27 088 € H.T.

N° D2012-247 - 06/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SM 27 - Lieudit 450 Rue du Mas des Brousses - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis l'ensemble immobilier situé 450 Rue du Mas des Brousses à Montpellier le 19 juillet 2012. Un des bâtiments dépendant de cet ensemble immobilier cadastré SM 27 est en très mauvais état, structure dégradée, compte tenu de ses dégradations et pour des raisons de sécurité, il y a lieu de procéder à sa démolition.

N° D2012-248 - 23/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3033DC12 de remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier

Objet : Un marché sous procédure adaptée, répertorié sous le n°3033DC12, est passé avec la société PORTAFEU domiciliée, à Romilly sur Andelle, pour le remplacement des clapets coupe feu et de désenfumage de la Médiathèque Emile Zola à Montpellier. Ce marché s'élève à 88 752,83 € T.T.C

N° D2012-249 - 14/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2959EA12 de raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols

Objet : Un marché n°2959EA12 de travaux est passé avec l'entreprise SOGEA SUD sise à MONTPELLIER. Ce marché concerne le raccordement à la station d'épuration de MAERA des effluents de la Commune de Pérols. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois, y compris la période de préparation d'1 mois. Le montant du marché s'élève à 262 966 € H.T (offre variante).

N° D2012-250 - 10/09/12 Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014)

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2616T11 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner Montpellier Agglomération dans le renouvellement de son Schéma Directeur Informatique (2011-2014) est passé avec la société STEDIA CONSULTING sise à Gardanne. Cet avenant concerne la prolongation du marché d'une durée de 6 mois, soit du 17 juin 2012 au 16 décembre 2012. Le montant du marché est inchangé.

N° D2012-251 - 06/08/12 Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°2925EA12 pour la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume, Commune de Montpellier

Objet : Un marché de travaux n°2925EA12 est passé avec le groupement d'entreprise SUBTERRA / MALET sise à 31120 PORTET-SUR-GARONNE. Ce marché consiste à confier la réhabilitation du collecteur unitaire du Boulevard du Jeu de Paume sur la Commune de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 semaines dont 4 semaines pour la période de préparation des travaux et 3 semaines pour l'exécution des travaux. Le montant du marché s'élève à 73 685,00 € H.T.

N° D2012-254 - 20/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'accord cadre n°2946EA12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Le marché n°2946EA12 est un accord cadre passé avec le groupement d'entreprises SERVICE PUBLIC 2000, KFH COM, LISODE. Cet accord cadre concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 4 ans à compter de la notification. Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à 399 000 euros H.T.

N° D2012-255 - 23/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à l'association Machine Théâtre - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise l'Association Compagnie Machine Théâtre à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 10 septembre au 28 octobre 2012 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

N° D2012-256 - 06/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI La Lirondine dans la ZAC Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI de la Lirondine est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot "1B" de 5 296 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôt/stockage de 1 999 m² de surface de plancher. L'activité de l'entreprise utilisatrice sera la conception et la réalisation de stands d'exposition et d'aménagements d'espaces. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.

N° D2012-257 - 06/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice FADUC du Grand Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02073 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 23 mai 2012 par la Fédération régionale des Associations pour la Défense des commerçants et associations de commerçants, des usagers, des consommateurs et des contribuables du Grand

Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon (FADUC) et M^{me} Nadine Fraysse contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 23 mars 2012 rejetant l'annulation de la délibération du 1^{er} avril 2010 par laquelle le conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a abrogé les délibérations des 28 mai 2009 et 24 septembre 2009 confiant à la société d'aménagement de l'Agglomération la réalisation de la zone d'aménagement concerté "Odysseum Est" à Montpellier.

N° D2012-258 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SARL SAVOIR SPHERE

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°120228-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 03 juillet 2012 par la SARL SAVOIR SPHERE contre la décision de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 19 avril 2012 rejetant son offre dans l'attribution du marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la politique de conservation numérique du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

N° D2012-259 - 06/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SARL 23 Rue Baudin

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02595 le 28 juin 2012 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la SARL "23 rue Baudin" contre le jugement n°1103028 du 26 avril 2012 par lequel le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 21 février 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de préempter la parcelle cadastrée section BE n°42 sise sur la commune du Crès.

N° D2012-261 - 06/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Pernaud Orliac liquidateur de la Sarl Flac

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et SCP "Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02103 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 25 mai 2012 tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1102237 du 6 avril 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-262 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIFIC POLYMERS au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SPECIFIC POLYMERS pour une période de six mois à compter du 01 septembre 2012 soit jusqu'au 28 février 2013. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société SPECIFIC POLYMERS pour la surface de 106,70 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est donc ramenée à 546,08 euros H.T au lieu de 628,88 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface occupée dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 628,88 euros H.T.

N° D2012-263 - 03/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SNC Brasserie Gare -

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA02104 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 25 mai 2012 par la SNC Brasserie Gare tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1102940 du 6 avril 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-264 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société QUEOVAL dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.

Objet : La candidature de la société QUEOVAL est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "B10A" de 169,30 m² pour une période de 3 ans. Son activité est la conception et le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits dans les domaines informatiques. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

N° D2012-265 - 31/08/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la vente d'une benne à ordures ménagères réformée au SIVOM des 3 rivières

Objet : Dans le cadre de son programme annuel de renouvellement de véhicules, la Régie de collecte a procédé à l'acquisition de 5 Bennes à ordures ménagères (BOM) neuves en 2012. L'arrivée de matériels neufs conduit à réformer, et à céder à des tiers, des véhicules anciens. L'un des véhicules cédés, le 580ADH34, a été vendu à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en 2004, par le SIVOM des trois rivières. Ce dernier se propose de le racheter aujourd'hui pour un euro symbolique.

N° D2012-266 - 04/09/12 Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la fusion des Sociétés BEC FRÈRES et RAZEL

Objet : Un avenant au marché n° 03.42i.069 doit être passé en vue du transfert à la société RAZEL-BEC des prestations exercées jusqu'alors par la société RAZEL.

N° D2012-267 - 07/08/12 Direction des Sports

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles : mission de géomètre - Mandat Stade de la Mosson - Mondial 98

Objet : Un marché est conclu avec le Cabinet SIRAGUSA, sis à Montpellier. Ce marché de prestations intellectuelles porte sur la réalisation de levés topographiques et bathymétriques sur 25 hectares autour du stade de la Mosson-Mondial 98, sis avenue d'Heidelberg à Montpellier. Il prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de trois semaines. Le prix global et forfaitaire s'élève à 15 100 € H.T.

N° D2012-269 - 21/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie - Avenant n°1

Objet : Un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie est conclu avec l'Association "Opéra Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon", afin de prolonger la durée de la mise à disposition d'un mois, et prendre ainsi en compte la finalisation des travaux de restructuration de la cage de scène.

N° D2012-271 - 22/08/12 Direction de la Culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle ' Farces '

Objet : Dans le cadre de son fonds d'aide à la Diffusion théâtrale, la Communauté d'agglomération participe à l'achat du spectacle " Farces " organisé le 12 octobre 2012 par la commune de Castelnau le Lez joué par la compagnie les Têtes de Bois pour un montant de 1 700 € H.T.

N° D2012-273 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} Septembre 2012, soit jusqu'au 31 août 2013. A compter du 1^{er} septembre 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société MENTA pour la surface de 44,39m² m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 621,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011.

N° D2012-274 - 31/08/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de véhicules vétustes à réformer à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

Objet : Les véhicules immatriculés 532ADW34, 378ADE34 et 3782ZY34 à réformer, sont cédés à l'Hôtel des Ventes de Montpellier pour être vendus aux enchères. Les prix de cessions résulteront de la vente aux enchères.

N° D2012-275 - 14/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - Section DX n° 310 et EB n° 127 - Commune de Lattes

Objet : Dans le cadre des travaux des berges du Lez à Lattes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à titre gratuit une partie des parcelles cadastrées section DX 310 et EB 127 appartenant à M. IDADIZANE plus une indemnité de dédommagement pour reconstitution de forage. Une promesse de vente a été signée le 4 juin 2009, une décision d'acquisition a été prise le 11 août 2009. Depuis les travaux ont été réalisés et l'emprise nécessaire à la réalisation du projet a été réduite. Un avenant au Procès Verbal constatant cette réduction a été signé le 11 juillet 2012. Il convient donc d'abroger la décision n°2009-595 du 11 août 2009 et de prendre une nouvelle décision d'acquisition.

N° D2012-276 - 14/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice OUAZIR OUASSINIA

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1202889-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 juin 2012 par Madame OUAZIR OUASSINIA tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute faite sur la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-278 - 21/08/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant pour un transfert de local et une extension de surface par la société THY ENGINEERING au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un avenant au bail en date du 1er novembre 2011 est passé entre la Communauté d'agglomération et la société THY ENGINEERING. Cet avenant prévoit le transfert de l'activité de la société THY ENGINEERING et l'extension de la surface occupée qui passe de 25,70 m² à 33,00 m² à compter du 1^{er} septembre 2012. La redevance à payer par la société THY ENGINEERING pour la nouvelle surface passe de 328,18 € H.T. à 421,41 € H.T. à compter du 1^{er} septembre. Les autres termes du bail en date du 1^{er} novembre 2011 demeurent inchangés.

N° D2012-279 - 20/08/12 Direction de la Culture

Convention d'occupation temporaire de locaux de la médiathèque Françoise Giroud à Castries

Objet : Une convention d'occupation temporaire de locaux de la médiathèque Françoise Giroud est conclue avec la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier sise Parc Euromédecine, 989 rue de la Croix Verte, 34093 Montpellier Cedex 5. Cette convention est conclue à titre gracieux, pour une durée de 10 ans.

N° D2012-280 - 11/09/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché de travaux n°2922MG12 pour le remplacement de la centrale de traitement

d'air de la salle du Conseil

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société Hervé Thermique. Ce marché concerne le remplacement de la centrale de traitement d'air de la salle du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 50 966,72 € H.T.

N° D2012-283 - 06/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant de transfert du marché n°1879MG08 lot 2 SFR de fournitures de services de télécommunications

Objet : Cette décision concerne l'avenant de transfert du lot 2 SFR pour le marché n°1879MG08 de fournitures de services de télécommunications. Il s'agit de la fusion et absorption de la société SFR Business Team, titulaire actuel du marché, par la société Vivendi Télécom International.

N° D2012-284 - 06/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant de transfert du marché n°1879MG08 lot n° 3 SFR de fournitures de services de télécommunication.

Objet : Cette décision concerne l'avenant de transfert du lot n° 3 SFR pour le marché n° 1879 MG 08 de fournitures de services de télécommunication. Il s'agit de la fusion et absorption de la société SFR Business Team, titulaire actuel du marché, par la société Vivendi Télécom International.

N° D2012-285 - 21/08/12 Direction des Sports

Décision relative à convention de mise à disposition du domaine public à diverses associations - Stade Yves du manoir

Objet : Diverses associations ont sollicité l'Agglomération pour l'attribution de créneaux au stade Yves du Manoir pour la saison sportive 2012-2013. Une convention d'occupation précaire sera passée nominativement avec chaque association. Cette mise à disposition est conclue à titre gratuit.

N° D2012-287 - 21/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SR n°3 - 2921 bis route de Vauguières - Montpellier

Objet : La parcelle cadastrée SR n°3 sise à Montpellier est destinée à la constitution, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de réserves foncières dans le cadre de la ZAD Pont Trinquat-Méjanelle. Elle a été négociée pour un montant de 460 000 €, conformément à l'avis de France Domaine en date du 23 juillet 2012.

N° D2012-289 - 31/08/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la cession de véhicules (BOM) immatriculés, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34.

Objet : La régie de collecte des déchets ménagers a acquis en juillet 2012, 4 bennes à ordures ménagères dans le cadre du renouvellement annuel de sa flotte de véhicules. Ces véhicules remplaceront celles immatriculées, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34, sélectionnées au vu de leur vétusté et de leur état d'usure. J.M.B négoce a émis une offre de prix d'un montant de 17820,4 € T.T.C pour le rachat de ces 4 véhicules. Il est proposé la cession, en l'état, des BOM, immatriculées, 148AJV34, 18AJZ34, 997AJZ34, 749ALV34 à J.M.B négoce.

N° D2012-290 - 31/08/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un acte rectificatif concernant l'acquisition des parcelles RR n°81 et n° 33 - Domaine de la Pompignane - Commune de Montpellier

Objet : L'acte d'acquisition du Domaine de la Pompignane signé les 23 et 26 juillet 2012 doit faire l'objet d'un acte rectificatif concernant la numérotation des parcelles et les superficies, le document d'arpentage n'étant pas joint à l'acte initial.

N° D2012-291 - 10/09/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NORIBAC sur le parc Garosud à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI NORIBAC est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot "80.1" de 3 994 m² pour y construire un bâtiment de bureaux, une boutique de vente, un restaurant, un entrepôt de stockage ainsi qu'un laboratoire de production de 2 279m² de SHON. L'utilisateur final sera la société CABIRON TRAITEUR. L'entreprise projette un effectif de 58 personnes dans 3 ans.

N° D2012-292 - 31/08/12 Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la cession d'un véhicule, immatriculé 986AJQ34 de la flotte véhicules de la régie de collecte des déchets ménagers.

Objet : La régie de collecte des déchets ménagers a acquis en juillet 2012, un véhicule de type camionnette dans le cadre du renouvellement annuel de sa flotte véhicules. Ce véhicule remplace celui, immatriculé, 986AJQ34, sélectionné au vu de son état de vétusté et de son état d'usure. La société CMM a émis une offre de prix d'un montant de 1 500 € H.T pour le rachat de ce véhicule. Il est proposé la cession, en l'état, du véhicule, immatriculé, 986AJQ34, à CMM.

N° D2012-293 - 10/09/12 Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°1 au mandat de réalisation de travaux sur le hangar de l'aéroport à Mauguio

Objet : Un avenant n°1 au mandat de réalisation de travaux sur le hangar de l'aéroport à Mauguio est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Cet avenant concerne la durée du mandat, qui prendra fin au 31 juillet 2012 et une réévaluation du montant des travaux. Le présent avenant s'élève à 11 179 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 178 179 € H.T.

N° D2012-295 - 30/08/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'estimer en justice requête n°12MA03112 - Société d'Exploitation en Gare buffet de Montpellier

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°12MA03112 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 24 juillet 2012 par la Société d'Exploitation en Gare Buffet de Montpellier tendant à l'annulation du jugement n°1103448 du Tribunal Administratif de Montpellier du 25 mai 2012 rejetant sa demande en réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-299 – 07/09/12 Direction des Finances

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération et la Banque Postale

Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale. Elle est destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 Euros pour une durée totale maximale d'1 an

N° D2012-455 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la vente du lot n°1 copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 1 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 53m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 42 400 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

N° D2012-456 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la vente du lot 2 de la copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 2 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 38 800 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

N° D2012-457 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la vente du lot 3 de la copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 3 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 38 800 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

N° D2012-458 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la vente du lot 6 de copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 6 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 53m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 42 400 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

N° D2012-459 – 10/09/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la vente du lot 7 de copropriété Le Passy 1 sis 710 rue d'Alco à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à céder le lot 7 de la copropriété Le Passy 1 d'une contenance de 48,50 m² sis 710 rue d'Alco à Montpellier, à Monsieur Marco BIGIAOUI, avec faculté de substitution. La cession est consentie pour un montant de 38 800 €, toutes indemnités confondues au vue de l'avis de France Domaine en date du 7 août 2012, les frais d'acquisition en sus sont à la charge de l'acquéreur.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°3 BIS : MOTION SUR LA REORGANISATION DES ACTIVITES DU GROUPE SANOFI IMPLIQUANT LE SITE DE MONTPELLIER

M. J.-P. Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Considérant que

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'attache à promouvoir dans le cadre de sa compétence développement économique les synergies positives entre les entreprises et la recherche,
- le secteur santé est une des filières d'excellence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'un des plus dynamiques. Implanté depuis 1972 et avec près de 1 100 salariés, le site de Sanofi Montpellier est un des premiers employeurs privés et le premier site de recherche privé de l'agglomération montpellieraine. L'activité du site participe de manière déterminante à nos filières d'excellence. Il joue notamment un rôle de leader au sein du pôle de compétitivité interrégional Eurobiomed, qui est reconnu comme l'un des principaux clusters français et européen en matière de santé. Le site Sanofi de Montpellier et notamment ses activités de recherche ne sauraient ainsi être restructurés sans emporter de lourdes conséquences sur l'ensemble du secteur,
- le caractère multinational d'un groupe ne justifie en rien qu'il se désengage de la solidarité nationale à laquelle s'astreint toute la France en tant de crise.

Considérant que

- Sanofi est le 4^{ème} groupe pharmaceutique mondial et a dégagé en 2011, 8,8 milliards d'euros de bénéfice net,

- la direction du groupe Sanofi envisage de reverser aux actionnaires 50% du résultat net de ses activités en 2013,
- lors d'une précédente restructuration, en 2010, le groupe Sanofi a supprimé 20% de ses effectifs recherche en France,
- le groupe Sanofi prévoit aujourd'hui de supprimer 900 nouveaux postes à l'horizon 2015,.....
- dans ses « actions et propositions pour soutenir la santé et la croissance en France », le groupe Sanofi vante les mérites d'une « R&D française au rayonnement mondial » et prône notamment le maintien du Crédit d'impôt recherche, dont il bénéficie à hauteur de 150 millions d'euros par an.

Le Conseil Communautaire

- **manifeste** sa solidarité avec l'ensemble des salariés du site Sanofi de Montpellier,
- **s'inquiète** de la pérennité du site de Montpellier et des conséquences de cette nouvelle restructuration du groupe Sanofi sur le tissu économique et sur la recherche, à l'échelle montpelliéraine comme nationale,
- **dénonce** un discours équivoque, qui vante la recherche et profite des dispositifs d'encouragement tout en supprimant progressivement son potentiel R&D, malgré des bénéfices conséquents et une hausse spectaculaire des dividendes reversés aux actionnaires,
- **affirme** qu'un groupe ne peut s'en tenir à sa seule stratégie, dès lors qu'il bénéficie d'exonérations fiscales et concourt à une stratégie économique nationale d'intérêt général,
- **appelle de ses vœux** la mise en place de dispositifs législatifs réglementant les licenciements boursiers et rendant financièrement responsables les groupes qui bénéficient de dispositifs publics d'aide à la recherche.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°4 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ACCORD-CADRE POUR LES ÉTUDES URBAINES ET PAYSAGÈRES DU QUARTIER DE LA GARE TGV 'OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE'- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et de Lattes entre l'autoroute A9 actuelle et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes-Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la mer et le corridor de transports languedocien et fait partie à ce titre des 11 sites stratégiques identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Le quartier de la future gare TGV s'intègre dans le territoire labellisé EcoCité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet du quartier de la gare TGV, qu'il est proposé de dénommer «OZ Montpellier Nature urbaine» sont importants pour le devenir de l'Agglomération puisqu'il s'agit de créer l'un des éléments majeur du futur cœur de la métropole, à partir notamment :

- de la création d'un pôle urbain d'échelle métropolitaine combinant activités, habitat, commerce et loisirs ;
- de la constitution d'un « hub » de dimension régional formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, étroitement connecté au Port de Sète ;
- de la réalisation et la promotion d'un pôle d'affaires de niveau européen, anticipant l'évolution des besoins des entreprises et de leurs salariés et profitant de la desserte exceptionnelle par l'aéroport, le TGV, le tramway et les grandes infrastructures routières ;
- de l'établissement d'un lien entre le complexe Odysseum, la nouvelle gare TGV et de la création des articulations nécessaires entre le nouveau quartier de la gare et les quartiers environnants (notamment ceux de Port Marianne sur Montpellier et ceux de Lattes);
- de la préservation et de la valorisation des paysages et sites remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- de l'intégration des grandes infrastructures existantes et projetées dans leur environnement futur ;
- de l'adoption d'une approche ambitieuse en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité.

Dans cette perspective et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM un mandat d'études urbaines préalables à l'aménagement du pôle urbain de la gare nouvelle de Montpellier.

Dans le cadre de ce mandat, compte tenu des ambitions, de l'ampleur et de la complexité du projet, la SAAM a engagé pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier une procédure de dialogue compétitif conformément aux articles 36 et 67 du Code des marchés publics en vue d'attribuer un Accord-Cadre études urbaines et paysagères à un urbaniste.

Les missions confiées à l'urbaniste devront permettre :

- de définir le projet urbain d'ensemble : élaboration du plan guide, assistance à la concertation, faisabilité de l'ilot gare, dossier d'urbanisme réglementaire, fiche de contraintes urbaines et programmatiques pour des macro-lots
- de conduire les missions afférentes aux premiers secteurs opérationnels : définition du schéma de secteur et plan de masse d'ensemble du ou des premiers secteurs opérationnels, dossiers de ZAC, dossier réglementaire à

intégrer au PLU, cahier de recommandations architecturales, paysagères et environnementales de l'opération, études de faisabilité pour un ilot.

Ces missions pourront se poursuivre en phase opérationnelles et être reprises par l'aménageur lorsqu'il sera désigné dans le cadre contractuel approprié.

Le montant maximum de ces études s'élève à 1 000 000 € H.T. sur la durée du marché.

La consultation a été conduite dans le cadre du dialogue compétitif :

- Un avis de publicité a été transmis au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics le 9 juillet 2011.
- A l'issue de la date limite des candidatures fixée le 22 septembre 2011 et après analyse des 25 dossiers reçus dans les délais, trois équipes de renommée internationale ont été sélectionnées au mois de novembre 2011 et invitées à participer au dialogue.
- Libeskind/Studios/Mosbach /Setec (mandataire Libeskind)
- De Portzamparc/ Péna et Péna /Terre Eco (mandataire De Portzamparc)
- KCAP/Ilex/Oasiis (mandataire KCAP)
- Après transmission du dossier de consultation et organisation d'une réunion de présentation et de lancement le 18 janvier 2012, le dialogue s'est déroulé en trois phases successives et trois séries d'audition et d'échanges entre les trois équipes et le représentant du pouvoir adjudicateur, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et du secret industriel et commercial, les 8 et 12 mars 2012, du 14 au 16 mai 2012, du 19 au 22 juin 2012.
- Les candidats ont été informés par courrier du 29 juin de la fin du dialogue et ont été invités à remettre leur offre finale le 23 juillet 2012.
- Le règlement de la consultation prévoyait qu'à l'issue du dialogue compétitif, le maître de l'ouvrage retiendrait l'offre finale sur la base des critères suivants pondérés :
 1. Pertinence de la proposition au regard des enjeux, objectifs et délais de réalisation de l'étude : 70%
 2. Prix : 30%
- Au terme de la procédure de dialogue compétitif, la Commission d'Appel d'Offres spécifique créée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est réunie le 18 septembre 2012. Après classement des offres finales, elle a choisi sur la base du rapport d'analyse des offres définitives et au regard des critères de choix susvisés, l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement KCAP/Ilex/Oasiis (mandataire KCAP) comme attributaire de l'accord cadre études urbaines et paysagères.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord cadre études urbaines et paysagères quartier gare TGV à conclure avec le groupement KCAP/Ilex/Oasiis,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des dépenses de mandat d'études préalables,
- dénommer ce quartier "OZ Montpellier Nature urbaine"
- autoriser Monsieur le Directeur de la SAAM ou son représentant à signer l'accord cadre susvisé et les marchés subséquents ainsi que tout document relatif à ce marché.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - RENOUELEMENT - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Prévu par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999, la mise en place du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération intervenue en juillet 2003 constituait une obligation préalable à l'adoption du Projet d'Agglomération et de Développement Durable et au SCOT.

Après avoir contribué à l'élaboration de ces documents fondateurs, ce Conseil composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs a été consulté sur les grandes orientations du développement et de l'aménagement de notre territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier aborde un nouveau tournant dans son développement.

Après la mise en service de la 3^{ème} et de la 4^{ème} ligne de Tramway au mois d'avril dernier, les travaux de la 5^{ème} ligne devraient débuter à la fin de l'année 2013.

Le nouveau Plan de Déplacement Urbain vient d'être adopté et une procédure de révision du SCOT va être lancée.

Des infrastructures d'importance stratégique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier vont voir le jour au cours des prochaines années :

- gare TGV,
- rénovation de la gare Saint Roch,
- déplacement de l'autoroute A9.

De grandes opérations d'aménagement et de rénovation urbaine vont profondément modifier l'organisation spatiale et les modes d'urbanisation de notre agglomération afin de valoriser au mieux notre territoire dans un souci renforcé d'économie foncière, de développement durable et d'efficacité énergétique :

-Ecocité,

-Aménagement du nouveau quartier autour de la gare TGV « OZ Montpellier Nature Urbaine »,

-Aménagement du site stratégique de Baillargues autour du pôle d'échange multimodal.

Dans cette période de crise et de mutation économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore une nouvelle réflexion sur son développement économique au niveau local, national et international, et sur ses perspectives de croissance endogène fondées sur un renforcement du partenariat entre les universités, les laboratoires de recherches et les entreprises.

Ce vaste chantier en matière d'aménagement et de développement économique s'accompagne d'une réflexion renouvelée sur la gestion des temps afin de contribuer de manière globale au bien-être de nos habitants.

Forte de ce constat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend renforcer le rôle du Conseil de développement et réaffirmer sa volonté d'en faire un des organes privilégiés de la réflexion, de la prospective et de la concertation sur notre territoire.

Un Conseil de développement élargi et renouvelé doit permettre un regard neuf sur l'avenir de notre territoire et constituer un espace d'échanges et de débats sur les enjeux et les perspectives de notre bassin de vie, associé à la conversation citoyenne.

Pour concrétiser cette ambition, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite refonder le Conseil de Développement autour des axes suivants :

- mise en place d'une assemblée élargie à 200 membres dont le nombre est susceptible d'être ajusté en fonction des thématiques traitées, qui sera composée d'acteurs issus d'horizons diversifiés institutionnels, sociétaux, professionnels et associatifs,

- élargissement d'un Bureau composé du Président du Conseil Développement et de 12 membres. Ce bureau gèrera les affaires générales, assurera la transversalité des Commissions thématiques, définira et organisera le programme de travail.

Ces 12 membres seront désignés comme suit :

2 membres désignés pour chacun des collèges mentionnés ci-après soit 8 membres,

1 membre désigné pour chacune des Commissions thématiques telles que définies ci-après soit 4 membres.

- maintien des 4 collèges :

- Collège représentant les institutions de l'agglomération,

- Collège représentant les milieux économiques et sociaux professionnels,

- Collège représentant les associations,

- Collège représentant des personnalités qualifiées.

En fonction des orientations et de l'organisation établies par le Bureau, les travaux seront organisés sous forme d'ateliers thématiques :

1 – Faire rayonner le territoire :

- Métropole,

- Méditerranée,

- International.

2 – Entreprendre dans le territoire :

- Santé,

- Innovation,

- Recherche,

- Développement Universités,

- Artisanat,

- PME,

- PMI,

- Tourisme,

- Economie,

- Emploi.

3 – Vivre le Territoire :

- Citoyenneté,

- Proximité Quotidien,

- Handicaps,

- Solidarité,

- Sport,

- Culture.

4 – Aménager Durablement le territoire :

- Logement,

- Transports,

- Déplacements,

- Environnement,

Energie.

Au delà des thèmes définis, le Conseil de Développement aura la faculté de s'autosaisir de toute question d'intérêt général en lien avec les compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le mandat des membres du Conseil de Développement durera le temps du mandat de l'exécutif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le Président du Conseil de Développement sera une personnalité issue de la société civile désignée par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il animera le Bureau et restituera des travaux des Commissions auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le Conseil de Développement aura la charge de proposer une charte de fonctionnement du nouveau Conseil de Développement.

Cette charte a pour objet de définir l'état d'esprit dans lequel s'effectuent les travaux du Conseil de Développement en définissant les règles qui s'appliquent aux membres du Conseil de Développement, et à toute personne participant aux Commissions, afin de permettre la sérénité et la qualité des échanges et des débats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'élargissement, le nouveau mode d'organisation et de fonctionnement du Conseil de Développement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – ENGAGEMENT DE LA DÉMARCHE D'ÉLABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR TEMPS ET TERRITOIRE - MARCHÉ N°3078UH12 D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR L'ÉLABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR TEMPS ET TERRITOIRE - AVIS SUR L'ENGAGEMENT DE LA DÉMARCHE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET DE SIGNATURE DU MARCHÉ

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

En l'espace de quelques décennies, de nombreuses mutations économiques, sociales, technologiques et territoriales sont intervenues qui ont transformé profondément les rythmes de vie et ceux de nos territoires. Nous sommes passés d'une « société industrielle taylorienne » caractérisée, par des rythmes massifs et standardisés ainsi que par une division du travail entre genre (l'homme actif et la femme au foyer), à une « société à mille temps », où les femmes travaillent, les rythmes de travail se sont diversifiés, le temps libre a augmenté et où l'économie mondialisée fonctionne 24h/24, 7j/7. Ces mutations engendrent des problèmes d'articulation des temps, des inégalités et des problèmes d'accès aux services et activités du territoire.

Consciente des évolutions temporelles, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la réflexion sur l'aménagement des temps de son territoire dès 2006. Son action a permis une diminution des congestions par l'étalement des flux étudiants, une meilleure accessibilité à l'ensemble de son offre de services (médiathèques, piscines, musées, transports, maisons d'agglomération, points propretés...), une vie quotidienne facilitée pour les actifs par le développement de services sur les zones d'activité économique (crèches, restaurants...).

Les rythmes scolaires, les rythmes de travail, de sommeil, les temps d'accès, les horaires des services à la population, des commerces, structurant la vie sur nos territoires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, souhaite aujourd'hui réfléchir à l'aménagement temporel du territoire avec l'ensemble des acteurs locaux et de la société civile. Pour ce faire, elle souhaite élaborer un Schéma Directeur Temps et Territoire (SDiTT), en concomitance avec la réforme des rythmes scolaires à l'étude au niveau de l'Etat, car celle-ci nécessitera de modifier en profondeur l'organisation temporelle des services à la population (périscolaire, culturel et sportif, touristiques, transports...).

Cette démarche s'inscrit dans la continuité du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 qui fixe les orientations générales de la politique d'aménagement du territoire communautaire. Le Schéma Directeur Temps et Territoire constitue donc un prolongement du Schéma de Cohérence Territoriale dans une dimension temporelle.

Ce Schéma Directeur Temps et Territoire constituera une première en France.

Il aura pour objectifs :

- de co-construire une organisation temporelle de la société postmoderne, qui permette à chacun d'avoir une bonne articulation de ses temps de vie, de réduire les inégalités temporelles et de respecter les rythmes structurant de l'individu,
- de structurer et d'optimiser l'aménagement temporel de notre territoire : planification temporelle du territoire, coordination des acteurs locaux, régulation des activités,
- d'adapter les services à la population et de sensibiliser les entreprises aux évolutions temporelles, tout en facilitant l'articulation des temps des salariés.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération souhaite associer aux réflexions les Communes membres qui

pourront faire partager leurs propres initiatives locales en matière de gestion des temps. Cette démarche mobilisera également l'ensemble des acteurs locaux qui concourent à la mise en œuvre de politiques publiques ayant un impact sur l'aménagement temporel du territoire.

(Rectorat, TAM, associations, représentants des entreprises, ...)

L'élaboration du Schéma Directeur Temps et Territoire comprendra deux temps forts :

- Le premier temps permettra d'initier la réflexion sur l'aménagement temporel du territoire au vu de la réforme des rythmes scolaires à venir, faisant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un lieu de réflexion, d'expérimentation et d'innovation. Ce premier temps permettra aussi de faire un focus sur les familles avec enfants qui sont souvent celles qui rencontrent le plus de problème d'articulation des temps quotidiens et qui représentent 52% de notre population,
- Le deuxième temps, élargira le débat à toutes les autres dimensions de l'aménagement temporel du territoire et aux autres rythmes de vie (étudiants, personnes seules, couples sans enfants, seniors), de manière à bâtir le Schéma Directeur Temps et Territoire dont la finalisation est prévue pour fin 2013.

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'adjoindre les compétences d'une équipe de prestataires de haut niveau afin, notamment, de préciser une méthode de travail répondant à ces objectifs d'élaboration partenariale et participative et d'assister la maîtrise d'ouvrage dans l'animation de la réflexion et de la concertation ainsi que dans l'élaboration du Schéma Directeur Temps et Territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'engagement de la démarche d'élaboration du Schéma Directeur Temps et Territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver le lancement d'une consultation en vue de la désignation d'un prestataire chargé d'assister la maîtrise d'ouvrage communautaire dans cette démarche, et ce pour un montant prévisionnel de 60 000 € T.T.C.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3078UH12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : FINANCES – CONTRAT DE PARTENARIAT 2012-2016 DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR UNE MOBILITÉ DURABLE ET MODALITÉS DE PROROGATION DES ACTIONS 2009 DU CONTRAT 2004-2009 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Contrat de partenariat pour une mobilité durable :

Afin de poursuivre le partenariat contractuel engagé depuis 2004 autour de priorités communes de développement et d'aménagement, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports, se sont rapprochés pour mettre en place à compter de 2012, un nouveau dispositif de contractualisation sur l'aire urbaine de Montpellier et l'Est Héraultais. A ce titre, Montpellier Agglomération et le Département de l'Hérault ont identifié la problématique des transports et des déplacements comme des enjeux majeurs pour ce territoire.

A travers ce contrat de partenariat pour une mobilité durable sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier pour la période 2012-2016, les deux collectivités souhaitent conjuguer et coordonner leurs efforts dans ces domaines et accompagner la mise en œuvre d'actions innovantes privilégiant l'amélioration des conditions de déplacements des usagers s'inscrivant dans le Plan de Déplacements Urbains 2010-2020, approuvé en juillet 2012 par le Conseil Communautaire. Ainsi, ce contrat de partenariat s'inscrit pleinement dans les objectifs de mobilité durable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la période 2012-2016.

Ce contrat de partenariat, qui se décline en programmation annuelle contenant les actions retenues par la Communauté d'Agglomération et par le Département, est établi pour une durée de cinq ans (2012/2016) et comprend :

- la restructuration du Pôle d'Echange Multimodal de la gare Montpellier Saint-Roch ;
- les lignes 3 et 4 de Tramway ;
- le Car à Haut Niveau de Service (CHNS) projeté par le Conseil général sur l'axe Clermont l'Hérault-Gignac-Montpellier ;
- les études de la dénivellation du Giratoire de Bionne sur la RD 132, en phase avec celles de la ligne 5 de tramway ;
- l'aménagement et la dénivellation du passage à niveau sous la RD 26 permettant la desserte du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Baillargues appuyé notamment sur la future gare TER ;
- l'aménagement du giratoire RD 610/RD613 en phase avec la requalification du parc du Salaison ;

- la Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM) ;
- l'enquête globale des déplacements de l'Hérault Secteur Est Héraultais.

Par ailleurs, compte tenu de l'intérêt des actions culturelles promues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Conseil Général souhaite soutenir l'Opéra Orchestre de Montpellier dans le cadre d'un partenariat à conclure avec la structure porteuse.

L'annexe 1 précise les engagements contractuels pluriannuels de chaque partenaire au regard des actions sélectionnées. Pour 2012, les participations respectives sont présentées en annexe 2.

L'annexe 3 rappelle les investissements routiers du Département sur le territoire.

Modalités de prorogation des actions 2009 du Contrat de Projet 2004/2009 du Montpelliérain

Concernant la programmation 2009 du Contrat de Projet du Montpelliérain 2004-2009, et compte tenu de l'état d'avancement de certaines opérations, il est nécessaire de proposer certains ajustements relatifs à la prorogation des durées de validité des opérations suivantes :

Année	Opérations	MO	Prorogation du délai de validité des subventions		Transfert de maîtrise d'ouvrage
			Durée	Terme	
2009	Lutte contre les inondations – vallée du Lez (aide n° 093938)	CAM	1 an	06-11-2013	
2009	Piscine de Lattes (aide n° 093693)	CAM	1 an	06-11-2013	
2009	Aquifère du Lez (aide n° 093691)	CAM			de la ville de Montpellier à la CAM (arrêté préfectoral n° 2009-I-1532 du 23/06/09 transférant la compétence eau potable à la CAM)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider le contrat de partenariat 2012-2016 Département de l'Hérault - Agglomération de Montpellier pour une mobilité durable pour la période 2012-2016 ;
- valider la programmation des actions 2012 du contrat de partenariat de mobilité durable entre le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, tels que joints à la présente délibération et ses annexes ;
- valider les modalités de prorogation des actions 2009 du Contrat de Projet 2004-2009 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONTRAT DE LICENCE DE ONZE FILMS DE LA SOCIÉTÉ RAMBALH FILMS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux. Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T. subventionnable.

L'objectif de la numérisation est double : sauvegarder un support menacé ou non pérenne et pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

Rambalh Films est une société de production et de distribution de films documentaires tournés le plus souvent en Languedoc-Roussillon ou en Midi-Pyrénées. Les films proposés à l'achat sont pour la plupart réalisés par des réalisateurs héraultais : Laurence Kirsch tourne essentiellement dans les Cévennes (*Naissance de Bartas, Sylvaine*) tandis que Claude-Timon Gagnaire s'intéresse au travail en Camargue (*Femmes de Camargue*) ou à Sète (*La stratégie du thon*). Tous les films traitent de sujet d'intérêt régional, qu'il s'agisse de musique (*Manitas de Plata* ou *Bogeda buf de vidas* sur la cornemuse languedocienne), de linguistique (*Drôles d'accents* qui évoquent les langues d'oc et d'oïl), de traditions (*Les Passeurs de joute*) ou de météorologie (*Tsunamis, un risque en Méditerranée ?*).

C'est pourquoi il est proposé de conclure avec la Société Rambalh un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs, en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération,

Conclu pour une durée de 10 ans et pour un montant forfaitaire de 4 464€ T.T.C., ce contrat concerne les films

suivants :

- « *Bogeda buf de vida* »,
- « *Femmes de Camargue* »,
- « *Manitas de plata* »,
- « *Les Passeurs de joute* »,
- « *Naissance de Bartas* »,
- « *Présences silencieuses* »,
- « *Sylvaine* »,
- « *Tsunamis, un risque en Méditerranée* »,
- « *Vade retro Spermato* »,
- « *Drôles d'accents* »,
- « *La stratégie du thon* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société Rambalh Films, des films suivants : « *Bogeda buf de vida* », « *Femmes de Camargue* », « *Manitas de plata* », « *Les Passeurs de joute* », « *Naissance de Bartas* », « *Présences silencieuses* », « *Sylvaine* », « *Tsunamis, un risque en Méditerranée* », « *Vade retro Spermato* », « *Drôles d'accents* », « *La stratégie du thon* », pour la somme de 4 464 € T.T.C.
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE COURNONSEC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de développement de la lecture publique et de coopération à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques du réseau de l'Agglomération de Montpellier au public des médiathèques communales de l'Agglomération, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements communautaires de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et deux communes du territoire de l'Agglomération, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

En 2012, le Conseil Communautaire a approuvé deux nouvelles conventions avec les Communes de Murviel-lès-Montpellier et de Cournonterral, par délibérations respectives du 24 mai et du 19 juillet. Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération et la médiathèque de la Commune de Cournonsec.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des communes signataires de la convention de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription. Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de « Passeport multimédia » avec la Commune de Cournonsec ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - ACQUISITION DE DOCUMENTS PATRIMONIAUX - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend poursuivre sa politique d'acquisition patrimoniale en procédant en 2013 à l'achat de documents remarquables pour la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola. Des achats, d'un montant prévisionnel de 15 000 €, sont ainsi prévus pour enrichir :

- Le fonds Languedoc (manuscrits, éditions anciennes, documents iconographiques).
- Le fonds ancien, issu des confiscations révolutionnaires et des importantes donations du XIX^e siècle.
- Le fonds Rabelais commencé en 1888 avec le legs du docteur Cavalier.
- Le fonds Joseph Delteil créé en 1992 (manuscrits, dessins, photographies, reliures d'art).
- Le fonds Léo Malet offert en 2005, 2006, 2012 par les enfants de l'écrivain.
- Le fonds de livres d'artistes du XX^e siècle suite au don de Frédéric Sabatier d'Espeyran en 1965.

Du fait de l'importance régionale de ces acquisitions patrimoniales, il est proposé de déposer une demande de subvention au taux le plus élevé possible auprès de la Région Languedoc-Roussillon, pour en compléter le financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de subvention auprès de la Région Languedoc-Roussillon pour le financement des acquisitions patrimoniales,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°2 À LA CONVENTION CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LA DÉMATÉRIALISATION DE DOCUMENTS CONCERNANT LES PUBLICATIONS DES SOCIÉTÉS SAVANTES N°2012-290/423 ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre l'Etat (BNF, Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon), la Région Languedoc-Roussillon, LR2L (Languedoc-Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Par délibération n°11061 en date du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon documentaire n°2012-290/423, conclue entre la Bibliothèque nationale de France et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc-Roussillon pour les années 2012-2014.

Dans le cadre du pôle associé régional, la Médiathèque centrale Emile Zola de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le dépôt légal régional et réalise une bibliographie régionale. Elle met en relation les références bibliographiques des articles de périodiques avec les fichiers numérisés dans Gallica, bibliothèque numérique de la BNF. Cette nouvelle convention permettra la numérisation et la valorisation de ces collections d'importance nationale.

Parmi l'ensemble des documents conservés à la médiathèque, les publications des sociétés savantes du Languedoc-Roussillon représentent une collection essentielle pour comprendre l'histoire de la région. Pour l'instant, elles n'ont été numérisées qu'aux deux tiers. A partir des collections de la Médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola, le tiers restant sera numérisé par la BNF et accessible à la fois sur notre catalogue et sur Gallica.

Considérant la volonté de la BNF et du Ministère de la Culture et de la Communication de développer la dimension coopérative de la bibliothèque numérique « Gallica » et de favoriser la complémentarité des collections numériques à l'échelle nationale.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de mettre à disposition du public ses exemplaires des publications des sociétés savantes sous forme numérique, dans le cadre de la Bibliothèque numérique de référence.

Il est proposé de conclure avec la BNF un avenant n°2 à la convention cadre n°2012-290/423, relative à la dématérialisation des publications des sociétés savantes. Cette convention d'application prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'application n°2 concernant la dématérialisation des publications des sociétés savantes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - NUMÉRISATION DE DOCUMENTS PATRIMONIAUX - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend poursuivre en 2013 l'enrichissement de la *bibliothèque numérique* de son site Internet avec la numérisation de livres remarquables du XVI^e siècle conservés à la Médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola, pour un montant prévisionnel de dépenses évalué à 10 000 €.

Il s'agit pour exemples de :

- Pierre André Matthiole, *Commentarii in sex libros Pedacii Dioscoridis Anazarbei de Medica materia*,
 - Domenico Fontana, *Della trasportatione dell'obelisco vaticano*,
 - Jacques Le Moyne de Morgues, *Brevis narratio eorum quae in Florida Americae provincia Gallis acciderunt*,
 - Abraham Ortelius, *Theatrum orbis terrarum...*,
 - Biblia sacra hebraïce Chaldaïce graece et latine Philippi II Hispaniarum regis jussu edita,
 - Guillaume Rondelet, La première [et la seconde] partie de l'histoire entière des poissons
 - Laurent Joubert, *Erreurs populaires et propos vulgaires touchant la médecine et le régime de santé*.
- Du fait de l'importance régionale de ces documents patrimoniaux, il est proposé de déposer une demande de subvention au taux le plus élevé possible auprès de la Région Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de subvention auprès du Conseil de la Région Languedoc-Roussillon pour le financement de la numérisation de documents patrimoniaux,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE JEAN GIONO - MARCHÉ N°1584DC07BIS - LOT N°1 : GROS OEUVRE / DÉMOLITION / ETANCHÉITÉ - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération a démarré les travaux de construction de la médiathèque Jean Giono, à Pérols, le 21 janvier 2008. Dans ce cadre, l'entreprise L.C.R.I. était titulaire du marché n°1584 DC 07 bis - lot n°1 : "Gros œuvre / démolitions / étanchéité". Ce marché lui a été notifié le 21 janvier 2008.

Pendant le déroulement du chantier, cette opération a connu de nombreux imprévus ayant conduit à allonger la durée globale du chantier de 152 semaines : survenance d'un sinistre important avec l'effondrement de la partie centrale du bâtiment en juin 2008, apparition de problèmes juridiques de voisinage, défaillance de certaines entreprises titulaires de marchés travaux, ... Ces nombreux imprévus de chantier ont conduit à un allongement substantiel du calendrier prévisionnel du lot "Gros œuvre / démolition / étanchéité", dont la durée d'exécution est passée de 8 à 25,3 mois.

Les travaux réalisés par l'entreprise L.C.R.I. dans le cadre de son marché ont été réceptionnés le 02 novembre 2011. Vu la prolongation des délais globaux du chantier susvisés, l'entreprise L.C.R.I. a adressé à la Communauté d'Agglomération, en date du 07 mars 2012, préalablement à l'établissement du Décompte Général et Définitif, un mémoire en réclamation au fin d'indemnisation d'un montant de 211 274,44 € H.T., pour prise en compte des frais consécutifs aux délais supplémentaires et aux difficultés rencontrées au cours du chantier.

Ce mémoire relate d'une part les événements ayant conduit à retarder les travaux de construction, et d'autre part les modalités de calcul du montant de l'indemnisation. L'entreprise L.C.R.I. chiffre ainsi sa demande d'indemnité comme suit :

Frais de personnels et matériel, liés aux mois de délai supplémentaires : 180 859,52 € H.T.

Frais de personnel consécutifs aux arrêts de chantier : 12 654,00 € H.T.

Frais consécutif à l'immobilisation du matériel : 17 760,92 € H.T.

L'analyse par la Communauté d'Agglomération de chacun des points développés par l'entreprise L.C.R.I. a notamment conduit à établir, en lien avec la maîtrise d'œuvre et les relevés du prestataire OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination), que le délai supplémentaire d'exécution de chantier effectivement subi par l'entreprise L.C.R.I. devait être ramené à 7 mois, tandis que le temps de présence supplémentaire de personnel encadrant devait être réduit à 9 mois. En outre, certaines redondances entre les détails des calculs des postes 1, 2 et 3 ont nécessité

des ajustements conduisant à une réduction significative des postes n°2 et 3.
Ces éléments ont conduit à réévaluer les postes 1, 2 et 3 comme suit :

Frais de personnels et matériel, liés aux mois de délai supplémentaires :	117 056,40 € H.T.
Frais de personnel consécutifs aux arrêts de chantier :	7 613,30 € H.T.
Frais consécutif à l'immobilisation du matériel :	3 696,00 € H.T.

Après négociation avec l'entreprise L.C.R.I., il est ainsi proposé d'établir le montant de l'indemnité à 128 365,70 € H.T., résultant de la somme des montants ci-dessus.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec l'entreprise L.C.R.I. un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise L.C.R.I. suite à l'allongement substantiel des délais d'exécution des travaux afférents au marché n°1584DC07bis - Lot n°1 : Gros oeuvre / Démolition / Etanchéité,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 128 365,70 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - MARCHÉS DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA CAGE DE SCÈNE N°2291DC10 - AVENANT N°1 AU LOT N°5 : PEINTURE - AVENANT N°3 AU LOT N°11 : CHARPENTE SERRURERIE MACHINERIE SCÉNIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8532 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a décidé de procéder à la rénovation complète de la cage de scène de l'Opéra Comédie. La vétusté de l'ouvrage nécessitait en effet une intervention lourde afin de le mettre à niveau en traitant simultanément les questions d'accessibilité, de sécurité incendie et de structure, tout en modernisant l'espace scénique.

Par délibération n°9268 en date du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offres ouvert en 14 lots, représentant un montant estimatif global de 11 051 955 € H.T. A l'issue de la procédure d'appel d'offres, et par délibération n°9626 du 23 juin 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la relance en procédure adaptée des lots n°2, 3, 4, 6 et 9. A l'issue de l'ensemble de ces procédures, les lots n°1 à 13 ont été attribués pour un montant global de 9 525 645,90 € H.T.

Par délibération n°10686 du 29 février 2012, les lots n°14-1, 14-2 et 14-3 relatifs à l'achat d'accessoires de machineries scéniques, de matériels d'éclairage et de textiles scéniques, ont été attribués pour un montant total de 561 850,60 € H.T., portant ainsi le montant global des marchés à 10 087 496,50 € H.T.

Les travaux de rénovation de la cage de scène de l'Opéra Comédie ont démarré le 13 octobre 2010. La complexité du chantier, l'évolution de son avancement et les nombreux aléas indissociables à la rénovation de ce type de bâtiment, ont déjà rendu nécessaire la conclusion d'avenants n°1 aux lots n°1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, d'avenants n°2 aux lots n°2, 3, 8, 10, 11, 12 et 13, et d'avenants n°3 aux lots n°2 et 10. Ces avenants, approuvés par délibérations n°10299 en date du 28 juillet 2011, n°10537 du 20 décembre 2011, et n°10803 du 29 mars 2012, ont conduit à faire évoluer le montant global des travaux de +579 106,38 € H.T. correspondant à une évolution de +5,74% par rapport au montant initial.

Il convient à présent de prendre en compte l'évolution de prestations liées aux lots n°5 et 11, afin de faire face à des travaux complémentaires qui sont soit imposés par le bureau de contrôle, soit la conséquence des prescriptions faites par les bureaux d'études, la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage, soit la conséquence d'aléas de chantier, inhérents à la complexité de cette construction et à l'intervention sur un bâtiment ancien dans lequel il n'était pas possible, avant travaux, d'effectuer un diagnostic ou des sondages destructifs, celui-ci étant occupé.

Ces évolutions financières sont synthétisées ci-dessous :

Lot n°5 – PEINTURE - Entreprise RIBOT

Un avenant n°1 est nécessaire pour la prise en compte des travaux de reprise des peintures du local électriciens, des bureaux d'accueil et du local accessoires, et le traitement complémentaire de poutres métalliques. Des améliorations de la signalisation de sécurité sont également apportées, et des prestations de finitions de certains espaces tels que les escaliers, les circulations périphériques, les menuiseries, ont été redéfinies.

Cet avenant s'élève à 19 288,18 € H.T.

Nouveau montant du marché – Lot n°5

Montant initial du marché	112 407,00 €
Montant de l'avenant n°1	19 288,18 €
TOTAL H.T.	131 695,18 €
T.V.A. 19,6%	25 812,26 €
TOTAL T.T.C.	157 507,44 €

Soit une augmentation de 17,16%

Lot n°11 – CHARPENTE SERRURERIE MACHINERIE SCENIQUE - Entreprise AMGFECHOZ 46

Un avenant n°3 est nécessaire pour la prise en compte des travaux d'amélioration des aménagements scéniques, avec notamment le traitement du plancher de la fosse d'orchestre, la modification de l'escalier mobile des dessous de scène, l'habillage du monte-toile par des plateformes en contreplaqué, la fourniture de demi-trappes de scène pour le passage des câbles, ... Certaines prestations sont en revanche supprimées, tels les rails 'Halfen' sur les murs latéraux de la cage de scène, ainsi qu'une partie des rallonges télescopiques prévues en extrémité de porteuses. Enfin, la création d'une rehausse de la partie d'avant-scène du faux-gril, la modification des appuis précaires des paliers de la gaine du monte-décors, et la modification du réseau des arrêts d'urgence des équipements de machinerie scénique, notamment, ont été intégrées.

Cet avenant s'élève à : 40 577,00 € H.T.

Nouveau montant du marché – Lot n°11

Montant initial du marché	3 857 683,00 €
Montant de l'avenant n°1	141 661,00 €
Montant de l'avenant n°2	99 702,00 €
Montant de l'avenant n°3	40 577,00 €
TOTAL H.T.	4 139 623,00 €
T.V.A. 19,6%	811 366,11 €
TOTAL T.T.C.	4 950 989,11 €

Soit une augmentation cumulée de 7,31%

En outre, pour chacun des lots susvisés, le délai contractuel est prolongé de 6,5 mois.

La prise en compte de l'ensemble de ces avenants correspond à une augmentation globale de +59 865,18 € H.T., conduisant à une évolution de +6,33% par rapport au montant global initial des marchés. Le nouveau montant de travaux est ainsi porté à 10 726 468,06 € H.T.

La Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable sur la conclusion de ces avenants, lors de sa séance du 25 septembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2291DC10 - Lot n°5 : peinture, avec l'entreprise RIBOT,
- approuver la conclusion de l'avenant n°3 au marché n°2291DC10 - Lot n°11 : charpente - serrurerie scénique, avec l'entreprise AMG FECHOZ,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTIONS RELATIVES AUX CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS MUSIQUE ET DANSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement d'enseignement artistique public de musique et de la danse. A ce titre, et conformément à l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, il doit s'acquitter, entre autre, de missions d'éducation fondée sur un enseignement artistique spécialisé et organisée en cursus définis, de missions de développement des pratiques artistiques des amateurs, et de missions d'éducation artistique et culturelle privilégiant la collaboration avec les établissements d'enseignement scolaire.

A cet effet, le développement des classes dites 'à horaires aménagés' est un moyen d'offrir à des élèves motivés par les activités musicales ou de danse, relevant d'écoles primaires ou de collèges, la possibilité de recevoir une formation spécifique dans le domaine concerné, dans les conditions les plus satisfaisantes possibles. L'un des

objectifs de cette formation est de développer des capacités musicales ou chorégraphiques affirmées, dont les prolongements attendus sont la pratique amateur ou l'orientation professionnelle, conformément au schéma d'orientation pédagogique publié par le ministère de la Culture.

Ces classes constituent également, en tant que lieux de pratiques renforcées dans le domaine musical ou chorégraphique au sein des écoles où elles sont implantées, un élément moteur pour le développement de la vie artistique dans les établissements et la cité grâce à la contribution conjointe des compétences pédagogiques complémentaires des deux catégories d'enseignants.

A ce titre, elles participent de la volonté de conduire une politique concertée de développement culturel répondant, entre autres, à des objectifs de démocratisation.

L'organisation et le fonctionnement des classes à horaires aménagés s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat formalisé, pour le premier degré, par une convention conclue entre la Direction Académique de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération, et, pour le second degré, par une convention conclue entre l'établissement scolaire et la Communauté d'Agglomération.

Ainsi, à compter de l'année scolaire 2012-2013, il est proposé l'organisation de classes à horaires aménagés « musique » au bénéfice des écoles primaires « Gambetta » et « Auguste Comte ». Les élèves bénéficiaires, retenus après un processus d'admission impliquant le Conservatoire et la Direction Académique, pourront ainsi suivre un enseignement musical intégré dans le temps consacré à l'enseignement général. La convention à intervenir détaille ainsi toutes les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces classes : admission, contenus pédagogiques, horaires (de 3 à 5h30 hebdomadaires),... Cette convention est conclue pour une durée de 3 années à compter de sa signature.

De la même manière, il est proposé l'organisation de classes à horaires aménagés « musique » et « danse » au bénéfice du collège « Clémence Royer ». Les élèves admis à participer à cette démarche bénéficieront ainsi d'enseignements théoriques et pratiques compris entre 5h30 et 7h hebdomadaires. Les cours seront répartis entre formation générale théorique dispensée par l'établissement scolaire, et pratique artistique au sein du Conservatoire. L'établissement scolaire s'engage en outre à planifier l'emploi du temps des classes à horaires aménagés de manière à assurer l'équilibre entre les enseignements obligatoires et les enseignements artistiques. Les conventions à intervenir, une pour la musique et une pour la danse, définissent ainsi l'ensemble des modalités d'organisation et de fonctionnement de ces classes : admission, répartition des horaires, projet pédagogique, procédures d'évaluation, ... Ces conventions sont conclues pour l'année scolaire 2012-2013, et pourront être reconduites pour une année scolaire supplémentaire dans la limite de 4 reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Direction académique de l'Hérault, la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "musique" du premier degré,
- approuver les termes de la convention de partenariat entre le collège Clémence Royer et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "musique" du second degré,
- approuver les termes de la convention de partenariat entre le collège Clémence Royer et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "danse" du second degré,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès du public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leur collectivité de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XV^e et XXI^e siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public, avec une fréquentation globale de plus de 3 800 personnes chaque année.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les collections permanentes et les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires, ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit :

Cycle 1 (L'atelier de l'oeuvre) :

- plein tarif : 49,80 euros
- tarif réduit : 30 euros

- tarif formation continue : 61,80 euros.

Cycle 2 (Néo-Impressionnisme) :

- plein tarif : 66,40 euros

- tarif réduit : 40 euros

- tarif formation continue : 82,40 euros.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à la disposition de l'Ecole du Louvre l'auditorium du musée Fabre ainsi qu'un projectionniste. Elle prend en charge les frais d'hébergement et de restauration des intervenants ainsi que l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional.

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national. Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

Pour l'année 2012-2013, le programme a été élaboré comme suit :

- un cycle de 6 séances se déroulera à l'auditorium du musée Fabre, les mardis, du 23 octobre 2012 au 11 décembre 2012, intitulé « L'atelier de l'œuvre »,

- un cycle de 8 séances se déroulera à la salle Rabelais mise à disposition par la Ville de Montpellier, les mardis du 05 février 2013 au 28 mai 2013, intitulé « Néo-impersonnisme ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - FILM LE TEMPS DES GALAXIES - AVENANT N°1 AU CONTRAT DU SCÉNARISTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité produire un spectacle de planétarium sur le thème des galaxies à destination des publics à partir de 7 ans.

Dans ce cadre, elle a confié en 2010 à Monsieur Denis Puy l'écriture du scénario d'une œuvre audiovisuelle et formalisé à cet effet un contrat de cession des droits d'auteur. Par suite le film a été réalisé sous le titre « Le temps des galaxies ». Il est depuis exploité au planétarium Galilée, et a été visionné par plus de 13 000 spectateurs.

Le contrat susvisé précise que la rémunération de l'Auteur est constituée par une rémunération forfaitaire et par une rémunération proportionnelle pour l'exploitation commerciale du spectacle, cette dernière comprenant des droits principaux et des droits annexes qui sont limités aux produits dérivés et merchandising. La Communauté d'Agglomération souhaitant réaliser et mettre en vente un dvd du spectacle, il apparaît nécessaire d'étendre la part proportionnelle de la rémunération à ce type de support, ainsi qu'au cédérom, au « pay-per-view » / vidéo à la demande.

Il convient donc de modifier par avenant n°1 le contrat de cession susvisé afin de prendre en compte ces nouvelles dispositions. Cet avenant prend en outre en compte une modification des modalités de versement de la rémunération proportionnelle des auteurs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui ne sera plus perçue par la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques (S.A.C.D.) pour le compte des auteurs, mais directement par les auteurs sur présentation d'une note d'auteurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'assurant du versement des charges sociales auprès de l'AGESSA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au contrat de cession des droits d'auteur de Monsieur Denis Puy, scénariste,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - SPECTACLES MOLES - WHAT IS OUT THERE? ET TALES OF THE MAYA SKIES - CONTRATS DE LICENCES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le planétarium Galilée assure le renouvellement régulier des spectacles de planétarium qui sont à l'affiche pour les séances publiques.

En 2012, un premier spectacle, intitulé « Astronaute », est proposé depuis les vacances d'hiver.

Il s'agit désormais de remplacer pour les vacances de Noël prochaines le spectacle pour jeune public qui est à

l'affiche depuis bientôt deux ans. Il est ainsi proposé de diffuser un film intitulé en anglais 'Moles – What is out there ? » produit par Antares Produccion & Distribution S.L., qui serait présenté sous le titre français de « La taupe qui aimait les étoiles ».

Ce film est composé de deux parties de 18 et 19 minutes qui seraient projetées lors d'une même séance, en intercalant une projection du ciel nocturne. Cette fiction, qui nous est proposée au tarif de 8 640 € pour une durée de 5 ans, s'adresse au très jeune public à partir de 4 ans.

Le second spectacle pour lequel il est proposé d'acquérir les droits de diffusion pour un montant de 8 372 € pour une durée de 50 ans, a fait l'objet d'une première diffusion pendant un mois à l'occasion du 10ème anniversaire du planétarium Galilée, en février de cette année. Il s'agit de « Tales of the Maya Skies », adapté en français sous le titre « Les légendes du Ciel Maya », et qui a connu un bon accueil du public. Il paraît opportun de projeter ce documentaire sur l'astronomie dans la civilisation maya sur une plus longue période.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les contrats de licence des films et "Moles - What is out there ?" et "Tales of the Maya Skies";
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les contrats de licence ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AQUARIUM MARE NOSTRUM - TRAVAUX D'EXTENSION - MARCHÉ N°257T09-15 - LOT N°15 : CHAUFFAGE CLIMATISATION / PLOMBERIE / SANITAIRE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8257 du 26 juin 2008, le Conseil de Communauté approuvait la construction d'une extension n°1 de l'aquarium Mare Nostrum à Odysseum, et autorisait la signature d'un avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Equipement de la Région Montpellicienne. Cette opération, dont les travaux ont démarré à l'automne 2009, a conduit à la conclusion de marchés de travaux répartis en 16 lots, dont le lot n°15 : Chauffage ventilation – climatisation – plomberie – sanitaire, référencé sous le n° de marché 257T09.15, a été attribué à l'entreprise EIFFAGE THERMIE, et notifié le 3 août 2009.

Le délai initial d'exécution de ce marché donnait une réception des travaux au 15 juillet 2010. Suivant un retard général des travaux liés à des difficultés de chantier, l'avancement réel du chantier a conduit à une réception au 22 mars 2011.

Considérant d'une part l'allongement substantiel du délai d'exécution des travaux, et d'autre part le réalisation de travaux supplémentaires non prévus au marché initial, l'entreprise EIFFAGE THERMIE a présenté au maître d'œuvre son projet de décompte final en date du 24 mai 2011, accompagné d'un mémoire en réclamation portant sur un montant de 79 375,31 € H.T.

Le maître d'œuvre a demandé à l'entreprise de détailler la justification du préjudice subi du fait de la prolongation de délais et de la mobilisation de personnel et matériel. L'entreprise a répondu le 2 mars 2012. Ainsi, les modalités de calcul du montant de l'indemnisation demandée, chiffrée comme suit :

1 - Mobilisation de personnel : 61 824,00 € H.T.

2 - Mobilisation de matériel : 756,60 € H.T.

3 - Travaux supplémentaires : 16 794,71 € H.T.

L'analyse par le maître d'œuvre de la réclamation a conduit à établir d'une part que le délai supplémentaire d'exécution du chantier effectivement subi par l'entreprise EIFFAGE THERMIE devait être ramené à 4 mois, conformément au planning d'exécution présentant le délai propre à chaque lot, d'autre part que les frais de mobilisation de matériel ne devait pas être pris en compte, et qu'enfin les frais liés aux travaux supplémentaires devaient en effet être intégrés dans le calcul de l'indemnité, hormis un devis d'un montant de 600 € H.T. qui avait été refusé par le maître d'œuvre par courrier du 3 janvier 2011.

Ces éléments ont conduit à réévaluer les postes 1, 2 et 3 comme suit :

1 - Mobilisation de personnel : 30 912,00 € H.T.

2 - Mobilisation de matériel : 0,00 € H.T.

3 - Travaux supplémentaires : 16 194,71 € H.T.

Après négociation avec l'entreprise EIFFAGE THERMIE, il est ainsi proposé d'établir le montant de l'indemnité à 47 106,71 € H.T., résultant de la somme des montants ci-dessus.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec l'entreprise EIFFAGE THERMIE un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise EIFFAGE THERMIE pour la prise en compte de travaux supplémentaires et l'allongement substantiel des délais d'exécution des travaux afférents au marché n°257 T 09.15 - Lot n°15 : Chauffage climatisation - Plomberie - Sanitaire ;
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 47 106,71 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le protocole transactionnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – GARANTIE D'EMPRUNT POUR L'ASSOCIATION MONTEPPELLIÉRAINE POUR LE TRAVAIL ET LA RECONNAISSANCE DES PERSONNES HANDICAPÉES KENNEDY - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°11057 DU CONSEIL DU 19 JUILLET 2012 - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Association Montpelliéraine pour le Travail et la Reconnaissance des personnes Handicapées – Kennedy (AMTRH – KENNEDY) est une association ayant pour but de promouvoir et réaliser toute action au service des personnes adultes handicapées. Ces activités la conduisent à gérer deux Etablissements et Services d'Aides par le Travail (ESAT), l'ESAT Kennedy et l'ESAT La Bulle Bleue.

Créé en novembre 2011, l'ESAT La Bulle Bleue est un établissement tourné autour des métiers du spectacle vivant et des services. Son but est de promouvoir la citoyenneté des personnes en situation de handicap par l'art et la culture. Il est le 7ème ESAT implanté sur le territoire de l'Agglomération, avec l'ESAT La Croix Verte (Montpellier), l'ESAT Kennedy (Montpellier), l'ESAT APF (Montpellier), l'ESAT L'Envol (Castelnau le Lez), l'ESAT Peyreficade (Villeneuve-lès-Maguelone), et l'ESAT Les Ateliers de Saporta (Lattes). Inédit en France sur l'activité des métiers du spectacle vivant, il rejoint les dix ESAT artistiques déjà existant. Il est le seul ESAT artistique du sud de la France.

Outre son principal pôle de professionnalisation (« théâtre »), L'ESAT La Bulle Bleue développe deux autres pôles de moindre importance : traiteur orienté vers le spectacle et espaces verts/ paysagisme à vocation artistique. Plusieurs événements et projets de création artistique sont déjà programmés pour les trois prochaines années.

Pour développer ce pôle artistique, l'association AMTRH – KENNEDY entreprend la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue situés au sein des Ateliers Kennedy, et a contracté à cet effet, auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, un emprunt de 262 000 €, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Type d'amortissement : Echéance constante
- Taux : Taux fixe calculé sur la base de l'indice du livret de développement durable (valeur au 01-08-2011 : 2.25%) auquel s'ajoute une marge de 1,67%, ce qui représente un taux fixe de 3,92% au 01-08-2011.
- Montant des échéances : 1 371,39€
- Durée : 300 mois (soit 25 ans)
- Echéance : mensuelle

Considérant que le projet, innovant, présente un intérêt culturel certain et est doté d'un ancrage institutionnel et associatif local important et reconnu, le Conseil de Communauté a décidé, par délibération n°11057 du 19 juillet 2012, d'accorder à l'association AMTRH – KENNEDY une garantie d'emprunt à hauteur de 50% du montant total emprunté.

Or, la Ville de Montpellier ayant également garanti cet emprunt à hauteur de 25% du montant emprunté, et la somme des garanties accordées par les Collectivités ne pouvant être supérieure à 50% dudit montant, il est proposé d'abaisser le taux de garantie d'emprunt accordé à l'association AMTRH – KENNEDY par la Communauté d'Agglomération, à 25% du montant total emprunté, ce qui représente une somme de 65 500 €, pour la durée totale du prêt, soit 25 ans.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'association AMTRH - KENNEDY pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11057 du 19 juillet 2012,
- garantir le remboursement de la somme globale de 65 500 €, représentant 25% du prêt d'un montant total de 262 000 €, sollicité par l'association AMTRH – KENNEDY auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, pour la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue situés au sein des Ateliers Kennedy,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et l'association AMTRH – KENNEDY et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Mme J. CLAVERIE, Conseillère disposant d'un mandat spécial, déléguée à l'Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique Lattara – Musée Henri Prades afin d'accroître l'offre culturelle et scientifique.

Ainsi, en 2013, la présentation de deux expositions temporaires, dont « Parures de femmes au soleil couchant » (titre provisoire), ainsi que les nombreuses activités initiées par le Service éducatif permettront de favoriser l'accès à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Fête de l'Antiquité, Nuit des musées, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, la campagne de conservation-restauration du mobilier archéologique issue des fouilles effectuées sur le site Lattara, entreprise en 2011, fera l'objet d'une troisième tranche.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions, activités pédagogiques et culturelles, traitements de conservation-restauration d'objets), il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - PROGRAMME DÉTAILLÉ ET DÉFINITIF - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson « Mondial 98 », est intimement liée au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations et les nombreux supporters l'ont fait vibrer lors des grands événements sportifs tels que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme de la réhabilitation du Stade par délibération n°10689 du 29 février 2012, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.) un mandat d'études et de réalisation. Dans le cadre de son mandat, la SAAM a mené des études afin d'établir un programme technique et fonctionnel détaillé servant de base pour le cahier des charges de consultation de maîtrise d'œuvre. Conformément à l'article 2 de la loi MOP, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit délibérer sur ce programme détaillé et définitif.

Les principaux éléments du programme détaillé et définitif sont les suivants :

- Couverture des tribunes Sud : Gévaudan, Cévennes, Aigoual et Méditerranée. Des ascenseurs seront positionnés sur la structure portante de la couverture afin de permettre un fonctionnement plus aisé,
- Des loges, au nombre de 9, seront créées entre les tribunes Gévaudan Cévennes, ainsi que des espaces de réception destinés à recevoir les spectateurs de ces loges ainsi que ceux des places Premium de la tribune Gévaudan,
- Le PC Sécurité sera déplacé de la tribune Aigoual à la tribune Larzac,
- La tribune Médias sera remaniée afin d'optimiser son fonctionnement,
- Les espaces de réception existants côté tribune présidentielle, seront agrandis et rénovés,
- Remises en conformités et notamment en matière d'accessibilité,
- Une mission de réhabilitation des sanitaires sur l'ensemble du stade sera menée,
- Un parking de 400 places sera créé au sud de la piscine Neptune,
- Des panneaux photovoltaïques seront installés.

L'ensemble de ces points est développé dans le rapport d'étude de programmation.

Cette étude confirme le budget de 46 823 000 € H.T., coût opération, valeur février 2012, prévu lors de la délibération du 29 février 2012. Cette opération fera l'objet d'une gestion par Autorisation de Programme et Crédits de Paiement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme détaillé et définitif ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 et seront complétés dans les budgets ultérieurs en fonction de l'avancement et des besoins de l'opération ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Un fonds spécial d'un montant de 15 000 € a été créé au budget primitif 2012 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

- 500 € à l'association "Gestare" pour l'organisation d'un tournoi national de la solidarité,
- 1 500 € pour le Montpellier Agglomération Canoë Kayak pour participer à une compétition en Allemagne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : SPORTS – STADE YVES DU MANOIR - MARCHÉ N°2940DS12 DE NETTOYAGE DES TRIBUNES, DES LOGES ET DES SURFACES ANNEXES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Afin d'assurer le nettoyage des tribunes et des surfaces annexes du Stade Yves du Manoir, il est nécessaire de faire appel à une société spécialisée.

Les prestations portent sur le nettoyage des loges, des tribunes, des abords directs, des vestiaires, et des sanitaires du complexe sportif Yves du Manoir situé à Montpellier.

C'est un marché de prestations de services conclu à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché qui s'exécute, à survenance du besoin, par émissions de bons de commandes. Le maximum annuel du marché est fixé à 90 000 € H.T., montant identique pour chaque période éventuelle de reconduction. En effet, ce marché est conclu pour une durée d'un an, renouvelable trois fois par reconduction expresse.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 12 juin 2012 a attribué le marché à la société SUD SERVICE sise à Castelnau le-Lez qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de choix mentionnés au règlement de la consultation (prix et valeur technique des prestations).

La société SUD SERVICE devra se conformer strictement aux prescriptions du cahier des charges définies notamment au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et au C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°2940DS12 de nettoyage des loges, des tribunes, des abords directs, des vestiaires et des sanitaires du complexe sportif Yves du Manoir situé à Montpellier avec la société SUD SERVICE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : COMMUNICATION – MARCHÉ N°3107CO12 DE RÉALISATION, AMÉNAGEMENT DE STRUCTURES ET MATÉRIEL D'EXPOSITION - STOCKAGE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ÉLÉMENTS D'EXPOSITION ET AUTRES SUPPORTS VISUELS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa politique de communication visuelle, a

toujours été présente lors d'événements tels que les foires, salons, congrès et autres manifestations.

Le marché conclu pour la réalisation, l'aménagement de structures et matériel d'exposition, stockage, maintenance, entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels arrive à terme au cours du 1^{er} trimestre 2013.

Afin de pérenniser les effets de la politique de communication visuelle menée jusqu'à ce jour, au travers notamment d'une présence effective dans les diverses manifestations et de développer la notoriété et l'image de marque de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de lancer une consultation sous forme d'Appel d'Offres ouvert, pour un marché à bons de commande, comportant un lot unique, dont l'objet est identique à celui auquel il succèdera portant sur :

- la réalisation de structures, matériel et mobilier d'exposition ainsi que l'aménagement d'espace lors des foires, salons et opérations ponctuelles,
- l'assistance technique, le suivi et les contrôles,
- la manutention, le transport, le stockage, la maintenance et l'entretien des structures, du matériel et du mobilier d'exposition, ainsi que de tout autre support visuel, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- et de façon ponctuelle, la fabrication d'éléments visuels tels que des panneaux, des banderoles, des bâches, etc. sans que la réalisation de ceux-ci soit liée à la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à une manifestation ou opération ponctuelle.

Ce marché sera conclu pour des prestations à réaliser de sa notification au 31 décembre 2013, il pourra être reconduit de manière expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire, par période d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans toutefois que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2016. Les montants annuels, minimum et maximum, sont fixés à 100 000 euros H.T. et 500 000 euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un Appel d'Offres en vue de la passation d'un marché de réalisation, aménagement de structures et matériel d'exposition, stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3107CO12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR ANTENNES RELAIS DE TÉLÉCOMMUNICATION - MODIFICATION DE LA CONVENTION-TYPE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°6982 du 25 avril 2006 une convention-type entre les opérateurs de téléphonie et la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui définit les conditions techniques et financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation de relais et d'équipements techniques pour la téléphonie mobile.

Le transfert de la compétence eau potable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2010, entériné par l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 a conduit les Communes à transférer à la Communauté d'Agglomération de Montpellier les châteaux d'eau qui représentent des points hauts particulièrement bien adaptés à l'implantation de relais téléphoniques.

L'exploitation de ces ouvrages pour la distribution publique de l'eau potable nécessitent une adaptation de la convention-type d'occupation du domaine public par l'ajout d'une annexe précisant les conditions d'intervention des opérateurs téléphoniques ou leurs exploitants sur ces ouvrages notamment en termes de sécurité et de contrôle d'accès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la convention-type entre les opérateurs et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver les redevances correspondantes,
- approuver l'annexe définissant les conditions particulières d'intervention sur les châteaux d'eau,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions avec les opérateurs de réseaux téléphoniques, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE - MARCHÉ N°3087RI12 D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION D'UNE INFRASTRUCTURE TECHNIQUE ÉVOLUTIVE PERMETTANT LA MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le Schéma Directeur Informatique a identifié la nécessité de mettre en œuvre un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques. Ce Plan de Reprise d'Activité permettra d'assurer le fonctionnement des infrastructures informatiques nécessaires à la continuité de fonctionnement des services au public en cas de sinistre sur les équipements constitutifs du système d'information situés au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour mener à bien ce projet, la collectivité va lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert (articles 57 à 59 du code des marchés publics) en vue de la conclusion d'un marché concernant l'acquisition et l'intégration dans l'environnement existant d'équipements techniques permettant la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques.

Les prestations à réaliser sont les suivantes : marché des Techniques de l'Information et de la Communication – Acquisition et intégration d'une infrastructure technique évolutive permettant la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité – Marché n°3087RI12

L'objet de la consultation consiste à choisir un titulaire pour réaliser les prestations suivantes :

- Fournir et livrer l'ensemble des éléments matériels et logiciels permettant la constitution d'une infrastructure nécessaire à la mise en œuvre du Plan de Reprise d'Activité.
- Réaliser les prestations d'intégration à l'environnement technique existant et de migration des données.
- Assurer le paramétrage, le transfert de compétences, la maintenance et le suivi du bon fonctionnement des infrastructures mises en œuvre.

Ce marché unique est composé d'une partie forfaitaire concernant les prestations décrites ci-dessus. Avec l'émergence des projets de dématérialisation et de modernisation de l'administration, les besoins en infrastructure de stockage pour les 3 années à venir ne peuvent être totalement appréhendés avec une précision suffisante. Ce marché est donc également composé d'une partie rémunérée par application de prix unitaires dans le cadre de bons de commande émis à survenance du besoin, sans minimum et sans maximum, dans les limites des budgets attribués.

Ce marché prendra effet dès sa notification pour une durée de 3 ans. Sur sa durée totale ce marché est estimé à 350 000,00 Euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°3087RI12 pour la réalisation des prestations relatives à la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget communautaire 2012, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n° 3087RI12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Créations de postes

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes ci-après mentionnés :

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2012-014	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	A	Ingénieur	Chef de service exploitation et assistance utilisateurs
1	2012-015	Ressources et Moyens	Direction des ressources	A	Ingénieur	Chef de projet e-services et culture

			informatique			
1	2012-016	Culture, sport et solidarité	Direction de la culture	A	Attaché	Chargé de l'offre culturelle et économie de la culture
1	2012-017	Développement territorial	Direction du développement économique	C	Adjoint technique	Assistant à la cyberbase

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2004-714	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur	2004-714	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur Ou Attaché	Chef de projet Plan Déplacements Urbains - Chargé d'études mobilité et grandes infrastructures à la DUH
2009-005	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Agent de maîtrise	2009-005	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Chargé de l'instruction des autorisations de droit des sols au titre de l'assainissement
2002-009	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Adjoint technique	2002-009	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Agent de maitrise Ou Adjoint technique	Chargé de l'instruction des autorisations de droit des sols au titre de l'assainissement
2011-071	Développement territorial	Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel	Temps complet	Ingénieur Ou Technicien	2011-071	Développement territorial	Direction du foncier et de l'aménagement opérationnel	Temps complet	Ingénieur Ou Attaché	Chargé d'opérations foncières

2002-453	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture - Musée Henri Prades - site archéologique Lattara	Temps complet	Attaché	2002-453	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Attaché de conservation	Chargé des sites archéologiques et des expositions du Musée Henri Prades
2004-400	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture – Conservatoire à rayonnement régional	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	2004-400	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Professeur de piano au conservatoire à rayonnement régional
2011-075	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture - Musée Henri Prades - site archéologique Lattara	Temps complet	Adjoint administratif	AS2011-075	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Adjoint administratif Ou Rédacteur	Chargé d'accueil au Musée Henri Prades - site archéologique Lattara
2006-009	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture – Direction des médiathèques	Temps complet	Rédacteur	2006-009	Culture Sport et Solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Rédacteur Ou Adjoint du patrimoine	Responsable de la gestion budgétaire et comptable pour le réseau des médiathèques
2002-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	2002-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Rédacteur	Assistante RH et Moyens de remplacement
2005-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-044	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Suzanne Berlioux
2005-045	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-045	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Nakache
2005-048	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-048	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Spilliaert

2005-046B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-046B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur au Centre Nautique Neptune
2005-042	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2005-042	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Jean Taris
2008-13B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2008-13B	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Alex Jany
2004-706	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2004-706	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Pitot
2004-505	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	2004-505	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Maître nageur sauveteur à la piscine Jean Vives
2004-067	Ressources et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	Temps complet	Rédacteur	2004-067	Ressources et Moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	Temps complet	Adjoint administratif	Chargé de la gestion administrative des marchés
2004-617	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	2004-617	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	Technicien bureau d'études
2004-197	Développement territorial	Direction de l'urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur	2004-197	Développement territorial	Direction de l'urbanisme et de l'habitat	Temps complet	Ingénieur Ou Attaché	Directeur de l'urbanisme et de l'habitat
2008-019	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Ingénieur	2008-019	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien	Chargé du suivi de travaux dans le cadre de la lutte contre les inondations

2011-081	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction des transports et de la voirie	Temps complet	Agent de maîtrise	2011-081	Servies Publics de l'Environnement et des Transports	Direction des transports et de la voirie	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Agent de Maîtrise Voirie Secteur Ouest
2008-043	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine	2008-043	Culture Sport et Solidarité	Direction des médiathèques	Temps complet	Adjoint du patrimoine ou Adjoint administratif	Agent de médiathèque secteur image son multimédia à la médiathèque Albert Camus

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps compl et/non compl et	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2004-499	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Conseiller des APS	Directeur adjoint des piscines	2012-018	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Conseiller des APS	Chargé des relations clubs et scolaires
2006-012	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant du responsable maîtrise d'ouvrage	2012-019	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante au directeur des sports
2002-494	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS	Technicien à la Direction des sports	2012-020	Culture Sport et Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Educateur des APS Ou Technicien	Adjoint au responsable du service exploitation traitement eau et air – régie technique
2002-166	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-021	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent

SN2004-160	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	SN2012-022	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-174	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-023	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-163	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-024	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2004-669	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-025	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-162	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-026	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-165	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-027	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2002-158	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif	Agent d'accueil	2012-028	Culture, sport et solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Agent polyvalent
2004-004	Ressources et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Attaché	Chargé de mission mise en place du logiciel courrier	2012-029	Ressources et Moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps complet	Attaché	Chargé de la planification et rédaction des marchés
2009-003	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	Temps complet	Agent de maîtrise	Technicien de maintenance	2012-031	Ressources et Moyens	Direction des ressources informatiques	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant de gestion administrative et marchés publics
2002-068	Cabinet du Président	Direction de la Communication	Temps complet	Technicien	Infographiste	2012-030	Cabinet du Président	Direction de la Communication	Temps complet	Attaché	Responsable du pôle d'information aux citoyens

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV Suppression de poste au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à la suppression de poste suivante suite à l'avis du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

Réf. poste	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois
HA2007-096	A	Professeur d'enseignement artistique

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, et suppression ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : PERSONNEL – EXPÉRIMENTATION DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL ET SUPPRESSION DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DE LA NOTATION - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La loi n°2009-972 du 3 août 2009, relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, a prévu, à titre expérimental, la mise en œuvre de l'entretien professionnel pour les agents de la fonction publique territoriale.

Le décret n°2010-716 du 29 juin 2010 précise les modalités générales d'organisation de l'entretien, les voies de recours et les critères généraux d'appréciation professionnelle.

La mise en place à titre expérimental de l'entretien professionnel s'inscrit, dans la politique de modernisation poursuivie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de gestion des ressources humaines.

Aussi, il est proposé que l'entretien professionnel, mis en œuvre à titre expérimental pour l'année 2012, soit réalisé chaque année en lieu et place de la notation.

Il convient de rappeler que la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait mis en place à partir de l'année 2007, un dispositif d'évaluation, en complément de la procédure de notation, qui recouvrait déjà en partie les thèmes qui seront abordés à l'occasion de cette expérimentation.

L'entretien professionnel sera appliqué aux fonctionnaires territoriaux ainsi qu'aux agents non titulaires mensualisés, se prévalant d'une ancienneté d'au moins six mois au 31 décembre de l'année de référence, et soumis de par leur statut, à la notation.

Il est conduit par le supérieur hiérarchique direct et donne lieu à un compte rendu d'entretien professionnel traduisant la valeur professionnelle de l'agent.

La valeur professionnelle est déterminée sur la base de critères dépendant de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilités. Ils portent notamment sur les thèmes suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères fixés doivent servir de base aux comptes-rendus d'entretien professionnel.

Le Comité Technique Paritaire a émis un avis en sa séance du 1^{er} octobre 2012.

Le bilan annuel de cette expérimentation sera communiqué au Comité Technique Paritaire et transmis au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'expérimentation de l'entretien professionnel pour l'année 2012,
- autoriser la suppression corrélatrice de la procédure de notation administrative,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : PERSONNEL – INSTAURATION DE LA PRIME DE FONCTIONS ET DE RÉSULTATS ET DE L'INDEMNITÉ DE PERFORMANCE ET DE FONCTIONS - REFORME DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES CATÉGORIES A, B ET C PAR L'INTRODUCTION D'UNE PART FONCTIONS ET D'UNE PART RÉSULTATS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est engagée dans une démarche de modernisation de sa gestion des ressources humaines pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels est confrontée notre collectivité.

Consciente que sa principale ressource réside dans ses agents et afin de valoriser leurs actions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend modifier son régime indemnitaire pour mener à bien ses missions de service public.

Dans le prolongement du travail mené en partenariat avec les organisations syndicales, une première délibération approuvée au Conseil du 20 décembre 2011 a permis :

- d'harmoniser le régime indemnitaire en catégorie C et B hors filière technique,
- d'actualiser le régime indemnitaire des cadres d'emplois de la catégorie B.

Dans cette même délibération, il avait été convenu de poursuivre les discussions avec les organisations syndicales en vue :

- d'introduire la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR) et l'Indemnité de Performance et de Fonctions (IPF) pour les cadres d'emplois de catégorie A concernés,
- de moderniser notre système d'évaluation en engageant l'expérimentation de l'entretien professionnel qui conduit à la suppression de la notation administrative par l'entretien professionnel, ce qui fait l'objet d'une délibération spécifique,
- de refondre globalement pour l'ensemble des agents le régime indemnitaire, en s'inspirant de la PFR et de l'IPF, par l'introduction d'une part liée à la fonction exercée et d'une part variable liée à la valeur professionnelle et aux résultats.

Aussi, dans la présente délibération, il est nécessaire de poser les nouveaux principes qui vont encadrer le régime indemnitaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

I / La part liée aux fonctions

La part liée aux fonctions exercées s'appuie sur une démarche d'identification de nos emplois et de nos compétences, initiée il y a trois ans et fait référence à une cotation des postes. Cette démarche permet d'identifier des emplois qui n'étaient pas reconnus jusque là par notre régime indemnitaire.

Les critères ayant présidé à la classification tiennent compte du niveau :

- de responsabilité,
- d'expertise,
- et de sujétions particulières qui caractérisent chaque poste de travail.

Niveau de fonctions	Cotation
Direction stratégique	8-2
	8-1
Direction et encadrement supérieur	7-4
	7-3
	7-2
	7-1
Encadrement de service / pilotage de projet transversal	6-2
	6-1
Encadrement intermédiaire / pilotage de missions	5-3
	5-2
	5-1
Encadrement de proximité / expertise	4-2
	4-1
Emplois d'instruction / d'exécution avec responsabilité par rapport à la matière à traiter ou aux fonctions	3-2
	3-1
Emplois d'exécution avec contraintes particulières	2-2
	2-1
Emplois d'exécution	1-2
	1-1

Le tableau détaillé des niveaux de cotation des postes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera diffusé par note de service après avis du Comité Technique Paritaire en date du 1^{er} octobre 2012.

La part liée aux fonctions concernera l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés. Les agents saisonniers recrutés pour la période estivale n'en bénéficient pas à l'exception des emplois nécessitant une qualification particulière.

Le régime indemnitaire actuel est fonction du grade, du niveau de fonction et de la note.

Lors du passage au mécanisme de la PFR, de l'IPF ou de leur transposition à tous les cadres d'emplois, le montant de la part fonction sera basé sur le montant du régime indemnitaire correspondant à la tranche haute actuelle de la notation.

Le tableau indicatif du régime indemnitaire - Part liée aux fonctions sera diffusé par note de service après avoir été soumis au Comité Technique Paritaire.

La part liée aux fonctions sera versée mensuellement à compter du 1^{er} janvier 2013

Elle fera l'objet d'un arrêté individuel.

II/ La part liée aux résultats et à la valeur professionnelle

Cette part dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La part résultats est liée notamment à l'entretien annuel d'évaluation. Elle concernera l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés. Les agents devront justifier d'une ancienneté d'au moins un an au sein de la collectivité pour en bénéficier.

Les directions disposeront d'une enveloppe calculée sur un montant moyen relatif à l'effectif encadré. Cette enveloppe sera répartie selon cinq niveaux d'attribution.

Le crédit global prévisionnel sera fixé au titre de chaque année, en fonction des possibilités budgétaires dans le cadre du budget primitif.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu une fois par an à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2013. Son attribution sera révisée chaque année.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

III/ Instauration de la prime de fonctions et de résultats (PFR)

Il s'agit d'introduire la prime de fonctions et de résultats au bénéfice des cadres d'emplois des administrateurs et des attachés.

Cette prime est constituée :

- d'une part tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions. Cette part liée aux fonctions ne pourra excéder 85% du montant maximum légal de la PFR.
- d'une part tenant compte du résultat de l'évaluation individuelle et de la manière de servir. Cette part liée aux résultats ne pourra excéder 15% du montant maximum légal de la PFR.

Les modalités d'application sont les suivantes :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Cadre d'emplois des Administrateurs

Grades	Primes	Référence	Coefficient applicable au montant de référence
Administrateur Hors Classe	PFR	Prime de Fonctions et de Résultats (Loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 et arrêté du 9 octobre 2009)	Part liée aux fonctions Coefficient individuel de 1 à 6
Administrateur Classe normale			Part liée au résultat Coefficient individuel de 0 à 6

Cadre d'emplois des Attachés

Directeur	PFR	(Prime de Fonctions et de Résultats) (Loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 et arrêté du 9 février 2011)	Part liée aux fonctions Coefficient individuel de 1 à 6
Attaché Principal territorial			Part liée au résultat Coefficient individuel de 0 à 6
Attaché territorial du 9 ^{ème} au 12 ^{ème} échelon			
Attaché territorial du 1 ^{er} au 8 ^{ème} échelon			

La prime de fonctions et de résultats se substitue aux primes et indemnités actuellement versées aux deux cadres d'emplois bénéficiaires. Elle est exclusive de toute autre prime liée aux fonctions et à la manière de servir.

IV / Instauration de l'indemnité de performance et de fonctions (IPF)

Il s'agit d'instaurer l'indemnité de performance et de fonctions au bénéfice des grades d'ingénieur en chef de classe exceptionnelle et de classe normale.

La prime est constituée :

- d'une part liée aux fonctions, tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées. Cette part liée aux fonctions ne pourra excéder 85% du montant maximum légal de l'IPF.
- d'une part liée à la performance, tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle prévue par la réglementation en vigueur et de la manière de servir. Cette part liée aux résultats ne pourra excéder 15% du montant maximum légal de l'IPF.

Les modalités d'application sont les suivantes :

FILIERE TECHNIQUE

Cadre d'emplois des Ingénieurs

Grades	Primes	Référence	Coefficient applicable au montant de référence
Ingénieur en chef Classe exceptionnelle	IPF	Indemnité de Performance et de Fonctions (décret n° 2010-1750 et arrêté du 30 décembre 2010)	Part liée aux fonctions Coefficient individuel de 1 à 6
Ingénieur en chef Classe normale			Part liée au résultat Coefficient individuel de 0 à 6

Elle se substitue aux primes et indemnités actuellement versées. Elle est exclusive de toute autre prime liée aux fonctions et à la manière de servir.

V / La transposition du mécanisme de la PFR et de l'IPF aux autres grades

Avec l'instauration de la PFR et de l'IPF, il est souhaité, pour des raisons de cohérence et d'équité, l'extension du mécanisme : part liée aux fonctions et part liée aux résultats, à l'ensemble des agents concernés sur la base des primes et indemnités existantes au sein de chaque grade.

Les listes des indemnités et primes correspondantes sont jointes en annexe de cette délibération.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte national tendant à simplifier et à clarifier le régime indemnitaire.

VI / Dispositions diverses

Le régime indemnitaire sera maintenu intégralement en cas de congés pour indisponibilité physique.

Les primes et indemnités indexées sur la valeur du point feront l'objet d'une revalorisation automatique.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les primes et indemnités versées seront proratisées pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

L'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler le régime indemnitaire.

La présente délibération annule et remplace les dispositions qui avaient pour objet d'instituer et de modifier le régime indemnitaire basé sur la notation.

Les autres délibérations régissant les primes et indemnités liées à des sujétions et contraintes particulières demeurent en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Régime Indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : PERSONNEL – ACCÈS À L'ÉCHELON SPÉCIAL CATÉGORIE C - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

L'article 78-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, créé par la loi n°2012-345 du 12 mars 2012 concernant la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique, étend à la fonction publique territoriale le principe des échelons spéciaux de sommet de grade soumis à des conditions spécifiques.

Cette disposition a été mise en œuvre par le décret n° 2012-552 du 23 avril 2012 qui a modifié la plupart des statuts particuliers des cadres d'emplois de catégorie C en créant un échelon spécial au sommet d'un grade.

Ainsi, les statuts particuliers des cadres d'emplois des adjoints administratifs, des adjoints du patrimoine, des adjoints d'animation et des opérateurs des activités physiques et sportives, ont notamment été modifiés en rajoutant pour les grades relevant de l'échelle 6 (à savoir, les grades d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, d'adjoint

du patrimoine principal de 1^{ère} classe, d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe et d'opérateur principal des activités physiques et sportives) cet échelon spécial.

L'échelon spécial est accessible par voie d'inscription à un tableau d'avancement établi au choix après avis de la Commission Administrative Paritaire, pour les agents justifiant d'au moins 3 ans d'ancienneté dans l'échelon 7 de l'échelle 6.

Ces dispositions d'avancement ne sont pas applicables aux fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe qui continuent à avancer selon la procédure d'avancement d'échelon classique après 3 à 4 ans passés dans le 7^{ème} échelon.

Le décret n°2012-552 du 23 avril 2012 susvisé, est entré en vigueur au 1^{er} mai 2012. Il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité ou établissement de fixer par délibération un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement à l'échelon spécial.

Les dispositions en vigueur n'imposent pas que le taux de promotion soit identique pour tous les grades relevant de l'échelle 6 et que l'autorité territoriale reste libre de procéder ou non à l'inscription d'un agent sur le tableau annuel d'avancement.

Ainsi, il est proposé au conseil de retenir un taux de promotion maximum de 100% de l'effectif des fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe ou d'opérateur principal des activités physiques et sportives, remplissant les conditions pour l'avancement à l'échelon spécial.

Cette proposition a été soumise au Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- retenir un taux de promotion maximum de 100% de l'effectif des fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe ou d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe ou d'opérateur principal des activités physiques et sportives remplissant les conditions pour l'avancement à l'échelon spécial.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : PERSONNEL – PLAN DE DÉPLACEMENT DES ENTREPRISES - MISE EN PLACE DES TICKETS PARKINGS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a renouvelé son Plan de Déplacement des Entreprises en juin 2011 en adoptant la mise en œuvre de la Prime Transport, l'augmentation progressive sur 5 ans de la participation au coût du parking demandée aux agents, une aide financière du CASSC à l'abonnement aux transports en commun et enfin la suppression de places de stationnement pour les agents domiciliés à moins de 2 km de leur lieu de travail ou 500 mètres d'une station de tramway

Il s'agit de compléter ces mesures par une offre de stationnement dans les parkings Europa, Nombre d'Or et Arceaux de la TaM, limitée à un jour par semaine, destinée aux agents bénéficiant d'un Plan de Déplacement des Entreprises ou domiciliés au-delà des 2 km venant à pied ou à vélo.

Cette mesure a pour objectifs :

- d'inciter les agents bénéficiant d'une place de stationnement à abandonner leur voiture en conservant la possibilité de l'utiliser ponctuellement en cas de besoin lié à des contraintes familiales, professionnelles ou sociales ;
- de répondre à une demande des agents bénéficiant d'un abonnement Plan de Déplacement des Entreprises.

La contribution mensuelle de l'agent sera calculée en fonction de son revenu comme suit :

- * Tranche 1 : revenus inférieurs ou égal à 20 000 € nets/an
- ** Tranche 2 : revenus supérieurs à 20 000 € nets/an et inférieurs ou égal à 25 000 € nets/an
- *** Tranche 3 : revenus supérieurs à 25 000 € nets/an et inférieurs ou égal à 30 000 € nets/an
- **** Tranche 4 : revenus supérieurs à 30 000 € nets/an

Cette proposition a été soumise au Comité Technique paritaire du 1^{er} octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise en œuvre, dans le cadre du Plan de Déplacements des Entreprises, des tickets parkings,
- approuver que cette mesure soit mise en œuvre sur la base d'une participation financière des agents selon des taux variant en fonction des tranches de revenu,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : PERSONNEL – MARCHÉ N°3089RH12 D'ACQUISITION DE TITRES RESTAURANT POUR LE PERSONNEL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'action sociale mise en place par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les agents bénéficient de titres restaurant d'une valeur faciale de sept euros.

Jusqu'à une date récente, cette prestation ne nécessitait pas de mise en concurrence, selon la Direction des Affaires Juridiques de Bercy. Depuis, une analyse contraire de la Commission européenne impose une procédure formalisée dès lors que le montant estimé du marché est supérieur aux seuils prévus par le Code. Tel est le cas concernant la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'autoriser le lancement d'un appel d'offres pour l'acquisition de titres restaurant pour ses agents.

Le dit marché a pour objet l'émission, la livraison et le suivi de gestion de titres restaurant pour les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant prévisionnel annuel du marché est de 1 800 000 € H.T., soit environ 250 000 titres par an pour 1400 agents. Le marché s'exécutera par émission de bons de commande en fonction des besoins.

Le marché sera conclu initialement de sa notification jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable trois fois par reconduction expresse (6 mois avant, soit au 1^{er} juillet de l'année en cours), pour une durée d'un an, sur une période maximale totale de quatre ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif à l'acquisition de titres restaurant pour les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions définies ci-dessus et conformément au Code des Marchés Publics,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920 et budgets annexes, chapitre 011 et annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3089RH1212 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : FINANCES – LISTE DES ASSOCIATIONS OU FONDATIONS EXONÉRÉES DU VERSEMENT TRANSPORT - MODIFICATION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les fondations ou associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social sont exonérées du versement transport. L'article D. 2333-85 du même code précise que la commune ou l'établissement public compétent pour l'organisation des transports urbains, établit la liste des fondations et associations exonérées.

Le bénéfice de l'exonération n'est pas limité dans le temps, sous réserve de l'évolution statutaire des associations. Compte tenu des éléments de déclarations transmis, la liste des associations et fondations exonérées du versement transport, arrêtée par délibération n° 4395 du 27 juillet 2001 et modifiée par les délibérations n° 5862 du 28 avril 2004 et n° 6219 du 16 novembre 2004, doit être mise à jour.

La nouvelle liste des associations et fondations exonérées du versement transport, s'établit comme suit :

- l'Association des Paralysés de France (APF), Section Sociale, siège, Délégation Départementale,
- l'Asile de Vieillards des Petites Sœurs des Pauvres,
- le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques Languedoc-Roussillon (G.I.H.P.),
- la Croix Rouge Française – Délégation Départementale et délégation locale de Montpellier,
- l'Association d'Aide aux Mères et aux Familles à Domicile (A.M.F.D.),
- l'Association AIDES (aide aux malades, à la recherche, information du public sur le syndrome immuno-déficitaire acquis),
- le Comité Perce Neige,
- la Fondation de l'Armée du Salut-Institut de Nazareth.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la liste des associations et fondations exonérées du versement transport telle que définie ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CHAIRE ATTRACTIVITÉ ET NOUVEAU MARKETING TERRITORIAL - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES D'AIX EN PROVENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Fondée par une quinzaine de collectivités territoriales leaders et quelques acteurs privés impliqués dans les problématiques d'attractivité territoriale, la chaire « Attractivité et nouveau marketing territorial » portée par Sciences Po-Aix et CoManaging ambitionne de :

- suivre en permanence les évolutions et bonnes pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- mettre au point des nouveaux modèles et outils performants de marketing ;
- favoriser l'échange et le partage entre les territoires impliqués dans des stratégies d'attractivité innovantes et performantes.

Pour ce faire, elle développe trois axes de travaux partagés avec les collectivités fondatrices :

- la formation avec le Master "Développement et Attractivité des Territoires" qui s'adresse à des professionnels en activité dans les domaines de l'économie, du tourisme, de la culture, du loisir, tous les secteurs qui concourent à l'attractivité des territoires ;
- la recherche appliquée, visant à traiter des sujets de fond autour de l'attractivité et des pratiques de marketing territorial ; Afin d'être toujours au plus près du quotidien des collectivités, les fondateurs pourront s'appuyer sur un outil de benchmark des meilleures pratiques de marketing territorial développé et mis à disposition par la société CoManaging dans le cadre de la chaire ;
- l'organisation d'un colloque annuel réunissant les collectivités fondatrices, tous les autres partenaires de la chaire et autres territoires ou organismes intéressés par la possibilité d'échanger avec d'autres acteurs en pointe dans le marketing territorial.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer à la création de la Chaire et devenir ainsi l'un de ses membres co-fondateurs afin :

- a) D'accéder à une information et à des services opérationnels de grande qualité sur le marketing territorial :
 - accès en ligne à un benchmark permanent des nouvelles et meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde. Cette information n'a pas d'équivalent aujourd'hui sur le marché ;
 - partage et échange avec d'autres territoires performants, sur un site sécurisé et lors des « rencontres annuelles » ;
 - accès aux publications des titulaires de la chaire, des enseignants-chercheurs, des fondateurs et des étudiants ;
 - possibilité d'intervention sur la thématique d'un mémoire en lien avec notre territoire ;
 - possibilité de tutorat d'un stagiaire en lien avec notre territoire.

- b) Valoriser l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de son territoire :

- utilisation du statut de Cofondateur de la chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » ;
- mise en avant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur l'ensemble des documents et publications de la chaire, lors des rencontres annuelles (retour d'expérience et parrainage d'un prix) et dans les dossiers d'informations transmis aux média ;
- valorisation de nos propres démarches, initiatives et outils éventuels dans le marketing (dans le cadre de la plateforme en ligne, des publications et des rencontres annuelles).

- c) Améliorer notre recrutement et la formation continue de notre équipe dans le marketing territorial :

- Amélioration de la performance de nos collaborateurs à travers la mise en place d'un accès en ligne permanent au benchmark, la diffusion des publications et la participation éventuelle aux rencontres annuelles ;
- Possibilité de recruter, dans d'excellentes conditions, des étudiants performants et opérationnels dans l'attractivité et le marketing territorial.

- d) Participer au développement d'une chaire innovante afin de contribuer à améliorer en France la connaissance du marketing territorial et de ses évolutions récentes dans le monde.

Un responsable technique sera nommé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour la représenter auprès de la chaire.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à verser à la chaire « Attractivité et nouveau marketing territorial » une subvention annuelle de 10 000 € H.T., soit 11 960 € T.T.C. chaque année durant trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial, portée par Sciences Po-Aix et CoManaging ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION FRANÇAISE DES EDITEURS DE LOGICIELS (AFDEL) - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est un territoire dynamique en terme de croissance et de création d'emplois dans le domaine de l'édition de logiciels : une étude de l'Insee a montré que ce secteur avait connu une croissance de 50% entre 2002 et 2007 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, croissance la plus forte mesurée sur les différents territoires français.

Fort de ce constat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite aujourd'hui favoriser la poursuite du développement de ce secteur en :

- incitant les entrepreneurs du secteur à installer leur activité sur son territoire
- aidant le développement des éditeurs déjà présents localement par des actions collectives

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a accompagné pendant plusieurs années des éditeurs de logiciels en les hébergeant sur son stand, dans des salons (Salon ERP, Salon Solutions).

Elle a également lancé une étude auprès des éditeurs de logiciels et un groupe de travail, qui ont mis en évidence

- les fortes attentes des éditeurs pour des actions collectives (dans les domaines juridique, ressources humaines et finances), pour des formations mutualisées, pour des participations collectives à des salons, pour une logistique de démonstration et de représentation.
- la diversité de leurs besoin, liée à la variété de leurs champs d'activité et des tailles d'entreprises
- la difficulté à se structurer en groupement ou association, compte tenu de cette diversité et du manque de temps des dirigeants de ces petites structures.

En parallèle, l'Association Française Des Editeurs de Logiciels (AFDEL) fédère 230 éditeurs français dont les tailles s'échelonnent de la TPE de 4 personnes aux plus grands éditeurs français (Dassault Systemes, Microsoft France, Cegid, etc.). L'association est un interlocuteur des pouvoirs publics sur les sujets relatifs à l'édition de logiciels. Elle promeut l'édition de logiciels en France. Elle fournit à ses adhérents des services pour accompagner leur développement et organise des manifestations pour favoriser les rencontres entre éditeurs, le partage de bonnes pratiques, l'information sur des évolutions juridiques, etc.

En 2011, pour rééquilibrer son activité entre Paris et la province, l'AFDEL a mis en place un programme interne destiné à développer son activité en régions. L'AFDEL construit des partenariats avec des groupements régionaux d'éditeurs pour définir des actions communes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'AFDEL ont décidé de construire un partenariat en 2011, autour de deux volets : incitation des éditeurs locaux à adhérer à l'AFDEL pour bénéficier de la palette de ses services et organisation de réunions pour les éditeurs.

Ce partenariat et plus globalement, l'ensemble des actions menées depuis deux ans par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont débouché sur la création d'un groupement d'éditeurs de logiciels au sein de l'association régionale des TIC, Novae LR. Ce groupement, créé en 2012, sera l'interlocuteur local de l'AFDEL.

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'AFDEL souhaitent renouveler ce partenariat pour accompagner les premières actions de ce jeune groupement. Plusieurs rencontres seront organisées à Montpellier entre des éditeurs locaux et des experts en financement ou gestion d'entreprises. L'AFDEL organisera également à l'automne un colloque sur l'édition de logiciels en région, avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR comme partenaires locaux.

Ce partenariat s'accompagnera du versement d'une subvention de 4000 euros à l'AFDEL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'AFDEL d'une subvention de 4 000 euros pour la mise en place d'actions communes d'animation, de structuration et de promotion sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 1 LABEX ENTREPRENDRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement

économique en faveur de l'entrepreneuriat.

Déjà très présente dans l'accompagnement à la création d'entreprises innovantes au sein du BIC (Business Innovation Center, élu meilleur incubateur de l'année en 2007), elle a en 2009 développé un programme spécifique d'appui aux projets de croissance des entreprises : le Pack Croissance PME.

Ce dispositif a pour objectif d'aider les dirigeants de TPE/PME dans la structuration de leur projet de croissance afin de faciliter leur accès aux solutions de financement. Il s'articule autour d'un audit de sensibilisation en ligne, d'un accompagnement personnalisé par un expert du Pack Croissance PME de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un programme d'actions collectives. Cet accompagnement se concrétise en final sous la forme d'un business plan qui sert de base à la mobilisation de solutions de financement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite aujourd'hui renforcer l'impact de son action auprès des dirigeants en s'appuyant sur des partenaires d'excellence pour proposer des outils innovants et adaptés à la problématique très ciblée du développement, et faire des TPE/PME d'aujourd'hui les entreprises gazelles de demain.

C'est à cette fin qu'elle s'est rapprochée de l'Université de Montpellier 1 pour structurer un partenariat.

En effet, l'UM 1 est coordinatrice du LabEx Entreprendre, classé A par le jury international d'évaluation des LabEx. Les LabEx (LABoratoire d'Excellence) sont le résultat d'appels à projets lancés en 2010 par le Ministère de la Recherche dans le cadre du programme « Investissements d'Avenir ». Ce programme a pour objectif de sélectionner en France des Laboratoires d'excellence et de les doter de moyens significatifs pour leur permettre de faire jeu égal avec leurs meilleurs homologues étrangers, d'attirer des chercheurs et des enseignants-chercheurs de renommée internationale et de construire une politique intégrée de recherche, de formation, de valorisation de haut niveau, ainsi qu'une politique de large diffusion des connaissances.

Composé de plusieurs équipes de recherche en droit, en économie, et en management, spécialisées en entrepreneuriat, le LabEx Entreprendre de Montpellier est l'unique « Laboratoire d'Excellence » dédié à l'entrepreneuriat retenu en France dans le cadre de l'appel à projets des Investissements d'Avenir. Il a pour mission de créer et diffuser de la connaissance sur l'acte d'entreprendre au croisement des sciences juridiques, économiques et de gestion et il mène également des actions de formation en particulier dans le cadre de ses chaires dont la Chaire Accompagnement Entrepreneurial.

La présente convention a pour objet de créer un partenariat opérationnel entre la Chaire Accompagnement Entrepreneurial du Labex Entreprendre de l'Université Montpellier I et la Communauté d'Agglomération de Montpellier au bénéfice des entreprises de son territoire.

Il s'agit de :

- créer un diplôme universitaire intitulé « Stratégie de croissance des PME »,
- structurer le contenu de cette formation autour des axes clés identifiés dans la démarche Pack Croissance,
- contribuer avec cette action phare, à faire de la région montpelliéraine un territoire d'exception dans l'accompagnement des dirigeants pour structurer et accélérer la croissance de leur entreprise.

Dans le cadre de ce diplôme, la convention prévoit les engagements mutuels suivants :

L'Université Montpellier 1 s'engage à mettre à disposition dans le cadre de ce diplôme :

- les enseignants experts sur les thématiques traitées...
- l'accueil des « étudiants » dans les locaux de l'université pour les cours magistraux
- la gestion administrative du diplôme.

De son côté, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à :

- fournir toutes les informations jugées pertinentes pour l'appui à la conception du programme pédagogique ;
- se mettre à la disposition des « étudiants » pour le suivi opérationnel en entreprise dans le cadre du programme Pack Croissance PME.
- se coordonner avec les responsables pédagogiques du Labex pour le bon déroulement de la formation.

Les deux partenaires s'engagent également à faire la promotion de l'autre partie, et plus spécifiquement de cette action très innovante, auprès de tous acteurs économiques locaux, nationaux voire internationaux ainsi que des partenaires du monde de la Recherche et de l'Enseignement.

Cette convention n'a pas d'incidences financières.

Les termes de la convention, qui prendront effet à sa signature, sont valides pour une durée de trois ans. Une première évaluation réalisée à la fin de la première session pourra donner lieu à une révision bilatérale de ces conditions voire à sa suspension le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 1,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MONTPELLIER IN GAME 2012 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TÉLÉCOM EN EUROPE (IDATE) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - VALIDATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DE COMMERCIALISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé en 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo. Ce soutien s'est traduit par la constitution d'une association dont l'objet est de structurer cette filière, Pix'LR. Cette association regroupe aujourd'hui plus de 30 entreprises de l'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon, dont plusieurs sont accompagnées par les structures du développement économique de l'Agglomération.

Plus largement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Big fish Games, Feerik, Actiplay, etc.
- Start up accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération : Alt Shift, Aquafadas, Klakos, Picapoc, etc.
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Supinfo, 3DVF, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université de Montpellier 3,
- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

L'industrie du Jeu vidéo est en train de connaître de profondes mutations. Au delà du marché structuré par des grands groupes, d'autres segments de marchés liés aux jeux vidéo sur Internet ou sur mobile, ainsi qu'aux jeux vidéo, advergames ou Serious Games développés pour le compte de grandes entreprises de tous secteurs, connaissent une croissance rapide. Les acteurs locaux sont prêts à ces mutations et sont positionnés sur ces segments récents, avec des approches souvent originales et innovantes. Par ailleurs, le nombre élevé de formations locales va permettre de positionner le territoire comme l'un des leaders au niveau national.

Pour aider au développement des entreprises locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé en juin 2010 le salon Montpellier In Game (MIG), qui a immédiatement connu un succès certain, avec 13 000 visiteurs sur 2 jours pour sa première édition, puis 34 000 visiteurs sur 4 jours pour l'édition 2011.

La troisième édition du MIG est programmée du 15 au 18 novembre 2012, organisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en partenariat avec l'Idate, et en association avec Pix'LR.

L'Idate organise depuis 10 ans un séminaire de haut niveau sur les Jeux vidéo, dans le cadre du Digiworld Summit - conférence internationale sur les Technologies de l'Information et de la Communication-. Depuis 2011, le MIG et le Digiworld Summit sont accolés pour permettre aux deux événements de partager cette conférence. Il est donc proposé l'octroi d'une subvention de 75 000 euros à l'IDATE pour l'organisation de ce séminaire, la prospection et la venue d'acteurs prestigieux du secteur au niveau international, pendant toute la durée du MIG.

Le 15 novembre, le séminaire Jeux Vidéo du Digiworld Summit et du MIG accueillera des intervenants internationaux renommés. Le 16 novembre, plusieurs événements destinés aux professionnels et aux formations spécialisées auront lieu au Corum : rencontres d'affaires, master class pour les étudiants en jeu vidéo, rencontre entre membres de Pix'LR et le Syndicat National du Jeu Vidéo, conférences sur les apports du jeu vidéo et de ses technologies au secteur du marketing et la communication (en partenariat avec l'association nationale du marketing ADETEM) etc. Les 17 et 18 novembre, un salon sera organisé au Corum pour le grand public.

Afin de pouvoir commercialiser les espaces d'exposition à la fois sur le salon professionnel et sur le le salon grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a externalisé une prestation de commercialisation auprès de la société Is this Art à l'issue d'une procédure de mise en concurrence et de publicité lancée le 27 juillet 2012.

Cette société commercialise, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les prestations suivantes :

- Location de stands dans les espaces d'exposition professionnels ou grand public,
 - Sponsoring du salon,
 - Pass professionnels donnant accès aux conférences professionnelles du MIG les 15 et 16 novembre et aux rencontres d'affaires,
 - Insertions dans le programme du salon, distribué aux visiteurs grand public du Corum.
- Afin de finaliser cette mission de prospection commerciale, une grille tarifaire jointe en annexe et des contrats-types doivent être soumis pour approbation au Conseil de Communauté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider la grille de commercialisation de prestations par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre du Montpellier In Game, jointe en annexe,

- valider les contrats type de commercialisation du Montpellier In game, joints en annexes,
 - dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention d'un montant de 75 000 € à l'IDATE,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRES AU QUÉBEC - OCTOBRE 2012 - RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD DE COLLABORATION ÉCONOMIQUE AVEC SHERBROOKE INNOPOLE - PARTICIPATION AU CONGRÈS WCIT 2012 DE MONTRÉAL - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DE LA DÉLÉGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques qu'elle a conduite depuis 2004 a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, la Chine, les USA mais aussi le Canada.

En juillet 2008, et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale, a attribué le label Soft Landings littéralement « atterrissages en douceur » au Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1^{er} incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit pour la période 2012-2014.

Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises étrangères qui souhaitent s'implanter sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du Montpellier International Business Incubator (MIBI), véritable plateforme à l'international, témoigne également de la volonté et de l'audace de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'est ainsi dotée d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié principalement à l'accueil d'entreprises étrangères

Se développer sur le marché international nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Pays économiquement ouvert, le Canada tire son dynamisme en s'appuyant sur des secteurs technologiques (aéronautique, Technologies de l'Information et de la Communication, pharmacie et biotechnologies) ainsi que sur d'importantes ressources naturelles (pétrole, gaz, hydroélectricité). Le Québec constitue en particulier un marché particulièrement intéressant pour les entreprises montpelliéraines. Marché francophone, porte d'entrée sur le marché nord-américain, le Québec propose, en outre, des conditions d'implantation très favorables (politique de la recherche, fiscalité attractive, coûts d'implantation compétitifs par rapport aux Etats-Unis).

Réciproquement, les entreprises québécoises peuvent trouver intérêt à développer leurs affaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont les secteurs d'excellence convergent avec les filières québécoises et qui structure actuellement une offre complète de services pour les entreprises étrangères, peut devenir une terre d'accueil performante pour leurs investissements.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires au Canada du 20 au 27 octobre 2012, cette mission est ouverte aux entreprises, pôles de compétitivité, universités, autres organismes et éventuellement à la presse. Cette mission double doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire au Canada. Elle se déroulera en deux temps :

A Montréal, il est proposé la participation au congrès WCIT de Montréal, congrès de niveau mondial dont l'édition 2012 est focalisée sur les thématiques suivantes : TIC, santé et « villes intelligentes ». Pour nos entreprises, en plus de la participation aux conférences, une journée entière est dédiée à des rendez-vous BtoB.

A Sherbrooke, il est proposé :

- le renouvellement pour 3 ans de nos accords de développement économique avec Sherbrooke Innopole, le premier accord ayant été signé le 27 mai 2009.

Sherbrooke Innopole a pour mission de créer des conditions favorables à la croissance et au développement économique de Sherbrooke. Elle assiste, oriente et encadre les porteurs de projets, dans tout effort ayant comme objectif le développement économique de la région et s'efforce de diversifier la structure économique du territoire et

favoriser la croissance de l'emploi. Au regard de l'accord d'amitié entre les villes et les universités de Montpellier et Sherbrooke, et compte tenu des spécificités du tissu économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite étendre le champ de la coopération au développement économique.

L'accord de coopération, permettra aux entreprises de haute technologie québécoises recommandées par Sherbrooke Innopole d'être accueillies dans les meilleures conditions possibles sur l'agglomération de Montpellier afin de développer des partenariats technologiques et d'aborder le marché européen et, réciproquement, de permettre aux entreprises montpelliéraines d'investir le marché québécois, et plus largement canadien, en bénéficiant des meilleurs conseils et des réseaux nécessaires. Cette convention prévoit, selon un principe absolu de réciprocité, les conditions d'hébergement de l'entreprise dans la ville d'accueil, les services d'accompagnement et de relation avec l'environnement économique du pays d'accueil, et les supports techniques permettant d'accéder aux financements privés ou publics du pays d'accueil. Les entreprises québécoises agréées se voient donc appliquer la grille tarifaire du Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération. Un bureau d'accueil est mis à disposition gratuitement durant la phase de faisabilité du projet.

- l'organisation d'une mission d'affaires, avec la participation d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui comprend des rencontres d'affaires en fonction des secteurs d'activité et des attentes des entreprises inscrites.

Ainsi, le programme de la mission sera entièrement conçu en fonction des attentes des entreprises et comprendra des rendez-vous d'affaires sur mesure avec :

- des partenaires scientifiques et technologiques ;
- des partenaires commerciaux : clients cibles, distributeurs... ;
- des infrastructures nécessaires à l'élaboration du projet d'implantation sur place (visite et évaluation des plateformes et outils mis à disposition au sein des partenaires sollicités) ;
- les responsables des structures partenaires qui accompagneraient et hébergeraient l'entreprise lors de son implantation.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 38 500 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 400 € T.T.C. par entreprise soit 27 200 € T.T.C. pour l'ensemble des 8 entreprises, Pôles de compétitivité et universitaires pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée aux participants, à hauteur de 1 000 € T.T.C. par personne. Le reste du montant prévisionnel soit environ 11 300 € est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès.....

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires au Québec du 20 au 27 octobre 2012 pour 8 entreprises, Pôles de Compétitivité et universitaires de l'agglomération,
- approuver la participation d'élus et techniciens à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver le tarif applicable aux entreprises, Pôles, universitaires et autres organismes,
- approuver le renouvellement de la convention entre Sherbrooke Innopole (Québec, Canada) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les tarifs applicables aux entreprises québécoises hébergées dans les pépinières de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont ceux applicables aux entreprises de l'Agglomération,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 270 € par jour (estimation de 2010).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2012, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1^{er} Congrès de la Coopération Agricole du Languedoc-Roussillon

La fédération COOP de France Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Italo PITIS, a organisé le 18 juin 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 1^{er} Congrès de la Coopération

Agricole du Languedoc-Roussillon ».

L'année 2012 a été déclarée « année internationale des coopératives » par l'ONU. C'est à cette occasion que Coop de France Languedoc-Roussillon a organisé le 1^{er} congrès régional de la Coopération qui a réunit plus de 500 participants, dont l'ensemble des acteurs du monde économique et institutionnel agissant pour le développement économique du Languedoc-Roussillon. Ce congrès a également mis en avant les milliers d'agriculteurs qui ont choisis ce mode de fonctionnement social, solidaire et gage de développement d'un territoire.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

EFFOST 2012

L'Unité Mixte de Recherche IATE (Ingénierie des Agro polymères & technologies émergentes) de l'Université Montpellier II, sous l'autorité de son Agent Comptable, Monsieur Daniel FICHOT, organisera du 20 au 23 novembre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « EFFOST 2012 ».

La Fédération européenne des sciences de l'alimentation et de la technologie (EFFOST) rassemble les organisations spécialisées dans les sciences de l'alimentation et de la technologie en Europe. Cet événement proposera une vue d'ensemble sur la problématique socio-économique de l'alimentation durable à l'échelle mondiale, en couvrant différents champs de l'agro-alimentaire comme la sécurité alimentaire, la nutrition santé, le développement durable, l'évolution des modes de consommation des populations des pays développés et en voie de développement, etc. Plus de 500 congressistes sont attendus.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

24^{ème} Forum de la Communication Publique et Territoriale – CAP COM

CAP COM, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Florent BONNETAIN, organisera du 10 au 13 décembre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 24^{ème} Forum de la Communication Publique et Territoriale – CAP COM ».

Résolument tournée vers la créativité et l'image, cette manifestation fera une large place à l'urbanisme, au graphisme et à la création, des thématiques qui marquent l'esprit du territoire montpellierain. Ce Forum Cap'Com, conçu comme un temps d'échange et de réseau, est également un temps de formation, mobilisable dans les dispositifs de formation continue. Plusieurs problématiques professionnelles seront abordées à travers une vingtaine d'ateliers avec un programme de 4 visites professionnelles qui permettront de découvrir le territoire et les enjeux de communication associés. Plus de 700 participants sont attendus.

Une subvention de 25 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

41^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier

L'Université Montpellier II, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSODOVITCH, organisera le 15 décembre 2012, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 41^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier ».

Cette manifestation, événement majeur de l'école Polytechnique Universitaire de Montpellier et de sa Région, va réunir étudiants, familles, partenaires pédagogiques, scientifiques et économiques afin de célébrer une promotion d'ingénieurs, qui après trois années passés à Montpellier, vont devenir les ambassadeurs permanents de Montpellier à travers le monde. Plus de 1 000 participants sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PROJET DE CRÉATION DE L'ASSOCIATION DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE MONTPELLIER (SUP DE CO) - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Groupe Sup de Co Montpellier Business School (GSCM Business School) est un service géré par la CCI de Montpellier et répond ainsi au droit public consulaire applicable. Ce statut s'avère, aujourd'hui, un frein à la pérennité et au développement de l'Ecole. En effet, le manque d'autonomie juridique, financière et la gouvernance du GSCM Business School ne lui permettent pas d'accéder aux normes internationales de qualité, qui conditionnent sa notoriété auprès des élèves, enseignants et entreprises.

Ce constat s'inscrit dans une tendance nationale, observée depuis la dernière décennie, de changement de la conception de la gouvernance et de la gestion des Grandes Ecoles de Management, dans l'objectif d'accéder à des normes internationales de « qualité ».

Pour répondre à cette ambition, la CCI de Montpellier propose la création d'une structure juridique autonome et expose, par ailleurs, un plan stratégique de développement à six ans. Les objectifs sont les suivants :

- L'autonomisation de la gouvernance afin d'accéder aux accréditations internationales ;
- La confirmation de l'ancrage régional et l'affirmation de son ambition européenne (classement au top 12 national, contre le 16^{ème} rang aujourd'hui, et entrée au top 30 européen) ;
- Une plus grande attractivité auprès des étudiants et l'augmentation des étudiants inscrits (l'objectif est de passer de 2400 à 3000 étudiants en formation initiale en 2018, auxquels s'ajouteraient 1000 participants aux programmes de formation continue et professionnelle) ;
- L'augmentation du budget annuel grâce à la diversification des sources de financements ;
- Dans cette même dynamique, la progression du chiffre d'affaires lié aux activités de formation professionnelle, continue et de conseil (de 635 K€ en 2013 à 5 050 K€ en 2018).

Les enjeux pour la Communauté d'Agglomération s'inscrivent en cohérence avec les objectifs de développement local mais aussi de rayonnement international et d'attractivité du territoire :

- Ancrer durablement la Business School sur le territoire de l'agglomération, vecteur d'attractivité et de rayonnement et dont l'impact économique est évalué à 48M€ par an ;
- Conforter son rôle de chef de file en matière de soutien aux réseaux économiques, d'entrepreneuriat, de recherche et d'innovation ;
- Soutenir la dynamique de l'école et encourager les partenariats avec les universités et établissements du territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier serait membre fondateur de cette association, aux côtés de la Région Languedoc-Roussillon, de la CCI Montpellier, de la CRCI Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault et de l'Association des Diplômés du Groupe Sup de Co Montpellier Business School. Les autres membres sont : les membres d'honneur, les membres actifs et les membres associés. L'ensemble des membres est réparti en cinq collèges : le collège consulaire, le collège de l'Association des diplômés, le collège des collectivités territoriales (au sein duquel siègeraient la Communauté d'Agglomération, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault), le collège des Entreprises et le collège des Universités et des autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche et des personnalités qualifiées.

Concernant les instances décisionnelles, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier siège à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration. Elle serait ainsi représentée par :

- Son représentant légal (le Président), disposant d'une voix, et un représentant désigné, disposant de deux voix (soit trois voix au total), à l'Assemblée Générale ;
- Le représentant désigné disposant de deux voix, au Conseil d'Administration.

S'agissant de la désignation du représentant désigné, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

La candidature de Monsieur le Président est proposée en qualité de représentant légal disposant d'une voix.

La candidature de M. Michel Aslanian est proposée en qualité de représentant désigné, disposant de deux voix à l'Assemblée Générale et deux voix au Conseil d'Administration.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de création de l'association « Groupe Sup de Co Montpellier » et le projet de statuts ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner M. J.-P. Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux Assemblées Générales de ladite association, l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre et l'habiliter à signer les statuts ;
- désigner M. M. Aslanian comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER DU COMMERCE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DE SON AIRE URBAINE - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

A l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Serm, les professionnels de l'immobilier, les promoteurs, les notaires, les avocats, les experts immobiliers auprès des tribunaux, avec le concours de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, créent l'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de

l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine ».

L'objet de cet observatoire est de fournir une information sur le montant des transactions (loyers, valeur locative Grande Enseigne et murs), qui, via un référentiel par localisation et activité, puisse permettre :

- de faciliter la connaissance du marché de l'Immobilier du Commerce et sa régulation,
- d'être un outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits nouveaux pour l'accueil d'activités tant pour les collectivités territoriales que pour les opérateurs privés,
- de répondre aux demandes d'implantation d'activités nouvelles ou aux besoins des commerces déjà installés,
- d'anticiper l'évolution de la demande.

Cet observatoire vient en complément de l'Observatoire de l'Immobilier et du foncier d'entreprises créé en 2005. C'est un outil totalement innovant au niveau national.

Le fonctionnement de l'observatoire est assuré par la Cellule Economique Régionale du Bâtiment et des Travaux Publics Languedoc-Roussillon (CERBTPLR), sa coordination par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'observatoire réalise une analyse des transactions en Immobilier du Commerce deux fois par an.

Le partenariat entrera en vigueur à la date de signature de la convention et est conclu jusqu'au 31 décembre 2012. Il est renouvelable par périodes annuelles pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

La participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élèvera à 6 000 € T.T.C., celle de la Société d'Equipement de la Région de Montpellier à 5 000 € T.T.C. sur un budget prévisionnel annuel maximum de 20 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat pour l'Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT DU PARC D'ACTIVITÉ DE LA MÉDITERRANÉE - PÉROLS - CLÔTURE DES COMPTES - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Parc d'Activités méditerranée est situé sur la Commune de Pérols limité à l'est par la RD 66 et à l'ouest par la RD 21. Il est traversé par le ruisseau du Nègue-Cats et par son affluent rive droite, le ruisseau de Fenouillet.

Cette opération a été concédée à la SERM par délibération du Conseil du District de Montpellier n°1933 du 27 juillet 1992, confiant la réalisation des opérations d'aménagement et de commercialisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc d'Activités de la Méditerranée à usage d'Activités Economiques.

L'opération d'aménagement étant terminée, il convient de constater l'achèvement des missions qui ont été confiées à la SERM et d'approuver le protocole et le bilan de clôture des comptes.

Dans le cadre de cette concession, la SERM a acquis un peu plus de 19 ha mais n'a pu en aménager, pour des raisons hydrauliques, que 3,4 ha sous la forme d'un lotissement au profit du développement d'une offre foncière pour l'accueil des entreprises.

Par délibération n°3909 du 19 juin 2000, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé l'avenant n°4 qui prend en compte les modalités de poursuite de l'opération d'aménagement.

Cette opération, du fait de sa situation en aval des affluents du Nègue Cats a été l'objet de contentieux liés à la complexité hydraulique du secteur qui ont retardé la clôture des comptes.

Un premier contentieux concerne un particulier habitant ce secteur où des remblais avaient été déposés et dont l'habitation était fréquemment inondée. Une expertise en date du 31 août 2009 a établi que la propriété du particulier avait un caractère inondable antérieurement aux remblais réalisés sur la zone, que cette situation a été aggravée par un remblaiement des parcelles environnantes dont celles acquises par la SERM, sachant que la SERM a démontré par des levés topographiques que ces remblais avaient été réalisés avant l'acquisition des terrains par elle. Un référé a été engagé par le particulier en février 2011 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier et renvoyé devant le Tribunal d'Instance par décision du 26 juillet 2011.

L'arrêt des comptes est présenté après le terme du contrat de concession fixé au 31 décembre 2008 en raison de la gestion de ces contentieux et de la trésorerie suffisante pour pallier aux frais.

En l'absence de procédure au fond concernant ces contentieux, la remise intégrale du solde de trésorerie est faite. Conformément au titre V du contrat de concession, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est subrogée dans tous les droits et obligations de la SERM à l'égard de tout tiers quelconque au titre de la concession de la ZAC du Parc de la Méditerranée.

La situation des comptes de l'opération concédée arrêtés au 30 septembre 2011 présente l'état des dépenses et des recettes engagées et réalisées à cette date :

- le total des dépenses ressort à 9 832 628,01 € H.T.,

- le total des recettes ressort à 9 924 696,73 € H.T.

Il en résulte donc un solde positif prévisionnel de 92 068,72 € H.T. dû par le concessionnaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en restitution des participations perçues.

Soit un montant T.T.C. de 110 114,18 € qui sera versé dans les 45 jours suivant l'approbation par l'organe délibérant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater l'achèvement des missions confiées à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement du Parc d'Activités de la méditerranée, à Pérols,
- approuver le protocole et le bilan de clôture des comptes de l'opération et annexes présentés par la SERM et lui donner quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées,
- dire que l'excédent de clôture sera versé au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, à signer le protocole de clôture ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MARCHÉS N°2948UA12 D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Afin de satisfaire les besoins d'entretien des terrains et autres réserves foncières, des espaces verts d'accompagnement des voiries des parcs d'activités, du patrimoine arboré, des parcs et jardins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un appel d'offres a été lancé suivant une procédure ouverte adaptée soumise aux dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics.

Les prestations font l'objet de 6 lots attribués par marchés séparés et conclus pour une durée d'un an renouvelable 2 fois :

- lot n°1 : Débroussaillage des terrains,
- lot n°2 : Entretien des plantations d'accompagnement des voiries et autres espaces verts des parcs d'activités,
- lot n°3 : Elagage et abattage,
- lot n°4 : Entretien des espaces verts des équipements dont la gestion est assurée par la Direction de la Culture,
- lot n°5 : Entretien des espaces verts des équipements dont la gestion est assurée par la Direction des Bâtiments et Moyens Généraux,
- lot n°6 : Entretien des espaces verts des équipements dont la gestion est assurée par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Les prestations propres à chaque lot font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum. Le montant total des marchés, périodes de reconduction comprises, a été évalué à 1 005 000 € H.T. sur trois ans.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 6 septembre 2012 a retenu les offres suivantes, économiquement les plus avantageuses :

- lot 1 : groupement des entreprises GORCE sise à Villeneuve-lès-Maguelone et COTE CIGALE sise à Viletelle ;
- lot 2 : entreprise Ciel-Vert sise à Pérols ;
- lot 3 : groupement des entreprises GORCE sise à Villeneuve-lès-Maguelone et COTE CIGALE sise à Viletelle ;
- lot 4 : entreprise ALIAGA sise à Lavèrune ;
- lot 5 : entreprise UPEE 7 sise à Saint-Aunès ;
- lot 6 : entreprise POUSSE CLANET sise à Lattes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les marchés n°2948UA12 ci-dessus relatifs à l'entretien des espaces verts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire 2012, chapitres 920,923,924,929.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés n°2948UA12 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CHANTIER D'INSERTION RESTAURATION COLLECTIVE - ASSOCIATION L'AVITARELLE - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite accorder son soutien au chantier d'insertion « Restauration collective » à Montpellier.

Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale sera cofinancé par l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté

d'Agglomération de Montpellier, et des prestations de services. Mené par l'association l'Avitarelle, en partenariat avec les Centres Entraînements aux Méthodes d'Education Active (CEMEA) sur l'accompagnement socioprofessionnel, il vise à offrir un service quotidien de restauration collective à destination des 95 personnes hébergées au sein de la Résidence Alcalá ainsi que, de manière plus occasionnelle, aux 29 moniteurs éducateurs et 4 intervenants des CEMEA situés à proximité. Une prestation de services de repas à domicile est également envisagée auprès de différents commanditaires.

Ce chantier d'insertion, prévu sur 12 mois, permettra de créer 12 postes de travail (24 sur la durée de l'action) destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle et habitant l'agglomération montpelliéraine. Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers de bouche et de service de restauration collective. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CUI-CAE) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois.

L'association L'AVITARELLE opérera en qualité d'employeur et aura en charge l'organisation générale du chantier, notamment l'encadrement technique et pédagogique de l'action, ainsi que l'embauche des salariés bénéficiaires.

L'association Les CEMEA assurera le suivi socio-professionnel du chantier.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 30 000 euros sur un budget de 274 960 euros sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE (dont ACI) : 132 960 euros,
- Département de l'Hérault : 62 000 euros,
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 30 000 euros.
- Prestations de services : 50 000 euros

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association L'AVITARELLE une subvention de 30 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion « restauration collective », sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CHANTIER D'INSERTION DE FABRÈGUES - ASSOCIATION CAP EMPLOI FORCE - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite accorder son soutien au chantier d'insertion « Réhabilitation d'une maison de village pour l'extension des locaux du CCAS » à Fabrègues.

Ce chantier d'insertion est cofinancé par l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Uniformation et la Commune de Fabrègues.

Il permettra de créer 12 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle et habitant l'agglomération montpelliéraine. Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans le métier d'ouvrier du bâtiment. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CUI-CAE) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois. Le Certificat de Compétences Technique du titre Maçon du bâti ancien sera préparé par les bénéficiaires du chantier ainsi que les formations de Monteur d'échafaudages et Badigeons de chaux.

Les travaux prévus sur 12 mois permettront de réaliser un chantier de réhabilitation du patrimoine ancien à travers des techniques complexes d'adaptation de la structure existante au projet (doublage, isolation, électricité, plomberie et finitions des sols et parois).

L'association FOR.C.E. opérera en qualité d'employeur et aura en charge l'organisation générale du chantier, notamment l'encadrement technique et pédagogique de l'action, l'embauche des salariés bénéficiaires ainsi que leur suivi socio-professionnel.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 30 000 euros sur un budget de 319 707 euros sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE : 148 116 euros,
- Commune de Fabrègues : 65 297 euros,
- Département de l'Hérault : 56 830 euros,
- Uniformation : 19 464 euros,
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 30 000 euros.

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association FOR.C.E. une subvention de 30 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion « réhabilitation d'une maison de village pour l'extension des locaux du CCAS » à Fabrègues, sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE - GIP FORMAVIE - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce les compétences « Politique de la Ville » et « Insertion par l'économie ». A ce titre, elle est signataire du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) conformément à la délibération n°7517 du Conseil de Communauté du 13 février 2007 qui définit les moyens que les partenaires signataires s'engagent à mettre en œuvre afin d'améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers connaissant des difficultés et pour favoriser l'égalité des chances entre tous, en soutenant notamment les associations engagées sur le terrain. Les contrats urbains, initialement signés pour trois ans, sont prolongés et demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 conformément aux circulaires ministérielles des 5 juin 2009 et 8 novembre 2010.

L'action « Talents en action », présentée pour la première fois dans l'appel à projets 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale par le Groupement d'Intérêt Public Formavie répond à une problématique d'insertion économique d'un public éloigné de l'emploi par une méthode innovante alliant la formation et la mise en situation en entreprise.

Sur Montpellier, « Talents en action » concerne un public issu du quartier Gély-Figuerolles.

L'analyse par les acteurs de quartier de la situation de la communauté gitane et d'autres personnes issues des quartiers prioritaires fait émerger des problématiques qui freinent l'insertion professionnelle et l'accès à la formation classique de ces publics (notamment maîtrise partielle des savoirs de base, absence de mobilité, méconnaissance ou représentation déformée de la situation de travail). Ce constat montre que les dispositifs de droit commun sont difficilement mobilisables pour ce public, d'où la nécessité de proposer une approche adaptée, essentiellement basée sur le travail.

Le GIP Formavie a construit l'action en s'appuyant sur le réseau des GRETA ainsi que sur des associations d'accompagnement social. Le réseau des GRETA mobilise dans ce projet, par secteur d'activité, les instances représentatives pour constituer et opérationnaliser le réseau d'entreprises, notamment dans les secteurs du bâtiment, des services à la personne, l'hôtellerie-restauration, l'agriculture... L'accompagnement socioprofessionnel des stagiaires sera réalisé par l'association APAJ.

L'action est construite autour de différents ateliers et périodes en entreprise :

- Ateliers projet pour permettre de faire émerger ou expérimenter des pistes professionnelles, ateliers développement des compétences clés (en groupe) ;
- Tutorat professionnel et social renforcé (suivi individualisé) ;
- Périodes d'alternance hebdomadaire et mises en situation professionnelle prolongées en entreprise.

L'accompagnateur socioprofessionnel sera en relation avec le tuteur en entreprise pour repérer, analyser les compétences liées au métier et faire évoluer les tâches et activités confiées aux stagiaires dans une logique d'apprentissage in situ.

L'objectif est d'accompagner 15 personnes au moins avec un taux de sorties positives (emploi, formation qualifiante de droit commun) de 60%.

Pour mener à bien ce projet, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutienne l'action « talents en action » à hauteur de 5000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder au GIP Formavie une subvention de 5000 euros ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 927, et que la subvention accordée sera versée sous réserve de la signature de la convention fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi

que tout document se rapportant à cette affaire.
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS - RENOUELEMENT DE L'ADHESION À L'ASSOCIATION TEMPO TERRITORIAL - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

En l'espace de quelques décennies, les rythmes de vie et l'organisation temporelle de notre territoire ont été profondément bouleversés. Consciente de ces évolutions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé depuis 2006, une réflexion sur le sujet et mis en place de nombreuses actions afin de faciliter la vie quotidienne de ses habitants. La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite aller plus loin maintenant et propose de réfléchir avec l'ensemble des acteurs locaux à l'aménagement temporel du territoire, en élaborant un Schéma Directeur Temps et Territoire qu'elle engagera dès l'automne 2012.

Afin de développer leurs échanges et renforcer leurs liens sur ce thème, vingt-cinq collectivités territoriales se sont fédérées dans l'association Tempo Territorial.

Les objectifs de cette association nationale sont :

- de construire un lieu d'échange et de capitalisation d'expériences ;
- d'intégrer la dimension temporelle à des échelles pertinentes dans les domaines du développement économique, des transports, de l'action culturelle et sportive, de l'aménagement du territoire, etc. ;
- de favoriser le débat public sur la gestion des temps en France et en Europe, entre pouvoirs publics, entreprises, habitants, salariés, usagers.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère depuis 2006 à Tempo Territorial. Pour l'année 2012, la cotisation est fixée à 3 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Tempo Territorial pour l'année 2012 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 2012, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS - CIT'ERGIE - CANDIDATURE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À L'APPEL LANCÉ PAR L'ADEME LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a montré sa volonté de lutter contre le changement climatique en inscrivant ses actions depuis plusieurs années, dans une démarche de développement durable. L'élaboration de l'Agenda 21 a permis d'identifier 5 "éco-projets" dans le domaine des énergies renouvelables, de l'approche environnementale de l'urbanisme, de l'agriculture de proximité, des usages de l'eau et de l'achat public durable. La démarche Plan Climat Energie Territorial en cours va permettre à la Collectivité d'aller au-delà par la définition et la mise en œuvre des actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer l'efficacité énergétique, développer les énergies renouvelables et adapter le territoire aux effets du changement climatique.

Par ailleurs, la Collectivité a mis en place une politique énergétique volontaire qui se traduit concrètement par des actions d'économies d'énergie dans l'habitat (aide à la rénovation des logements anciens) et dans son propre patrimoine, la valorisation énergétique du traitement des déchets ménagers et des eaux usées ainsi que la création d'installations d'énergie renouvelable.

Fort de cette expérience, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut aujourd'hui s'engager dans une démarche de labellisation Cit'ergie qui lui permettra de poursuivre sa politique énergétique en cohérence avec les objectifs climatiques. Le label Cit'ergie, destiné aux collectivités territoriales, récompense pour 4 ans le processus de management de la qualité de la politique énergétique et climatique de la collectivité.

La démarche de labellisation se conduit en 4 étapes :

- 1) Faire l'état des lieux des politiques menées à travers l'analyse de 79 actions standardisées concernant 6 thématiques :

- la planification du développement territorial,
- le patrimoine de la Collectivité,
- l'approvisionnement en eau, énergie et assainissement,
- la mobilité,
- l'organisation interne,

- la communication et la coopération.

2) Valider un programme pluriannuel de politique énergie-climat (en lien avec le Plan Climat Energie Territorial),

3) Réaliser un audit externe en vue de la labellisation,

4) Le mettre en œuvre et l'évaluer chaque année.

Le processus dure 4 ans et le label est remis en question tous les 4 ans.

Par ailleurs, cette démarche Cit'ergie peut constituer le dispositif de suivi et d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial dont il est question dans la charte d'achat public durable sous la dénomination "Baromètre énergie-Climat" dans le but de concrétiser les résultats des efforts engagés.

L'ADEME Languedoc-Roussillon lance un appel à candidature au label Cit'ergie et souhaite retenir 8 collectivités (Communes de plus de 10 000 hts, Communautés de Communes de plus de 30 000 hts ou Communautés d'Agglomération) susceptibles de faire référence au niveau régional. L'ADEME apporte une aide de 50% du montant des dépenses liées au processus de labellisation qui comprend l'audit de labellisation et l'accompagnement par un conseiller.

La sélection des collectivités candidates se fera au regard de la valeur des actions déjà entreprises par la Collectivité, du mode de gouvernance et de pilotage du projet et des partenariats engagés avec les acteurs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Communauté d'Agglomération de Montpellier à répondre favorablement à l'appel lancé par l'ADEME Languedoc-Roussillon,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATIONS (PPRI) DE LATTES - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans son rapport du 4 juillet 2006, la Mission d'Inspection Générale de l'Environnement, diligentée pour expertiser le Programme d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, a notamment conclu sur la nécessité d'arrêter une nouvelle référence pour la crue centennale du Lez.

Une conférence scientifique composée d'experts, mise en place par le Préfet de Région, a réévalué à la hausse le débit centennal du Lez sur le bassin versant en le fixant à 700 m³/s à l'amont de Montpellier, au niveau de la Valette, et à 900 m³/s à l'aval de Montpellier, au droit de l'autoroute A9.

En conséquence, les services de l'Etat ont engagé la révision des Plans de Préventions des Risques Inondations (PPRI) des communes situées sur le bassin versant du Lez pour tenir compte de ce nouveau débit de référence centennal.

Dans ce cadre, le PPRI de la Commune de Lattes a été prescrit par arrêté préfectoral n°2004-01-2250 en date du 21 septembre 2004. Depuis les services de l'Etat ont œuvré à son élaboration.

Préalablement à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R562-7 du Code de l'Environnement, le Conseil de Communauté est appelé à donner son avis sur le projet de PPRI de la Commune de Lattes.

Ce projet identifie les zones inondables du Lez, de la Lironde, de la Mosson, du Lantissargues, du Chaulet, du Rondelet, du Rieucoulon, du Nègue-Cats, du ruisseau de Mouillères et des étangs ; zones inondables à l'intérieur desquelles plusieurs sous-secteurs, définis en fonction des risques auxquels ils sont soumis, intègrent des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols.

Il intègre, par ailleurs, de nouvelles mesures qui s'imposeront une fois le projet approuvé, et notamment :

- l'obligation faite au Maire d'une information périodique quant aux risques naturels,
- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegardes (PCS) dans un délai de deux ans,
- l'établissement d'un zonage d'assainissement pluvial dans un délai de cinq ans,
- le diagnostic périodique d'ouvrages de protection des secteurs fortement urbanisés,
- la définition de mesures, dites « de mitigation », permettant de diminuer les dommages d'une crue sur les bâtiments existants.

Il est à signaler que le PPRI, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois.

De manière générale, le projet de PPRI de la Commune de Lattes est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et à prévenir les dommages aux biens et aux activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de PPRI de la Commune de Lattes ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE PIC SAINT LOUP - HAUTE VALLÉE DE L'HÉRAULT - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier reçu en date du 20 juin 2012, le Syndicat Mixte du Pic-Saint Loup Haute Vallée de l'Hérault a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), arrêté par délibération du Comité Syndical en date du 14 juin 2012.

Conformément à l'article L.122-8 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis au titre de ses compétences.

En premier lieu, la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à rappeler son regret que n'aient pas prévalu les enjeux de cohérence et de solidarité territoriales dans la définition des périmètres de SCOT au sein de l'aire urbaine montpelliéraine ; enjeux qu'elle entend continuer de porter à l'avenir dans la construction d'une politique d'aménagement du territoire d'échelle métropolitaine.

Dans ce contexte, le projet de SCOT et le Document d'Aménagement Commercial (DAC) fixent les choix stratégiques d'aménagement du territoire du Pic Saint Loup Haute Vallée de l'Hérault, associant la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup (33 communes) et la Communauté de Communes Ceps et Sylves (6 communes), à l'horizon 2030.

Il prend appui sur une hypothèse de croissance démographique soutenue (+ 1,7% par an soit près de 20 500 habitants supplémentaires), répartie entre trois bassins de vie (Sud, Est et Ouest) organisés chacun autour d'une polarité principale : Saint-Gély-du-Fesc, Saint-Mathieu-de-Trévières et Saint-Martin-de-Londres.

Cette hypothèse démographique, s'appuyant en partie sur un processus d'évasion résidentielle hors du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, semble largement surestimée dans un contexte de tassement de la croissance démographique départementale confirmé par l'INSEE (+ 0,5 à + 0,9% par an en moyenne entre 2007 et 2040 contre + 1,4% observés entre 1990 et 2009). A cet égard, il conviendrait de la mettre en rapport avec le tassement du taux de croissance démographique prévu sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (+ 0,9% par an entre 2007 et 2030 selon le scénario de l'INSEE contre + 1,4 % observés entre 1999 et 2007).

S'agissant des enjeux de maîtrise du développement urbain, de compacité des formes urbaines et de préservation de la sensibilité paysagère du territoire Pic Saint-Loup Haute vallée de l'Hérault, le projet de SCOT prévoit que 90% des logements seront produits en « extension du tissu urbain existant » selon des objectifs de densité minimale définis par Commune et 10% réalisés « en renforcement du tissu urbain existant ».

En l'état, ces dispositions ne semblent pas suffisantes pour répondre de manière optimale aux enjeux précités. A l'inverse, elles confortent une logique d'étalement urbain, répondant à un mode d'urbanisation extensif de type pavillonnaire consommateur d'espaces, notamment agricoles, et conduisant à renforcer la banalisation des paysages. En effet, aucun site d'extension n'a été identifié, ceux-ci relevant de la seule appréciation communale. Leur localisation préalable pourrait être envisagée dans l'optique de garantir collectivement une approche qualitative et contextuelle des grandes qualités paysagères du territoire.

Par ailleurs, la densité globale moyenne dont rend compte le projet est inférieure à 20 logements par ha ($\frac{1}{3}$ des communes affichent des objectifs de densité compris entre 10 et 15 logements par ha) ; il pourrait, à tout le moins, être opportun de porter à 20 logements par ha minimum les objectifs de densité définis par commune.

Enfin, la part des logements à créer « en renforcement du tissu urbain existant » pourrait utilement être relevée à 20% minimum.

En matière de mixité sociale, le Document d'Orientations Générales (DOG) prévoit que les Communes de Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Gély-du-Fesc et Teyran, soumises aux dispositions des Lois SRU-DALO, réaliseront un nombre suffisant de logements locatifs sociaux pour atteindre 20% du parc de logements à l'horizon 2030 (soit 1831 logements représentant 70% de la production neuve). Les autres communes devront, quant à elles, produire 850 logements relevant du logement locatif social, de l'accession abordable ou dédiés à des publics spécifiques (soit environ 14% de la production neuve). Au global, il s'agit de produire 2680 logements à « caractère social » soit près de 30 % de la production neuve.

En cela, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte du volontarisme dont fait preuve le projet de SCOT dans le sens d'un rattrapage sans précédent en matière de production locative sociale, considérant qu'au 1^{er} janvier 2011 la part de logements locatifs sociaux s'élève à 0,05% du parc de logements à Saint-Clément-de-Rivière, 1,67% à Saint-Gély-du-Fesc et 2,05% à Teyran. Il convient toutefois de s'interroger sur la capacité du territoire à répondre à cet objectif compte tenu des faibles densités communales proposées par le SCOT.

En outre, il est à signaler que cet objectif entre en contradiction avec les orientations affichées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui prévoit de renforcer l'offre de logements « à caractère social » de manière à atteindre globalement 8% du parc à l'horizon 2030, soit 1780 logements pour l'ensemble des

communes et 20% de la production neuve. Cette orientation est, de toute évidence, nettement insuffisante au regard de la réalité des besoins et d'une politique solidaire de l'habitat à l'échelle du bassin de vie montpelliérain.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à attirer l'attention du Syndicat Mixte du Pic-Saint-Loup Haute Vallée de l'Hérault sur le fait que la notion de logement « à caractère social » ne recouvre aucune réalité réglementaire. Il conviendrait notamment de faire la part entre ce qui relève du logement locatif social et de l'accession dite abordable.

En matière de développement urbain à vocation économique, le SCOT recense 75 ha de disponibilités foncières en zones d'activités existantes, principalement situées dans l'écoparc de Bel-Air à Vailhauquès (40 ha) et dans la ZA d'Assas/Teyran (10 ha). De manière complémentaire, le SCOT identifie deux « grands projets économiques » situés en limite du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le « Triadou » à vocation d'activités de tourisme et de pleine nature (50 ha dont la moitié urbanisables) et « Oxyane » à vocation sportive, de loisirs, bien-être et plein air (25 ha dont 12 ha urbanisables).

De manière générale, la spécificité de ces situations d'interface entre les territoires du SCOT du Pic Saint-Loup Haute Vallée de l'Hérault et du SCOT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessitera, le moment voulu, des coordinations pour la mise en œuvre de ces projets.

Aussi et dans cet esprit, il est regrettable que le projet de SCOT introduise, sans concertation, une intention d'urbanisation au débouché de l'échangeur du LIEN sur la Commune du Triadou alors même que le document met largement en exergue un enjeu de préservation paysagère et écologique sur ce même site (ZNIEFF et périmètre Natura 2000). Il est, en outre, à craindre un accroissement des déplacements motorisés générés par ces différents sites de développement économique mal desservis par les transports publics.

Il est également à regretter que le SCOT identifie un potentiel de près de 40 000 m² de surface de vente (Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Gély-du-Fesc, Teyran, et Vailhauquès) sans réflexion partagée sur les grands équilibres territoriaux en matière d'équipement commercial, et autorise des développements commerciaux au sein des zones d'activités du Triadou et de Saint-Clément-de-Rivière sans les quantifier ni les identifier dans le Document d'Aménagement Commercial (DAC). De la même manière, il est à craindre un accroissement des déplacements motorisés générés par des pôles commerciaux mal desservis par les transports publics, difficilement accessibles notamment en ce qui concerne le centre commercial Trifontaine, ainsi qu'une certaine banalisation du traitement de cette entrée Nord d'agglomération au détriment de l'image globale du territoire.

Dans ce contexte, il paraît essentiel de pouvoir trouver un cadre adapté à la construction d'une vision partagée sur le développement et l'organisation de l'offre commerciale à l'échelle de l'Est héraultais ; vision qui présiderait aux projets de territoire.

En matière de mobilité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à signaler que les hypothèses de rabattement vers le réseau de tramway, notamment depuis Quissac et Ganges via la RD986 et la RD17, appellent à être précisées en tenant compte des orientations du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Celles-ci pourraient utilement être définies dans le cadre d'un schéma de structuration des transports publics à réaliser en concertation étroite compte tenu de l'actuel périmètre de transport urbain.

Enfin, et compte tenu de la géographie du bassin versant du Lez et de ses affluents, une attention particulière sera à porter à la cohérence des actions à conduire dans les domaines de la ressource en eau et de l'assainissement. En effet, le projet de SCOT liste les obligations réglementaires et législatives afférentes mais renvoie à des schémas directeurs communaux et intercommunaux à élaborer s'agissant de la capacité de la ressource en eau et des dispositifs épuratoires à accueillir la population supplémentaire envisagée et de la préservation de cette ressource contre toute pollution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis défavorable au projet de SCOT du Pic Saint-Loup Haute Vallée de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE COURNONTERRAL - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Cournonterral a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 21 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 16 décembre 1999.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 1200 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 600 logements,

conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend appui sur le secteur de développement dit « des Joncasses » dont l'ouverture à l'urbanisation est prévue dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble compatible avec l'orientation d'aménagement portée au PLU. Il y est envisagé, sur 17 hectares environ, la réalisation d'un projet d'aménagement comprenant près 460 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux) et des équipements publics (école, maison communale...). Le projet de PLU prend également appui sur une stratégie de réinvestissement urbain du secteur dit « de Capdallrech ». A la faveur du déplacement des équipements sportifs existants, il y prévoit la mise en œuvre d'un projet d'aménagement, compatible avec l'orientation d'aménagement portée au PLU, comprenant au moins 200 logements (dont 30 % de locatifs sociaux).

Le projet de PLU répond, en cela, aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (au moins 25 logements par hectare). Il s'inscrit dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en termes de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux).

Il convient, toutefois, de préciser que ces programmations prévisionnelles s'entendront avec un maximum de 5 % des logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Celles-ci pourront, le moment voulu et au regard des réalités du marché immobilier local, être complétées par l'objectif de production de 20 % de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH. Enfin, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite être associée étroitement à la définition des programmes d'équipements publics.

Par ailleurs, complémentirement à ces projets d'aménagement, le projet de PLU met en œuvre une politique de mixité sociale à l'échelle communale en prévoyant la réalisation d'au moins 25% de logements locatifs sociaux pour toutes opérations supérieures à 600 m² de surface de plancher situées dans les zones urbaines ou à urbaniser. Compte tenu du déficit de logements sociaux constaté, il pourrait, d'ores et déjà, s'inscrire dans les orientations du PLH 2013-2018 en portant cet objectif à 30 % de logements locatifs sociaux minimum. Il est en outre précisé qu'une procédure ultérieure d'évolution du PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avérait que le seuil fixé contraignait trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

En matière de développement économique, le projet de PLU prévoit, à terme, la réalisation d'une zone d'activités dans le secteur dit « de Cannabe » ; secteur limitrophe de la Commune de Cournonsec identifié par le plan de secteur du SCOT comme site d'extension urbaine potentielle. En l'état, ce secteur est inconstructible (AU0), son ouverture à l'urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. A ce stade, le projet est destiné à recevoir des activités artisanales et agricoles, un centre de secours, les services techniques municipaux ; il est à signaler que cette programmation prévisionnelle sera, le cas échéant, amenée à être précisée.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. S'agissant plus particulièrement des zones naturelles, il conviendra de préciser les dispositions relatives à la zone « Nn sl » afin d'encadrer plus précisément la mise en œuvre du projet de plateau sportif. Dans cette perspective, il conviendrait de délimiter graphiquement les emprises constructibles en précisant les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions envisagées afin d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel de la zone.

Par ailleurs, il est à signaler que l'Agenda 21 communautaire a identifié, dans le cadre de Schéma Directeur des Energies Renouvelables (SDER) et en accord avec la commune, le secteur dit « des Hauts de Cournonterral » comme site potentiel pour l'installation d'un parc éolien. Ce gisement potentiel constitue l'un des seuls secteur potentiel de production d'énergies renouvelables à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération. Néanmoins, le projet de PLU maintient l'impossibilité du développement éolien sur ce site ; la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de cette orientation en précisant que, le moment voulu, une procédure d'évolution du PLU pourra légitimement être envisagée pour autoriser ce projet.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale et en prévoyant, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Cournonterral lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Cournonterral afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE CLAPIERS - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Clapiers a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 13 avril 2000.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 2000 habitants supplémentaires à l'horizon 2025 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 650 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend appui sur deux secteurs de développement pour lesquels des procédures d'évolution du POS en vigueur ont permis de mettre en œuvre, de manière anticipée, les objectifs du PLU : le « Fesquet » (environ 100 logements dont 20 logements locatifs sociaux et 30 logements en accession dite abordable) et le « Plan des Garrigues » (environ 100 logements dont 60 logements locatifs sociaux), soit 50 % de logements locatifs sociaux sur l'ensemble de ces projets.

A moyen terme et à la suite de ces opérations, le projet de PLU prévoit la réalisation d'un quartier à vocation résidentielle, comprenant environ 450 à 500 logements, sur le secteur dit des « Moulières » (15 ha) correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Cette zone est en l'état inconstructible (AU0) ; elle ne sera ouverte à l'urbanisation que dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble (ZAC du Castelet) compatible avec l'orientation d'aménagement portée au PLU.

Cette opération d'aménagement s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2008, par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il convient de signaler que, dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération a souhaité poursuivre son soutien en attribuant à la Commune de Clapiers, en 2009, deux fonds de concours destinés à cofinancer les études d'élaboration du PLU et les études pré-opérationnelles.

Ce projet répond aux orientations générales portées par le SCOT notamment en termes d'intensité urbaine (au moins 30 logements par hectare à l'échelle de l'opération). Il s'inscrit, par ailleurs, dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, relativement à l'objectif de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession dite abordable) étant précisé que celles-ci s'entendront avec un financement maximum de 5 % en Prêt Locatif Social (PLS).

Complémentairement, le projet de PLU institue un « périmètre d'aménagement global », au sens de l'article L. 123-2 a) du Code de l'Urbanisme, sur un secteur stratégique situé à l'articulation du centre ancien et de la future ZAC (environ 1,5 ha). Cette mesure conservatoire, valable pour une durée de cinq au plus, permettra à la Commune de conduire les réflexions nécessaires à la cohérence d'ensemble des différentes opérations à venir en y précisant les intentions de programmation et d'organisation urbaines.

Afin de répondre pleinement aux orientations du SCOT en matière de réinvestissement et d'optimisation des zones urbaines, le projet de PLU accroît de manière mesurée les capacités constructives des quartiers existants tout en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties sur ces secteurs.

S'agissant des objectifs de mixité sociale, le projet de PLU prévoit, sur la majorité des zones U et AU, la réalisation d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux pour toute opération d'au moins 600 m² de surface de plancher à usage d'habitat. Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal. Il est toutefois précisé qu'une évolution ultérieure du PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avérait que le seuil fixé contraignait trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT et de l'Agenda 21 communautaire. Dans cette optique, les zones agricoles font notamment l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole, en particulier au Nord du territoire communal, au domaine de Viviers, où le projet de PLU permet la mise en œuvre du projet d'agri-parc porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale. Il prévoit, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles permettant, à terme, d'optimiser la chaîne de déplacement avec le tramway.

Concernant les conditions de raccordement au réseau d'assainissement, une partie du secteur Sud du Fesquet, actuellement non desservie et classée, au POS en vigueur, en zone d'urbanisation future apparaît dans le projet de PLU en zone urbaine (zone UD6). Il conviendra de privilégier, en relation avec les services communautaires, son classement en zone à urbaniser afin de tenir compte du calendrier prévisionnel des travaux de raccordement à engager.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Clapiers lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage

d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Clapiers afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE VENDARGUES - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Vendargues a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 23 mai 1980.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 3 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1 000 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

A court terme, il prend appui sur le secteur de développement de « Bourbouissou » dont l'ouverture à l'urbanisation est prévue dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble compatible avec l'orientation d'aménagement portés au PLU. Il y est envisagé, sur 9 hectares environ, la réalisation d'un projet d'aménagement répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (225 logements environ soit au moins 25 logements par hectare) et s'inscrivant dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en termes de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux).

Il convient, toutefois, de préciser que cette programmation prévisionnelle s'entendra avec un maximum de 5 % des logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Elle pourrait, par ailleurs, être complétée par l'objectif de production de 20% de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH.

A plus long terme, le projet de PLU s'appuie sur une partie du secteur d'extension potentielle de Meyrargues (80 hectares) identifié par le SCOT. Il y est prévu, sur une emprise d'environ 37 hectares, la réalisation d'un projet d'aménagement répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité urbaine (au moins 20 logements par hectare soit environ 750 logements). Ce secteur est inconstructible (AU0) en l'état, son ouverture à l'urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme.

Pour autant, il convient de signaler que le projet de PLU pourrait d'ores et déjà s'inscrire dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en terme de mixité des programmations en prévoyant au moins 30% de logements locatifs sociaux. La programmation du secteur de Meyrargues pourrait, par ailleurs, être complétée par l'objectif de production de 20 % de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH.

En outre, il conviendra de préciser les dispositions réglementaires du projet de PLU (zones AU) afin que chaque secteur d'extension puisse faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble à l'échelle du site envisagé, et ce, afin d'encadrer plus efficacement leur mise en œuvre opérationnelle. Dans ce contexte, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite, le moment voulu, être associée étroitement à la définition des programmes d'équipements publics.

Enfin, il est à signaler que la mise en place du Droit de Préemption Urbain (DPU) pourrait utilement être envisagée sur la partie du secteur d'extension potentielle de Meyrargues faisant l'objet d'un classement en zone à urbaniser (AU0). Son exercice permettrait, en effet, de contenir les phénomènes spéculatifs et de préparer les conditions favorables au portage d'une opération publique d'aménagement à terme.

De manière complémentaire, le projet de PLU prend appui sur une stratégie de réinvestissement urbain en identifiant notamment un secteur de densification de part et d'autre de la RD 613, face au projet d'aménagement du futur quartier de Meyrargues. Il favorise, par ailleurs, une densification mesurée des secteurs d'habitat pavillonnaire en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties.

Cette stratégie s'accompagne d'une disposition prévoyant d'affecter, en zone UA, 15% au moins des surfaces de plancher à des logements locatifs sociaux pour toute opération comprenant au moins 1800 m² de surface de plancher à destination d'habitat. Cette prescription est portée à 30% en zones UC et UD.

Si son intégration participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH, il est à souligner que sa seule application sur des secteurs pavillonnaires ne disposant que de faibles capacités constructives risque de ne concerner qu'un nombre très limité d'opérations. Aussi et compte tenu de la taille limitée des opérations de logements rendues possibles par les règles du PLU, il conviendrait d'abaisser le seuil d'application de cette prescription à 1 000 m² de surface de plancher au plus, en particulier pour les zones disposant de capacités constructives plus substantielles

(UD4). A défaut, il est à craindre que cette prescription n'ait pas d'effet significatif et ne permette pas le nécessaire rattrapage du retard observé en matière d'offre locative sociale.

En matière de développement économique, le projet de PLU intègre les dispositions convenues avec les services communautaires s'agissant de la zone industrielle du Salaison. En ce qui concerne le secteur dit « Porte Est », identifié par le SCOT comme site stratégique d'intérêt communautaire pour l'accueil d'activités industrielles ou logistiques, le projet de PLU prend le parti de ne pas ouvrir à l'urbanisation ce secteur et privilégie son classement en zone naturelle. Comme convenu lors d'échanges préalables, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de cette orientation en rappelant toutefois les objectifs du SCOT en matière de développement économique. Dans ce contexte, il convient de vérifier la compatibilité des projets destinés à être accueillis dans la zone VAU2 à vocation d'activités et d'hébergement touristique et de loisirs avec les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du SCOT.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT avec, en particulier, l'affirmation des corridors écologiques et paysagers des ripisylves de la Cadoule, du Salaison et du bois de Saint-Antoine. Les zones agricoles, quant à elles, font l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole et ce, dans le cadre de sous-secteurs ciblés. Ces dispositions permettent une forte maîtrise des phénomènes de mitage et garantissent ainsi la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux. S'agissant des limites d'urbanisation, il convient néanmoins de signaler le nécessaire ajustement de la zone UC, au Sud-Ouest du territoire communal, au regard du plan de secteur du SCOT. En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale et en prévoyant, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles. Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Vendargues lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Vendargues afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Sussargues a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 27 octobre 1987.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance du parc de logements d'environ 250 logements pour les dix prochaines années, soit 25 logements par an en moyenne conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur deux secteurs de développement (environ 10 hectares au total) situés de part et d'autre de la RD54, en continuité immédiate de la frange sud villageoise. Ils correspondent aux zones de moindres sensibilités écologiques du secteur d'extension urbaine potentielle identifié au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ; zones délimitées à l'issue d'une étude environnementale réalisée par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre d'études pré-opérationnelles.

En l'état, ces deux secteurs sont inconstructibles (AU0), leur ouverture à urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. Le projet de PLU y prévoit, d'ores et déjà, la réalisation d'un projet d'aménagement répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (au moins 20 logements par hectare soit environ 200 logements) et s'inscrivant dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration, en termes de mixité des programmations (30% de logements locatifs sociaux).

Il convient, toutefois, de préciser que ces programmations prévisionnelles s'entendront avec un financement maximum de 5% en Prêt Locatif Social (PLS) et qu'elles pourront, le moment voulu et au regard des réalités du marché immobilier local, être complétées par l'objectif de production de 20% de logements en accession abordable afin de satisfaire pleinement aux objectifs du PLH.

De manière complémentaire, le projet de PLU prend appui sur une stratégie de réinvestissement urbain en prévoyant qu'un tiers des nouveaux logements puisse être réalisé au sein du tissu villageois, en lien avec les orientations du SCOT. Dans cette perspective, il accroît les capacités constructives le long des axes principaux tout en les encadrant par des règles morphologiques (hauteurs, implantations) permettant une densification raisonnée et adaptée au contexte villageois.

Plus particulièrement, il prévoit une opération de réinvestissement du site de l'ancienne cave coopérative en envisageant la réalisation de 10 à 15 logements locatifs sociaux. Ce programme pourrait être optimisé afin d'assurer plus aisément la faisabilité économique de l'opération envisagée.

Cette stratégie s'accompagne d'une disposition volontariste prévoyant la réalisation d'au moins 30% de logements locatifs sociaux dans toute opération d'au moins 600 m² de surface de plancher située en zone urbaine (U). Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal. Il est toutefois précisé qu'une évolution ultérieure de ce PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avère que le seuil fixé contraint trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale avec, en particulier, l'affirmation des corridors écologiques et paysagers des ripisylves du Bérange et du Valentibus. Les zones agricoles, quant à elles, font l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole et ce, dans le cadre de sous-secteurs ciblés. Ces dispositions permettent une forte maîtrise des phénomènes de mitage et garantissent ainsi la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Sussargues lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures d'ordre réglementaire seront précisées par les services communautaires, notamment en matière d'encadrement des nouvelles capacités constructives, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Sussargues afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 19 juin 2012. Cette procédure d'élaboration du PLU vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune approuvé le 20 novembre 2001.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 3 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2025 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1000 logements, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend appui sur le secteur de développement du « Pont de Villeneuve » pour lequel une procédure d'évolution du POS en vigueur a permis d'anticiper la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement. Il y est prévu, sur 15 hectares environ, la réalisation d'un programme mixte comprenant 350 logements (dont 30% de logements locatifs sociaux et 30% de logements en accession dite abordable), des locaux d'activités (commerces, services) et des équipements publics ou d'intérêt collectif (mairie annexe, crèche et interentreprises, salle commune de quartier...).

Le projet prend également appui sur quatre secteurs d'extension (environ 17 ha) dont l'ouverture à l'urbanisation est prévue dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble compatibles avec les orientations d'aménagement portées au PLU : « Entrée de ville » (65 logements environ), « Sud Arnel » (225 logements environ), « Domenoves » (100 logements environ) et « Estagnol » (40 logements locatifs sociaux, intégrés au sein d'un pôle d'équipements publics). Les projets d'aménagement envisagés sur ces secteurs permettent d'assurer la valorisation réciproque entre ville et espaces naturels ou agricoles, en lien avec les orientations du SCOT.

De manière complémentaire, le projet de PLU identifie deux secteurs de réinvestissement urbain : le premier, le long

de la RD185, intégrant une partie de la zone d'activités de la Condamine (90 logements environ) et le second, à proximité immédiate du centre-ville, sur l'emprise des ateliers municipaux (80 logements).

Les programmations prévisionnelles envisagées sur ces secteurs répondent aux orientations générales portées par le SCOT notamment en termes d'intensité urbaine (plus de 25 logements par hectare). Elles s'inscrivent, par ailleurs, dans les orientations du PLH 2013-2018, en cours d'élaboration en prévoyant la réalisation de 30% de logements locatifs sociaux et 30% de logements en accession dite abordable. Il convient, toutefois, de signaler que celles-ci s'entendront avec un financement maximum de 5% en Prêt Locatif Social (PLS).

Par ailleurs, il conviendra de préciser les dispositions réglementaires du projet de PLU afin que chaque secteur d'extension puisse faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble à son échelle, et ce, afin d'encadrer plus efficacement leur mise en œuvre opérationnelle. A cet égard, il pourrait être utile d'envisager l'hypothèse d'une procédure d'aménagement maîtrisée compte tenu, notamment, des emprises foncières à mobiliser et des besoins en équipements publics à satisfaire. Dans ce contexte, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite, le moment voulu, être associée étroitement à la définition des programmes d'équipements publics.

Afin de répondre pleinement aux orientations du SCOT, le projet de PLU accroît de manière mesurée les capacités constructives des quartiers pavillonnaires existants tout en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties. Il accroît, par ailleurs, les capacités constructives le long des axes principaux tout en les encadrant par des règles morphologiques (hauteurs, implantations, emprises...) permettant une densification raisonnée et adaptée au contexte local.

Cette stratégie de réinvestissement et d'optimisation des zones urbaines s'accompagne d'une disposition volontariste prévoyant la réalisation d'au moins 30% de logements locatifs sociaux dans toute opération comprenant au moins 12 logements ou 700 m² de surface de plancher à destination d'habitat. L'intégration de cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH permettant, notamment, une répartition plus diffuse de la production locative sociale à l'échelle du territoire communal. Il est toutefois précisé qu'une procédure ultérieure d'évolution du PLU pourrait, le cas échéant, être légitimement envisagée s'il s'avérait que le seuil fixé contraignait trop fortement la faisabilité économique des opérations envisagées.

En matière de développement économique, le projet de PLU intègre, comme convenu lors d'échanges préalables avec les services communautaires, une orientation d'aménagement précisant les conditions d'extension du parc d'activités Charles Martel. En l'état, le projet de PLU conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone considérée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. Néanmoins, afin de permettre une mise en œuvre opérationnelle envisagée à plus courte échéance, il conviendra de préciser que cette zone (1AUe), insuffisamment équipée, est destinée à être ouverte à l'urbanisation sans procédure préalable d'évolution du PLU, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes. Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier transmettra, dans le cadre de la mise au point définitive du projet de PLU, une proposition de règlement relative à la zone 1AUe afin d'encadrer les constructions qui y sont admises et permettre, notamment l'extension limitée et la réfection des habitations existantes.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. Les actions envisagées pour valoriser cette armature s'inscrivent dans le prolongement de l'étude « Terres de Maguelone » réalisée par la Commune, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale. Il prévoit, par ailleurs, la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

Concernant les conditions de raccordement au réseau d'assainissement, une partie de la zone d'activités du Larzat, actuellement non desservie et classée, au POS en vigueur, en zone d'urbanisation future apparaît dans le projet de PLU en zone urbaine (zone UE). Il conviendra de privilégier, en relation avec les services communautaires, son intégration en zone à urbaniser 1AUe afin de tenir compte du calendrier prévisionnel des travaux de raccordement à engager.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions, 2 ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°57 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE RÉVISION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PIGNAN - PROJET DE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ SAINT-ESTÈVE - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Pignan a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de révision simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé par délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2006.

Conformément à l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées a été organisée par la commune le 10 septembre dernier ; réunion lors de laquelle il a été précisé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier formaliserait un avis sur ce projet au titre de ses compétences. Cette procédure d'évolution du document d'urbanisme communal a pour objet de permettre, à terme, la mise en œuvre opérationnelle du projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dite « Saint Estève » en adaptant notamment le zonage et le règlement du PLU en vigueur.

Cette opération d'aménagement, d'une superficie de 30 hectares, correspond au secteur d'extension urbaine potentielle identifiée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), à l'Est du territoire communal.

Elle prévoit la réalisation d'un quartier mixte intégrant de l'habitat (650 logements), des équipements sportifs et 14 000 m² de surface de plancher d'activités commerciales, artisanales, agricoles et de services dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble s'appuyant sur une armature d'espaces publics qualitatifs.

Ce projet répond aux orientations générales portées par le SCOT notamment en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines (environ 25 logements par hectare à l'échelle de l'opération). Il répond également au Programme Local de l'Habitat 2007-2012 (25% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession dite abordable à l'échelle de l'opération).

Il convient, néanmoins, de préciser que ces programmations prévisionnelles pourraient d'ores et déjà s'inscrire dans les orientations du PLH 2013-2018 en prévoyant la réalisation de 30% de logements locatifs sociaux, avec un financement maximum de 5% en Prêts Locatif Social (PLS).

Par ailleurs, quelques recommandations pourraient utilement être prises en compte.

S'agissant de l'insertion paysagère du projet dans son environnement, une attention particulière sera à porter aux activités artisanales et agricoles projetées le long de l'avenue du général Grollier ainsi qu'au projet d'implantation commerciale situé en façade de la RD5. De manière complémentaire, l'article 11 du projet de règlement mériterait d'être précisé afin d'encadrer plus efficacement l'aspect extérieur des constructions.

S'agissant des conditions de raccordement viaire sur la RD5e, il serait opportun de faire prévaloir les enjeux d'intégration urbaine et de mobilités de proximité sur les enjeux fonctionnels liés au transit en optimisant la configuration et le dimensionnement des giratoires d'entrées de ville portés, à ce stade, de manière indicative dans le projet de révision simplifiée. Un caractère plus compact de l'aménagement limiterait, en effet, les impacts fonciers, réduirait les distances de traversée pour les modes doux et permettrait de coordonner plus facilement les échanges routiers, les traversées piétonnes et la circulation des vélos.

Enfin, une part minimale d'espaces libres de construction pourrait être imposée (20 à 30% dont la moitié en pleine terre) afin de garantir dans le temps et à la parcelle, la pérennité d'espaces susceptibles de contribuer à la végétalisation et la limitation de l'imperméabilisation des sols.

Afin de faciliter la mise en œuvre du projet de ZAC, il est précisé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite être associée étroitement à sa mise au point définitive, notamment dans la définition du programme des équipements publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Pignan afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DU DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNE DE CLAPIERS - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha dont 88 ha environ de terres agricoles sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas, suite à l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010.

L'exploitation agricole qui a été majoritairement abandonnée en 2008 est, à notre initiative, en cours de relance depuis 2011 dans le cadre d'un projet d'Agriparc communautaire.

Les parcelles concernées sont toutes situées en zone agricole ou naturelle des PLU des Communes concernées,

conformément à l'objet de notre projet.

Des études ont été menées par le cabinet Traverses et par la Safer Languedoc-Roussillon.

Elles ont conduit à définir 3 typologies de reconquête agricole, pour la gestion de ce qui deviendra l'Agriparc du Domaine de Viviers : premièrement des céréales ou des cultures légumières bio sur le secteur Plan Guiraud, deuxièmement de la vigne et le maintien des oliviers sur le secteur Plan des masques et une grande partie de la Plaine de Grattes, et troisièmement, sur les terres les plus riches au Nord-Est du domaine et sur la Commune de Teyran, des cultures légumières en circuits courts

Un premier appel à candidature a été lancé par la SAFER et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 71 ha 49 a 11 ca.

23 candidatures ont été reçues et 16 ont été retenues. Le solde, 10 ha environ, sera attribué ultérieurement.

Par délibérations successives du 17 avril et 25 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la signature des 8 premiers baux à ferme confiés aux agriculteurs ou viticulteurs retenus.

Il convient tout d'abord de rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le montant des baux consentis à M. DELMAS Sébastien et M. ABBES Christian lorsque ces montants ont été reportés dans le dispositif de la délibération n°10880 du 24 mai 2012. Ensuite, il s'agit aujourd'hui de signer un nouveau bail.

Il est proposé de confier sur la partie Nord du domaine, lieu-dit « Plaine de Grattes » sur la Commune de Clapiers, par bail rural à long terme d'une durée de 18 ans, un lot à la SARL TERRACOOPA, coopérative à capital variable, dont le siège social est située Hôtel de la coopération, 55 rue Saint Cléophas à Montpellier (34070). Ce lot est composé des parcelles cadastrées section BB n°74, 46, 45, 64, 38, 68 soit une contenance totale de 8 ha 88 a 12 ca.

La SARL TERRACOOPA est une coopérative d'activités de l'agriculture biologique et des métiers de l'environnement. Elle propose de créer une pépinière d'entreprise agricole où les futurs exploitants disposent chacun d'1 ha environ sur une durée de trois ans maximum afin de tester leurs projets d'installation.

Les agriculteurs bénéficient de services partagés ou mutualisés mais gardent la maîtrise des choix de production et de vente.

Ce projet sous cette forme constitue une première en Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bail à ferme à long terme consenti auprès de la SARL à capital variable Terracoopa, pour 8 ha 88 a 12 ca et un montant annuel de 1 340 €,
- modifier le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. DELMAS Sébastien pour 8 ha 38 a 80 ca et un montant annuel de 1 700 € par an,
- modifier le bail à ferme à long terme consenti auprès de M. ABBES Christian pour 1 ha 64 a 74 ca et un montant annuel de 350 € par an,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 928,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 166 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°11046 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

La présente délibération abroge la délibération n°11046 du Conseil d'Agglomération du 19 juillet 2012.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 Communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 166 logements sociaux répartis en 4 opérations, ZAC des Grisettes et ZAC Ovalie à Montpellier, pour un montant global de 592 379 €.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont les suivantes :

Opération	« La Grande Traversée » ZAC des Grisettes – lot E2 Montpellier	ZAC Ovalie – lot 5 C Montpellier	« Jean Dager » ZAC Ovalie – lot 7Bb Montpellier	« Webb Ellis » ZAC Ovalie – lot 10B Montpellier
Caractéristiques :				

Architecte	A+ Architecture	P. Dubuisson	O. Seidel	C. Piro & P. Causse
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif
SHON	5 066 m ²	3 197 m ²	1 099 m ²	3 378 m ²
Nombre de logement	68	37	15	46
Catégorie de financement	47 PLUS / 21 PLAI	26 PLUS / 11 PLAI	11 PLUS / 4 PLAI	41 PLUS / 5 PLAI
Typologie	19 T2 – 37 T3 – 12 T4	6 T2 – 25 T3 – 6 T4	4 T2 – 9 T3 – 2 T4	9 T2 – 28 T3 – 9 T4
Contexte opérationnel	ZAC	ZAC	ZAC	ZAC
Plan de financement prévisionnel :				
Coût total de l'opération	7 461 910,64 €	4 204 766,50 €	1 629 969,92 €	4 990 475,58 €
Subvention Etat déléguée	353 800 €	161 600 €	60 300 €	110 800 €
Subvention Région	232 405,50 €	132 439,30 €	50 739€	160 439,30 €
Subvention Région SF	187 950 €	122 139 €	40 865 €	129 921 €
Subvention 1% Relance	84 000 €	68 400 €	12 000 €	48 000 €
Subvention Solaire	-	-	-	46 000 €
Prêt CDC	6 386 425,14 €	3 612 503,20€	1 412 822,92€	4 354 996,28 €
Participation Montpellier	217 838 €	118 289 €	94 108 €	162 144 €
Agglomération				

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10% des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention pour chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11046 du Conseil d'Agglomération du 19 juillet 2012 ;
- apporter à l'OPH-ACM une subvention de 217 838 € pour la réalisation de 68 logements locatifs sociaux, résidence « La Grande Traversée », ZAC des Grisettes lot E2 à Montpellier ; une subvention de 118 289 € pour la construction de 37 logements locatifs sociaux, ZAC Ovalie lot 5C à Montpellier ; une subvention de 94 108 € pour la construction de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Jean Daurer » ZAC Ovalie lot 7Bb à Montpellier ; une subvention de 162 144 € pour la construction de 46 logements locatifs sociaux, résidence « Webb Ellis » ZAC Ovalie lot 10B à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (.Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°60 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 164 LOGEMENTS SOCIAUX À JUVIGNAC - ZAC DES CONSTELLATIONS, LOTS A2, D3, F2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 164 logements sociaux à Juvignac, ZAC des Constellations, répartis en 3 opérations, lot A2, D3 et F2, pour un montant total de 398 163 €.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont les suivantes :

Opération	ZAC des Constellations Lot A2 Juvignac	ZAC des Constellations Lot D3 Juvignac	ZAC des Constellations Lot F2 Juvignac
Caractéristiques :			
Architecte	NICOLAS ET MAURINS	PierreTOURRE	Jean-Claude VENTALON

Collectif/Individuel SHON	Collectif 3 775 m ²	Collectif 4 404 m ²	Collectif 4 778 m ²
Nombre de logement	49	55	60
Catégorie de financement	34 PLUS / 15 PLAI	39 PLUS / 16 PLAI	42 PLUS / 18 PLAI
Typologie	10 T2, 30 T3, 9 T4	11 T2, 33 T3, 11 T4	14 T2, 36 T3, 8T4, 2T5
Contexte opérationnel	ZAC	ZAC	ZAC
Plan de financement prévisionnel :			
Coût total de l'opération	5 587 048 €	6 468 100 €	7 248 291 €
Subvention Etat déléguée	185 400 €	199 400 €	223 200 €
Subvention Région	202 050 €	226 800 €	243 900 €
Subvention Région SF	30 811 €	39 278 €	22 399 €
Subvention 1% Relance Prêt CDC	60 000 € 4 995 538 €	60 000 €	72 000 €
Participation Communauté d'Agglomération	113 250 €	5 810 502€	6 533 998 €
		132 120 €	152 793 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10% des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention pour chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 113 250 € pour la réalisation de 49 logements locatifs sociaux, ZAC des Constellations lot A2 à Juvignac, de 132 120 € pour la construction de 55 logements locatifs sociaux lot D3 à Juvignac, de 152 793 € pour la construction de 60 logements locatifs sociaux, lot F2 à Juvignac ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°61 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES BARRYS - RUE DE LA BILLIÈRE À COURNONSEC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25% de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 21 logements sociaux, résidence « Les Barrys », rue de la Billière à Cournonsec.

Le programme comprend 15 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 6 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'architecte Didier Landemaine établi à Teyran, le programme développe une Surface Hors Œuvre Nette (SHON) totale de 1 852,30 m², selon la typologie suivante : 6 T2, 11 T3 et 4 T4.

La subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée sur la base de 80 € par m² de SHON.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 2 293 885,67 €
- Subvention Etat déléguée : 108 000 €
- Subvention Région : 84 150 €
- Subvention Région à la surcharge foncière : 36 498 €
- Subvention Action Logement (« 1% ») : 24 000 €
- Subvention solaire : 21 000 €

- Prêts CDC : 1 872 053,67

- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 148 184 €

Par ailleurs, la subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 148 184 € pour la réalisation de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Les Barrys », rue de la Billière à Cournonsec ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°62 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE XV - ZAC OVALIE LOT 25C À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 30 logements sociaux, résidence « Le XV », ZAC Ovalie, lot 25C, à Montpellier. L'opération comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'architecte Nicolas Lebunetel.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 914 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 775 610 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 318 633 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 695 033 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 124 724 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 775 610 €	318 633 €	695 033 €	124 724 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à OPH-ACM son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 914 000 €, représentant 100 % des quatre prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, résidence « Le XV », Zac Ovalie Lot 25C à Montpellier;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM), et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (.Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°63 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET DE 15 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE LE TORCELLO, QUARTIER PORT ARIANE À LATTES - GARANTIES D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT ET À LA SACICAP FDI - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat et FDI SACICAP (Société Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) ont sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elles vont contracter pour financer la construction de 28 logements, résidence « Le Torcello » rue de la Capitainerie, quartier Port Ariane à Lattes. L'opération comprend 13 logements locatifs sociaux, dont 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), et 15 logements en location-accession financés en Prêt Social de Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par Patrice Wilbois, architecte à Montpellier.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 172 575 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la partie locative sociale de l'opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 486 832 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 236 788 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 302 045 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 146 910 €.

Pour sa part, FDI SACICAP demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Social Location-Accession d'un montant total de 2 550 000 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la partie de l'opération en location-accession.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts PLUS et PLAI consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	486 832 €	236 788 €	302 045 €	146 910 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont les suivantes :

- Montant du prêt PSLA : 2 550 000 €

- Durée du prêt : 30 ans

- Durée du préfinancement : 2 ans

- Mode d'amortissement : échéance constante avec révision du taux

- Taux : livret A + 1,25%

Au cas où FDI SACICAP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoins, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements locatifs sociaux au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 879 431,25 € représentant 75% des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 13 logements locatifs sociaux, résidence "Le Torcello", rue de la Capitainerie, quartier Port Ariane à Lattes ;

- garantir le remboursement de la somme de 1 912 500 € représentant 75% du prêt sollicité par la société FDI SACICAP auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour la construction de 15 logements en location-accession, résidence "Le Torcello", rue de la Capitainerie, quartier Port Ariane à Lattes ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM FDI Habitat et entre le Crédit Agricole du Languedoc et la société FDI SACICAP, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°64 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE VAL PARADIS À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis, domiciliée 2 rue du Docteur Sanières à Toulouse, a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 32 logements sociaux, résidence « Val Paradis », à Grabels. L'opération réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'architecte François Fontes.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 526 300 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 812 203 € ;

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 024 337 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 100 555 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 589 205 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour

les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 812 203 €	1 024 337 €	1 100 555 €	589 205 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0%*	0%*	0.50%*	0%*
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	Annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

* (actualisation à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 394 725 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 4 526 300 €, sollicités par la S.A. d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 32 logements locatifs sociaux, résidence «Val Paradis » à Grabels,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC DU COLLÈGE À FABRÈGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 37 logements locatifs sociaux, ZAC du Collège à Fabrègues. L'opération comprend 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture Boyer-Gibaud / Percheron / Assus.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 566 619 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Socaïl (PLUS) construction d'un montant de 2 266 203 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Socaïl (PLUS) foncier d'un montant de 485 992 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 670 610 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 143 814 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75% restants. La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 266 203 €	485 992 €	670 610 €	143 814 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Hérault Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Hérault Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Hérault Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 25% ouvre un droit à réservation portant sur 5% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 891 654,75 €, représentant 25% des quatre prêts d'un montant total de 3 566 619 €, sollicités par l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault / Hérault Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, ZAC du Collège, à Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault "Hérault Habitat", et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LA FABRIQUE 1ÈRE TRANCHE - AVENUE GEORGES CLEMENCEAU À FABRÈGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements sociaux, résidence « La Fabrique » 1^{re} tranche, avenue Georges Clémenceau à Fabrègues. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur M&A Promotion, comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'agence Rio-Chrétien, architectes DPLG.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 618 218 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 127 701 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 174 118 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 268 457 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 47 942 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 127 701 €	174 118 €	268 457 €	47 942 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	Annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 213 663,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 618 218 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « La Fabrique », avenue Georges Clémenceau à Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE CHÂTEAU - RUE DU CHÂTEAU À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la

garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 40 logements sociaux, résidence « Le Château », rue du Château à Grabels. L'opération, dont le maître d'ouvrage est le promoteur AMETIS, comprend 30 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Architecture Environnement.

ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 3 868 827 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 737 478 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 132 500 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 604 701 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 394 148 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 737 478 €	1 132 500 €	604 701 €	394 148 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,50 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 901 620,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 868 827 €, sollicité par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Le Château », rue du Château à Grabels ;
 - autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE VÉRONÈSE - RUE DES TULIPES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 42 logements sociaux, résidence « Le Véronèse », rue des Tulipes à Montpellier. L'opération comprend 26 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 8 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet A+ architecture.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 4 934 711 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant de 3 073 871 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 914 026 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant de 946 814 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS	PLAI	PLS
Montant du prêt	3 073 871 €	914 026 €	946 814 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 107 pdb
Taux annuel de progressivité	0 %		
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %		
Périodicité des échéances	annuelle		
Durée	35 ans		30 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ICF pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 701 033,25 €, représentant 75% des trois prêts d'un montant total de 4 934 711 €, sollicité par ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Le Véronèse », rue des Tulipes à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LUXURY GARDEN - CHEMIN DE MOULARÈS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 13 logements sociaux, résidence « Luxury Garden », Chemin de Moularès

à Montpellier. L'opération comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par David MIRALLES architecte.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 1 055 243 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant de 811 203 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 244 040 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS	PLAI
Montant du prêt	811 203 €	244 040 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	0 %	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	35 ans	

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 791 432,25 €, représentant 75% des deux prêts d'un montant total de 1 055 243 €, sollicité par ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Luxury Garden », Chemin de Moularès à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 54 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC PRATA, SITE DE COSTE ROUSSE À PRADES LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 54 logements sociaux, ZAC de Coste Rousse, lot 5, à Prades-le-Lez. L'opération comprend 41 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'agence RIO-CHRETIEN.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 083 890 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 3 074 764 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 713 889 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 051 178 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 244 059 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Les caractéristiques des prêts consentis par la Société des Dépôts et des Garanties pour les particuliers				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	3 074 764 €	713 889 €	1 051 178 €	244 059 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 812 917,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 5 083 890 €, sollicité par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 54 logements locatifs sociaux, ZAC Coste Rousse, lot 5, à Prades le Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA-d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote).

AFFAIRE N°71 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LA CAPITELLE - ZAC VIA DOMITIA AU CRÈS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis, domiciliée 2 rue du Docteur Sanières à Toulouse, a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 66 logements sociaux, résidence « La Capitelle », ZAC Via Domitia au Crès. L'opération, réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 83 logements au total dont 41 financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 25 en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 17 en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par l'architecte Rudy Ricciotti.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 6 541 244 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 686 778 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 523 405 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 512 405 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 818 656 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 686 778 €	1 523 405 €	1 512 405 €	818 656 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0%*	0%*	0.50%*	0%*
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

* actualisation à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 905 933 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 6 541 244 €, sollicités par la S.A. d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 66 logements locatifs sociaux, résidence « La Capitelle », ZAC Via Domitia au Crès;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°72 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT - CRÉATION DE 2 LOGEMENTS SOCIAUX - 15 RUE DU CHÂTEAU À GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OFFICE PUBLIC DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT / HÉRAULT HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, (l'OPH HERAULT HABITAT) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 2 logements locatifs sociaux, 15 rue du Château à Grabels. L'opération

comprend 1 logement financé en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par L'agence d'architecture « Architecture Environnement ».

L'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, (l'OPH HERAULT HABITAT) demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25% les emprunts qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 117 538 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 120 857 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLAI construction
Montant du prêt	117 538 €	120 857 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	0,00 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Préfinancement	de 3 à 24 mois	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	40 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par L'OPH HERAULT HABITAT, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'OPH HERAULT HABITAT est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH HERAULT HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 59 598,75 €, représentant 25% des deux prêts d'un montant total de 238 395 €, sollicités par l'Office Public du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 2 logements locatifs sociaux, 15 rue du Château à Grabels ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public du Département de l'Hérault, Hérault Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 2010 - 2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à

statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements, dont un locatif et deux occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 1 511 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Propriétaire	ROUX Sylviane	ABOUNIDA Omar et Fatima	PAGET Naïma
Caractéristiques de l'opération			
Localisation du logement	bâtiment M3	bâtiment I3	Bâtiment I5
Nature de l'occupation avant travaux	propriétaire occupant		locatif occupé
Type de loyer après travaux	-	-	conventionné intermédiaire
Montant du loyer après travaux	-	-	533 €
Type de travaux	Changement des menuiseries	Mise aux normes électriques et changement des menuiseries	Mise aux normes électricité et plomberie-sanitaire. Travaux de peinture
Typologie	T3	T4	T3
Surface en m²	60	70	65
Coût de l'opération H.T. en €	2 191	5 021	7 901
Dépense subventionnée Anah en €	2 191	5 021	7 901
Subventions			
Subvention ANAH en €	438	1 757	2 370
Subvention Agglo en €	219	502	790
Total des subventions en €	657	2 259	3 160
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	1 534	2 762	4 741

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé.

Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 790 € à Madame Naïma PAGET demeurant Logis de Montesoro à Bastia, de 219 € à Madame Sylviane ROUX demeurant 949 avenue Louis Ravas à Montpellier, de 502 € à Monsieur et Madame Omar et Fatima ABOUNIDA demeurant 949 avenue Louis Ravas à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ÉCUSSE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain

et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements dont un locatif et l'autre occupé par son propriétaire aux ressources modestes, pour un montant total de 6 300 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Propriétaire	RENOT Christian	POURTALES Coralie
Caractéristiques de l'opération		
Localisation du logement	11 rue du Général Vincent Montpellier	29 rue Chaptal Montpellier
Nature de l'occupation avant travaux	logement locatif vacant	logement occupé par son propriétaire
Type de loyer après travaux	loyer conventionné social	-
Montant du loyer après travaux	547 €	-
Type de travaux	réhabilitation complète du logement et des parties communes d'un immeuble très dégradé	rénovation de la toiture
Date de vacance	01/06/2008	-
Typologie	T3	T2
Surface en m ²	84,23	45
Coût de l'opération H.T. en €	122 865,53	3 002
Dépense subventionnée Anah en €	80 000	3 002
Subventions		
Subvention ANAH en €	46 318	1 051
dont prime réduction de loyer en €	8 000	0
Subvention Agglo en €	6 000	300
dont prime réduction de loyer en €	4 000	0
dont prime vacance en €	2 000	0
Total des subventions en €	50 318	1 351
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	72 547	1 651

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 6 000 € à Monsieur Christian RENOT demeurant 49 boulevard Suchet à Paris et de 300 € à Madame Coralie POURTALES demeurant 29 rue Chaptal à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire bailleur de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°1947 DE SUIVI-ANIMATION - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10949 du 28 juin 2012, le conseil a autorisé la signature de l'avenant n°3 portant prolongation du marché n° 1947 de suivi animation de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire ».

Cette délibération était ainsi formulée :

Par délibération n°8778 du 23 mars 2009, le Conseil d'Agglomération a décidé la mise en place de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » qui vise à réhabiliter environ 300 logements privés en 3 ans (2009-2012), et de confier son animation au PACT Hérault, dans le cadre du marché n°1947.

L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), aux cotés de laquelle la Communauté d'Agglomération finance l'opération, ayant décidé au 1er janvier 2011 une profonde réforme de son régime d'aides, un premier avenant au marché a été adopté le 30 juin 2011. Il n'a pas modifié l'équilibre économique global du marché (-36€ soit - 0,01% du marché).

Les objectifs initiaux ont été revus comme suit :

140 logements, à réhabiliter du 1er janvier 2011 au 30 juin 2012 :

- 75 logements occupés par leur propriétaire,*
- 65 logements locatifs loués à loyers maîtrisés après travaux.*

Un deuxième avenant au marché a permis de faire concorder la date de la fin de la mission du PACT avec la fin de l'opération, celle-ci ayant été précédée d'une phase de repérage par l'opérateur des potentialités effectives. Cette prolongation d'un mois et demi de la mission du PACT a eu un impact sur le marché de 3,19 %.

Le marché de suivi animation de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » prenant fin le 30 juin 2012, il est proposé de prolonger à nouveau la durée du marché et du protocole afférant pour une durée de 8 mois, soit du 1er juillet 2012 au 28 février 2013.

La réforme de l'ANAH ayant généré un retard certain dans la mise en oeuvre du programme initial, cette période doit permettre de tendre vers l'atteinte des objectifs définis.

Cette prolongation permettra également de définir les caractéristiques d'une nouvelle opération mieux articulée avec les priorités de l'ANAH et à même de répondre à la demande d'assistance des Communes, notamment en matière de traitement de l'habitat indigne.

Le coût de cette prolongation est estimé à 56 153,53 € T.T.C. (8/36ème de la part fixe initiale), portant le montant global du marché à 396 328,22 € T.T.C., soit une hausse, tous avenants confondus, de 20,21% du montant initial.

Or, cette délibération ne mentionnait pas l'avis préalable de la Commission d'Appel d'Offres, comme cela est exigé par l'article 8 de la loi du 8 février 1995 modifiée par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007.

La présente délibération a donc pour objet d'informer le Conseil que la Commission d'Appel d'Offres du 12 juin 2012 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres,
- modifier la délibération n°10949 du 28 juin 2012, en indiquant que le conseil a été informé de l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibérations n°7877 du 02 octobre 2007 et n°9185 du 27 octobre 2009, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte une subvention de :

- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants

aux ressources très modestes ;

- 5% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;

- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social ;

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 4, d'une surface de 64 m², bâtiment E2 du Petit Bard, pour un montant de 329 €.

Le projet concerne des travaux de mise aux normes électriques, plomberie, sanitaires et cuisine, à l'issue desquels le logement sera loué à loyer conventionné social.

Le coût des travaux s'élève à 2 195 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 25% soit 549 €

- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 15 % soit 329 €

- Propriétaire : solde, soit 1 317 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 329 € à Mademoiselle Houda BERGUACH demeurant 8 avenue du Petit Bard Bâtiment E2 à Montpellier ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°77 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE ONZE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur

3 ans, de 290 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de onze logements situés à Montpellier, Grabels, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-Lez et Lavérune, occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 33 037 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau annexé.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 3 500 € à Mme Aurélie CAVILLE demeurant 23 rue Frédéric Georges à Montpellier, de 10 000 € à Mme Lucette CLAMOND demeurant 8 rue Paul Baron à Montpellier, de 3 500 € à Mme Nadine BRUNO demeurant 66 avenue Paul Valéry au Crès, de 3 072 € à Madame Dolores GARCIA demeurant 3 plan du Bassin à Montferrier-sur-Lez, de 3 500 € à Mme Isabelle AMBLARD demeurant 1 rue Jean Moulin au Crès, de 1 544 € à M. Sébastien BARBOTEU demeurant 55 rue des Troènes à Fabrègues, de 3 500 € à Mme Marie-France GERVAIS demeurant 3 avenue Serres à Lavérune, de 1 216 € à Mme Joséphine OREJUELA demeurant 29 impasse Frédéric Chopin au Crès, de 1 802 € à M. Philippe PEYRE demeurant 8 rue des Horts à Fabrègues, de 992 € à M. et Mme Mohammad et Safvat ROUHANI LARIDJANI demeurant 244 rue du Carignan à Grabels et de 411 € à Mme Paule LAURY demeurant 50 allée de la Vanoise à Montpellier ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – AVENANT AU CONTRAT LOCAL D'ENGAGEMENT CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE - CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par convention en date du 29 juin 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer la compétence d'attribution des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (A.N.A.H.) à la rénovation de l'habitat ancien. A ce titre, elle est impliquée dans la mise en œuvre du programme national « Habiter mieux » de lutte contre la précarité énergétique, dont la gestion a été confiée par l'Etat à l'A.N.A.H.

La mobilisation des crédits du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique, créé à cet effet est conditionnée par la signature d'un Contrat Local d'Engagement (CLE), qui est intervenue dans l'Hérault le 4 juillet 2011. L'article 8 de ce contrat prévoyait qu'un avenant ultérieur préciserait les modalités d'attribution des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) générées par le programme « Habiter Mieux », dans l'attente de la conclusion de négociations nationales.

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les « obligés » (fournisseur d'électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique et nouvellement les carburants pour automobiles). Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients : ménages, collectivités territoriales ou professionnels.

Les certificats sont obtenus à la suite d'actions entreprises en propre par les « obligés » ou par l'achat à d'autres acteurs ayant mené des opérations d'économies d'énergie. En cas de non respect de leurs obligations, les « obligés » sont tenus de verser une pénalité libératoire de zéro virgule zéro deux centimes d'euro par kWh manquant. Les certificats d'économies d'énergie sont attribués, sous certaines conditions, par les services du Ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles (« obligés » mais aussi d'autres personnes morales non « obligées ») réalisant des opérations d'économies d'énergie.

Les actions menées dans le cadre du programme Habiter Mieux génèrent des CEE. Une convention nationale attribue 25% de ces CEE aux collectivités locales participant financièrement au programme.

La présente convention vise à définir le circuit de collecte et les modalités d'affectation à la collectivité de ces CEE. Le circuit de collecte se fait au moyen d'un document CERFA, joint au dossier de demande de subvention ANAH. Ce document est transmis par l'utilisateur à GDF Suez, « obligé » référent de l'Hérault, lui permettant de valoriser les CEE. « L'obligé » référent rétrocède ensuite les CEE revenant à la collectivité.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a déjà fait le choix de récupérer les CEE générés dans le cadre de la rénovation de ses bâtiments ou installations. A ce titre, un compte a été ouvert auprès de l'entreprise en charge du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie.

A terme, les CEE ainsi générés pourront être vendus à un « obligé » dans le cadre du marché des CEE mise en place au niveau national.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au Contrat Local d'Engagement de l'Hérault intitulé « Protocole thématique pour l'implication des énergéticiens partenaires du programme Habiter Mieux ».
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°79 : ENVIRONNEMENT – MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - ACCORD CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'ADEME - CONVENTION RELATIVE À L'ANNÉE 2 DU PROGRAMME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°9781 du 28 septembre 2010, le Conseil Communautaire a approuvé les projets d'accord cadre avec l'ADEME et de première convention annuelle de financement relatif à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. S'inscrivant dans le cadre des Lois Grenelle 1 et 2, l'objectif du programme est de réduire d'au moins 7% en 5 ans le ratio moyen de

production annuelle de déchets par habitant, en le faisant passer de 403 kg en 2010 à 375 kg en 2015.

Un comité de suivi constitué de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de l'ADEME et du Département de l'Hérault, en charge de l'animation et du suivi du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, a été créé, ainsi qu'un comité de pilotage réunissant l'ensemble des partenaires et acteurs du territoire concernés. Ce dernier s'est réuni en 2011, au démarrage de la démarche, puis en 2012 afin de valider le diagnostic réalisé et le projet de programme d'actions en découlant. Simultanément et sans attendre les résultats du diagnostic, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi les actions de prévention déjà engagées (fourniture gratuite de composteurs individuels, réemploi des déchets d'équipements électriques et électroniques, sensibilisation dans le cadre de la semaine européenne de la prévention, ...) et a initié de nouvelles actions (opération familles « tri tout », collectes solidaires, quizz prévention, ...). Des ateliers de travail ont également permis d'enrichir le diagnostic tout en amorçant les rapprochements et collaborations nécessaires à la préparation des futures initiatives.

Ces premières actions ont d'ores et déjà permis de diminuer le ratio de production annuelle de déchets par habitant de 4 kg entre 2010 et 2011, celui-ci passant de 403 à 399 kg par habitant et par an.

Un rapport synthétisant le bilan des réflexions menées et des actions réalisées et proposant le programme d'actions 2012-2015 a été présenté à la Commission régionale des aides de l'ADEME Languedoc-Roussillon le 10 juillet 2012. Il a été approuvé entraînant le versement du solde de l'aide forfaitaire de l'ADEME de 402 160 € au titre de l'année 1 du programme local de prévention et la validation du projet de 2^{ème} convention annuelle.

Le programme d'actions 2012-2015 se décline en 7 thématiques :

- l'exemplarité des collectivités : il s'agit de mettre en place en interne au sein des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des actions de prévention, mais aussi d'inciter les Communes à engager des actions similaires (des chartes d'engagement seront proposées à cet effet), ainsi que, dans un deuxième temps, les principales administrations et institutions présentes sur le territoire ;
- l'accompagnement des professionnels à la réduction des déchets d'activité, au travers d'une diffusion des bonnes pratiques, de l'aide à la mise en place d'opérations « objectif -10% déchets » ou d'éco-conception, d'une refonte des collectes dans les zones d'activité économique ainsi que des conditions d'accueil des professionnels dans les déchèteries ;
- la gestion domestique des bio-déchets avec comme actions principales, complémentirement à la collecte sélective des bio-déchets, le développement du compostage collectif (« en pied d'immeuble ») et le soutien aux gros producteurs dans la mise en œuvre de leur nouvelle obligation réglementaire de valorisation de la fraction organique de leurs déchets ;
- le développement du Stop Pub ;
- le développement du réemploi en partenariat avec l'économie sociale et solidaire, au travers du renforcement des collectes solidaires, du soutien aux filières locales de récupération des textiles, de la promotion des comportements alternatifs à l'abandon d'objets (réparation, dons, vides greniers, ...) ;
- la sensibilisation des publics (scolaires, étudiants, habitants) à l'éco consommation au travers de la promotion des achats pauvres en emballages et de l'eau du robinet, de la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- la promotion des couches lavables par la recherche et l'accompagnement de porteurs de projet susceptibles de développer une offre à destination des crèches et maisons de retraite.

Le budget prévisionnel sur les 5 années du programme s'établit entre 3 et 3,5 M€ (y compris frais de personnels). L'aide attendue de l'ADEME sur cette même période s'élève à environ 2 M€, sous réserve de l'atteinte des objectifs, celle-ci s'appréciant au travers d'une liste d'indicateurs de suivi dressée en concertation. L'atteinte de l'objectif final de diminution des ratios de production annuelle de déchets de 7% génèrera par ailleurs des économies substantielles et durables des coûts de fonctionnement du service d'élimination des déchets, la raison d'être du programme de prévention des déchets étant bien d'accompagner des changements de comportements des usagers du service.

Le projet de 2^{ème} convention annuelle de financement fixe, dans son annexe technique, les objectifs d'activité et d'impact pour l'année 2 pour chaque action du programme ainsi que les modalités de restitution des résultats (rapport d'activité). Il reconduit dans son annexe financière le montant de l'aide forfaitaire annuelle de l'ADEME à 402 160 €.

Il convient à présent de rentrer dans la mise en œuvre opérationnelle du programme local de prévention des déchets en mobilisant de manière volontariste l'ensemble des acteurs locaux concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de financement et ses annexes technique et financière à passer avec l'ADEME, deuxième convention annuelle d'application de l'accord cadre relatif à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les recettes sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST, SECTEUR RD65 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont signé une convention de groupement de commande publique, en vue de procéder à la pose d'un collecteur pour les eaux usées à l'Est de Montpellier, dit Intercepteur Est, dans le cadre des travaux d'aménagement à 2x2 voies de la RD65 entre le carrefour de la Lyre et le giratoire du Fesquet à Clapiers.

Cette convention porte sur trois secteurs de l'itinéraire :

- ouvrage d'Art et carrefour plan d'Agropolis ;
- ouvrage d'Art du Lez ;
- aménagement de la section Girac / Fesquet.

A ce jour, les travaux sont réalisés sur ces deux derniers secteurs.

La finalisation des études de l'Ouvrage d'Art et du carrefour plan d'Agropolis ainsi que la prise en considération du futur tracé de la ligne 5 du tramway nécessitent une adaptation du projet de l'Intercepteur Est. Par ailleurs, le projet impacte désormais les réseaux d'eaux usées existants, notamment la conduite de refoulement du poste de Lavalette et le collecteur gravitaire en provenance de Montferrier-sur-Lez.

Afin de tenir compte de ces nouveaux éléments, un projet d'avenant à la convention de groupement de commande publique prenant en compte les modifications nécessaires a été élaboré. Le montant des modifications entraîne un surcoût des travaux d'assainissement de 189 000 € H.T., soit 226 044 € T.T.C. Le montant total de ces travaux au droit de l'Ouvrage d'Art et du carrefour plan d'Agropolis est ainsi porté à 305 000 € H.T. soit 364 780 € T.T.C.

Les autres clauses de la convention de groupement de commande publique restent inchangées, notamment celles régissant les modalités de fonctionnement de la maîtrise d'œuvre et de paiement des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant modifiant les conditions financières initiales de la convention de groupement de commandes conclue avec le Département de l'Hérault pour la pose d'un tronçon de l'Intercepteur Est dans le cadre des travaux d'aménagement de la RD65,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°81 : EAU ET ASSAINISSEMENT – STATION D'ÉPURATION PAR LAGUNAGE DE SAINT-BRÈS - APPROBATION DU PLAN D'ÉPANDAGE DES BOUES - DEMANDE DE RÉCÉPISSÉ - CONVENTIONS D'ÉPANDAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération. Celui-ci prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Baillargues et Saint Brès.

La nouvelle station d'épuration intercommunale a été mise en service en 2011, ainsi que le réseau de transfert des effluents de Saint Brès sur Baillargues. Les stations d'épuration déconnectées du système d'assainissement peuvent être déconstruites et les terrains restitués aux communes propriétaires..

L'ancienne station d'épuration de Baillargues a été partiellement démolie selon les souhaits de la commune et pourra lui être restituée afin de lui donner une autre fonctionnalité que l'assainissement. Concernant la station par lagunage de Saint Brès, il convient de curer et d'épandre les boues contenues en fond de lagunes.

La quantité de boues à extraire s'élève à 7 070 m³ soit 768 tonnes de matières sèches (TMS) de 9 à 16% de siccité.

Le bureau TERRASOL a été retenu afin de réaliser l'étude de plan d'épandage de ces boues et la production des documents constitutifs du dossier de déclaration à soumettre aux services de l'Etat, en application des dispositions du décret du 29 mars 1993 relative à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement.

La filière retenue comprend le transport et l'épandage aux périodes favorables, allant de juillet à octobre sur des parcelles en cultures annuelles. Les parcelles concernées sont localisées sur les Communes de Baillargues, Mauguio, Mudaison, Saint-Aunès, Saint-Brès et Valergues. La surface potentielle d'épandage porte sur environ 180 ha exploités par des trois agriculteurs. Une convention a été établie avec chacun de ces exploitants pour la définition des modalités de mise à disposition des parcelles et des conditions de réalisation des épandages. En fonction des contraintes et aléas au moment de l'épandage, il pourra être demandé au bureau d'études TERRASOL de trouver des parcelles complémentaires qui pourront faire l'objet de conventions avec d'autres agriculteurs.

Les travaux de curage et d'épandage des boues des lagunes relèvent de la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils seront réalisés dans le cadre d'un marché de prestations de services à intervenir dont le montant est estimé à 180 000 € H.T.

La reprise des boues, le transport, l'épandage et l'enfouissement sont pris en charge financièrement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les agriculteurs peuvent réaliser eux mêmes l'enfouissement des boues sur leurs parcelles. Dans ce cas, cette prestation est exclue du marché de prestations de services mais vaudra indemnités aux agriculteurs, comme indiqué dans les conventions, à hauteur de 70 € /ha.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan d'épandage des boues de la station d'épuration par lagunage de Saint-Brès,
- approuver les conventions d'épandage,
- solliciter des services de l'Etat l'obtention du récépissé de déclaration correspondant,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier les conventions d'épandage avec les agriculteurs ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°82 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - RÉALISATION DU DÉVOIEMENT ET D'UNE EXTENSION DU RÉSEAU UNITAIRE DN 1500 AU DROIT DU FUTUR PONT DE LA RÉPUBLIQUE - CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La SERM est titulaire d'une concession d'aménagement relative à la réalisation de la ZAC Rive Gauche pour le compte de la Ville de Montpellier.

Elle doit, dans ce cadre construire le Pont de la République qui franchira le Lez en aval de la nouvelle Mairie.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière d'assainissement, projette, à proximité de ce futur pont, la réalisation d'une liaison entre le collecteur primaire DN 1500 situé en rive droite et l'intercepteur Est en rive gauche. Celle-ci nécessite d'une part, la construction d'une extension du réseau DN 1500 sur berge et d'autre part, une traversée du Lez en siphon à l'aval immédiat du Pont de la République.

Cette liaison doit permettre une sécurisation du fonctionnement de ces deux collecteurs primaires majeurs du système d'assainissement Maera, l'un pouvant, par temps sec, fonctionner temporairement en secours de l'autre. Par ailleurs, la mise en service de cette liaison permettra de réaliser des investigations, notamment de diagnostic, sur le collecteur DN 1500 et le cas échéant engager des opérations de réhabilitation par l'intérieur.

Les études préliminaires de cette liaison montrent que l'extension du réseau DN doit être réalisée à proximité immédiate de la culée du Pont de la République qui impacte de réseau existant. Cette situation impose une conception et une réalisation de cette première partie des ouvrages de façon concomitante au Pont de la République. La traversée du Lez sera réalisée dans un deuxième temps par micro tunnelier.

L'ensemble des travaux doit donc être appréhendé et réalisé de façon connexe et concomitante afin de satisfaire au double objectif suivant :

- Maîtriser les aléas techniques par une conception d'ensemble et une meilleure coordination technique des chantiers,
- Optimiser les coûts.

C'est pourquoi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier souhaitent que la SERM réalise les études et les travaux nécessaires au déplacement du Collecteur D1500 et au dévoiement du réseau en berge du Lez du Pont de la République dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC Rive Gauche.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à prendre en charge financièrement les frais correspondants à hauteur de 75% conformément aux dispositions de l'article L 300-5-III du Code de l'Urbanisme.

Compte tenu de l'imbrication des ouvrages et des contraintes imposées par l'opération du Pont de la République, lequel relève de la compétence de la Ville de Montpellier, cette dernière, s'engage à assurer 25% du financement à titre compensatoire.

Les montants respectivement à la charge de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Montpellier s'élèvent à 660 000 € H.T. et 220 000 € H.T.

Les parts de financement incombant à chacune des collectivités seront versées directement à la SERM aménageur chargée de la réalisation de l'ouvrage dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche sur la base d'une convention tripartite signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et la SERM précisant les modalités financières, administratives et techniques de réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la Communauté d'Agglomération, la Ville de Montpellier et la SERM, pour la réalisation du dévoiement et de l'extension du réseau unitaire au droit du futur Pont de la République à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer ladite convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°84 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MISE À DEUX FOIS DEUX VOIES DE L'AVENUE DU PROFESSEUR BLAYAC - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR LE DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX D'EAU POTABLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la ZAC Pierre Vives à Montpellier :

- le Département de l'Hérault, doit procéder à la mise à 2 X 2 voies de l'avenue du Professeur Blayac, en continuité de la RD 65, avec création de larges trottoirs plantés et aménagement d'une piste cyclable à double sens le long du lycée Léonard de Vinci ;
- la Ville de Montpellier doit procéder au réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci jouxtant l'avenue du Professeur Blayac et au dévoiement de la rue Emile Picard mise à double sens ;
- la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit procéder à la rénovation de canalisations d'eau potable, situées sous la chaussée.

Compte-tenu des contraintes de circulation, d'encombrement du sous-sol et des caractéristiques géométriques du site, les travaux d'aménagement de voirie, du parvis ainsi que les renouvellements de canalisations, doivent être réalisés concomitamment afin d'optimiser les interventions et la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces trois projets, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publique en raison du caractère connexe des ouvrages, et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Commune de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement, qui s'élèvent prévisionnellement à :

- 4 682 000 € H.T. pour la part voirie de mise à 2 X 2 voies de l'avenue du professeur Blayac à la charge financière du Département de l'Hérault ;
- 802 676 € H.T. pour la part voirie de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci et le dévoiement de la rue Emile Picard mise à double sens à la charge financière de la Ville de Montpellier ;
- 480 000 € H.T. pour la part de rénovation et de renforcement de la conduite d'eau potable située sous la chaussée à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention. La direction de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera une maîtrise d'œuvre dite particulière, portant sur la direction de travaux de fourniture et pose des ouvrages d'eau potable et d'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive du groupement commandes, avec la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, en vue de la réalisation de la mise à deux fois deux voies de l'avenue du professeur Blayac à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires au dévoiement de réseaux d'eau potable sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tout autre document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°85 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LES COMMUNES DE JUVIGNAC, PRADES LE LEZ, SAINT-BRÈS ET SAUSSAN - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et de stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de son territoire en 2008 et 2009.

En 2011 et 2012, les communes de Juvignac, Prades le Lez, Saint-Brès et Saussan ont révisé leur PLU. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par le PLU, les projets de révision des plans de zonage d'assainissement initiaux ont été élaborés puis approuvés par délibérations :

- n°10-589 en date du 20 décembre 2011 pour Saussan,
- n°10-634 en date du 30 janvier 2012 pour Juvignac,
- n°10-695 en date du 30 janvier 2012 pour Prades le Lez,
- n°10-702 en date du 29 février 2012 pour Saint-Brès.

Ces projets de révision des plans de zonage d'assainissement ont ensuite été soumis à des enquêtes publiques qui se sont déroulées :

- du 14 avril 2012 au 16 mai 2012 pour Juvignac,
- du 23 avril 2012 au 25 mai 2012 pour Saussan,
- du 14 mai 2012 au 15 juin 2012 pour Saint-Brès,
- du 21 mai 2012 au 22 juin 2012 pour Prades le Lez.

Les documents présentés à l'enquête publique comportaient une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

A l'issue des enquêtes publiques, les commissaires enquêteurs ont donné un avis favorable sans réserve sur l'ensemble des documents présentés et sur le zonage d'assainissement proposé pour chacune des communes.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la Commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La présente délibération concerne, pour chacune des Communes, l'approbation définitive du zonage d'assainissement pour permettre de l'annexer au document d'urbanisme (POS ou PLU).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les zonages d'assainissement pour les Communes de Juvignac, Prades le Lez, Saint-Brès et Saussan,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°86 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE SAINT-DRÉZÉRY - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et de stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de son territoire en 2008 et 2009.

La Commune de Saint-Drézéry avait rempli cette obligation en 2001, alors qu'elle relevait encore d'une compétence communale.

En 2012, la Commune de Saint-Drézéry a révisé son Plan Local d'Urbanisme. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par celui-ci, un projet de révision du plan de zonage d'assainissement initial a été approuvé par délibération n° 10515 du Conseil Communautaire dans sa séance du 29 novembre 2011 puis soumis à enquête publique.

L'enquête s'est déroulée du 27 février 2012 au 30 mars 2012.

Les documents présentés à l'enquête publique comportaient une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

Dans son rapport d'enquête, le Commissaire Enquêteur conditionne l'ouverture à l'urbanisation des zones 1AU et 2AU à « la réalisation du réseau public d'assainissement ». Il considère que la construction du réseau public est un préalable à un tel classement. Il émet à ce titre un avis défavorable sur le dossier. Or le zonage d'assainissement conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales a pour seul objet la délimitation après enquête publique des zones relevant d'un assainissement collectif et des zones relevant d'un assainissement non collectif.

En aucun cas, ce zonage ne confère de droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier accompagne l'urbanisation des Communes et s'engage sur une réalisation concomitante des réseaux de collecte. C'est pourquoi le zonage soumis à enquête classe en zone d'assainissement collectif la totalité des zones urbaines et à urbaniser (zones U et AU). Toutes ces zones ont bien vocation à être desservies par un réseau public d'assainissement des eaux usées dont la programmation est toutefois postérieure à l'approbation du document prospectif qu'est le zonage d'assainissement, lors de l'élaboration du programme des équipements publics d'une ZAC par exemple.

Il a été procédé ainsi pour tous les zonages d'assainissement soumis à enquête publique et systématiquement approuvés sans réserve, comme ceux des Communes de Juvignac, Prades le Lez, Saint-Brès et Saussan, objet d'une délibération similaire à l'ordre du jour de cette même séance de Conseil.

Il est donc proposé de passer outre l'avis du commissaire enquêteur en considérant que ses justifications techniques et réglementaires sont inappropriées et donc d'approuver définitivement le zonage d'assainissement tel que présenté à l'enquête publique. Ce zonage sera annexé au document d'urbanisme de la Commune de Saint-Drézéry.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le zonage d'assainissement de la Commune de Saint-Drézéry,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°87 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE CLAPIERS - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

-les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

-les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de son territoire en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des Communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la Commune de Clapiers a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 29 septembre 2008 par délibération n° 8465 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
Secteur N°1	Zone Nh	ANC
Secteur N°2	Zone UD1	Collectif
Secteur N°3	Zone a vocation urbaine	Collectif
Secteur N°4	Zone Nr Zone IAU	ANC Collectif

Le secteur 1, anciennement classé en zone IVNA3 et IINA1a (assainissement collectif) est reclassé en zone naturelle Nh en assainissement non collectif.

En secteur 2, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » comprenant le secteur IINA3 a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU de Clapiers en assainissement collectif, zone UD1.

En secteur 3, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » comprenant les secteurs IINA3 et IINAA a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU de Clapiers en assainissement collectif, zone a vocation urbaine.

Le secteur 4, anciennement classé en zone NDn3 (assainissement collectif et non collectif) et en partie reclassé en zone naturelle Nr (assainissement non collectif) et pour une autre part en zone d'urbanisation future qui accueillera la ZAD des Moulières (assainissement collectif).

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent conformément aux dispositions de l'article R 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- une note explicative des adaptations
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Clapiers,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°88 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE COURNONTERRAL - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

-les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

-les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de son territoire en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des Communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la Commune de Cournonterral a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 24 septembre 2009 par délibération n° 9124 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
Secteur N°1	Zones UD2, 1AU, 2AU et 3AU	Collectif
Secteur N°2	Zone UD2 Zone Nn	Collectif Assainissement Non Collectif

Le secteur 1, anciennement classé en zone UD, IINA1 et IVNA (assainissement collectif) et NCn (assainissement non collectif), correspond maintenant à une zone à vocation de développement urbain en assainissement collectif classée UD2, 1AU, 2AU et 3AU.

Le secteur 2 présente des adaptations à la marge concernant les limites de quelques parcelles entre la zone urbaine UD2 d'une part (reprenant les anciennes zones UD, INA et IINA) et la zone naturelle Nn d'autre part (anciennement

NDn).

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent conformément aux dispositions de l'article R. 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- une note explicative des adaptations
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Courdonterral,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°89 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE VENDARGUES - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de son territoire en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des Communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la Commune de Vendargues a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 29 septembre 2008 par délibération n°8465 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
Secteur N°1	Zones IVAU1	Collectif
Secteur N°2	Zones UD3a, UD3b, UD3c et UE6	Collectif
Secteur N°3	Zone IIAU2	Collectif
Secteur N°4	Zone UC	Collectif
Secteur N°5	Zones UE5 et IVAU1	Collectif
Secteur N°6	Zone VAU2	Collectif

Le secteur 1, anciennement classé en zone NAF4 (assainissement non collectif) devient une zone d'urbanisation future IVAU1 classée en assainissement collectif.

En secteur2, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » comprenant les secteurs NA4, NA5, Na6, NAF3 et Naf1 a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU de Vendargues en assainissement collectif pour les zones UD3a, UD3b, UD3c et UE6.

Le secteur 3, anciennement classé en zone NC (assainissement non collectif) devient une zone d'urbanisation future IIAU2 classée en assainissement collectif.

Le secteur 4, anciennement classé en zone NC (assainissement non collectif) devient une zone urbaine Uc classée en assainissement collectif.

Le secteur 5, anciennement classé en zone ND et NAfl (assainissement non collectif) devient une zone urbaine UE5 et d'urbanisation future IVAU2 classée en assainissement collectif.

Le secteur 6, anciennement classé en zone ND (assainissement non collectif) devient une zone d'urbanisation future VAU2 classée en assainissement collectif.

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent conformément aux dispositions de l'article R. 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- une note explicative des adaptations,
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la Commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Vendargues,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code Général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°90 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de l'Agglomération en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des Communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 24 septembre 2009 par délibération n° 9124 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
Secteur N°1	Zones UDb, UEa, UEa', 1AUE et 2AU Zone N	Collectif Assainissement Non Collectif
Secteur N°2	Zone 1AU	Collectif
Secteur N°3	Zone N Zone 2AUph	Assainissement Non Collectif Collectif

Secteur N°4	Zones UDa et 2AU	Collectif
Secteur N°5	Zone 2AU	Collectif
Secteur N°6	Zone UDa et 2AU Zone A1	Collectif Assainissement Non Collectif

Le secteur 1 présente de nombreuses modifications. La majorité d'entre elles concerne le passage en assainissement collectif du secteur central anciennement classé IVNA0 et IINAb au PLU, et maintenant réparti en zones UDb, UEa, UEa', 1AUE et 2AU.

Une partie des anciens secteurs classés IINA2i et IVNA2 sont reclassés en zone N et assainissement non collectif.

Le secteur 2, anciennement classé en zone NCp1 et NCp2 (assainissement non collectif) devient une zone d'urbanisation future AU1 classée en assainissement collectif.

Le secteur 3, anciennement classé en zone INAep (assainissement collectif) est reclassé en zone N en assainissement non collectif. Tandis qu'une partie de l'ancienne zone NCp1 (assainissement non collectif) bascule en zone 2AUph (assainissement collectif).

Le secteur 4, anciennement classé en zone NCp1 et UD (assainissement non collectif) est reclassé en secteur Uda (assainissement collectif) et devient une zone d'urbanisation future classée 2AU en assainissement collectif.

Le secteur 5, anciennement classé en zone NCp2 (assainissement non collectif) devient une zone d'urbanisation future classée 2AU en assainissement collectif.

Le secteur 6, anciennement classé en zone NCp2 (assainissement non collectif) devient une zone d'urbanisation future classée 2AU et UDa en assainissement collectif. La zone A1 est classée en assainissement non collectif.

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent :

- une note explicative des adaptations
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°91 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SUSSARGUES - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de l'Agglomération en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des Communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la Commune de Sussargues a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 29 septembre 2008 par délibération n° 8465 du Conseil Communautaire doit

être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
Secteur N°1	Zones UD et AU0 Zones Un et N1	Collectif Assainissement Non Collectif
Secteur N°2	Zone N1 et N2	Assainissement Non Collectif
Secteur N°3	Zones UD, UC et AU1 Zone Ap	Collectif Assainissement Non Collectif
Secteur N°4	Zones UD Zone N1	Collectif Assainissement Non Collectif
Secteur N°5	Zone AU0	Collectif

En secteur 1, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU de Sussargues en assainissement collectif pour les zones UD et AU0 du PLU révisé, et en assainissement non collectif pour les zones Un et N1.

Le secteur 2 présente des adaptations à la marge concernant les limites de quelques parcelles entre la zone urbaine UD d'une part et la zone naturelle N1 d'autre part, contraintes par le risque d'inondation (limite rouge du PPRI). Les anciennes zones IINAa (Assainissement Collectif) du PLU classées en assainissement collectif deviennent des zones N1 et N2 classées en assainissement non collectif, contraintes par le PPRI.

En secteur 3, les précédentes zones d'assainissement collectif, collectif futur et non collectif ont été redistribuées selon les orientations du nouveau PLU de Sussargues, pour l'essentiel en assainissement collectif sur les emprises concernant les zones urbaines UD, UC et AU1 et, pour quelques parcelles seulement, en assainissement non collectif pour les zones à vocations agricoles Ap.

Le secteur 4 présente des adaptations à la marge concernant des territoires non bâtis entre la zone urbaine UD d'une part et la zone naturelle N d'autre part, contraintes par le risque d'inondation (limite rouge du PPRI).

Le secteur 5, anciennement classé en zone ND et IVNA (assainissement non collectif) mute en zone d'urbanisation future AU0 classée en assainissement collectif.

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent :

- une note explicative des adaptations
- la carte qui délimite les zones équipées ou non et qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la Commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Sussargues,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code Général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°92 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - CONVENTION SUR LA MISE AU POINT DES MESSAGES SONORES POUR L'INFORMATION DES PERSONNES DÉFICIENTES VISUELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 3^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Soucieuse de poursuivre le partenariat précédemment engagé lors des études et travaux pour rendre le tramway accessible au plus grand nombre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier continue sa collaboration avec la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon sur les lignes 3 et 4 de tramway dans le cadre de l'accessibilité des personnes déficientes visuelles.

La présente convention définit les conditions d'intervention de la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon concernant la définition et la validation de la diffusion des messages d'information des traversées piétonnes des carrefours tramways des lignes 3 et 4 ainsi que des annonces sonores diffusées par les bornes d'information voyageurs des stations et dans les rames.

Le montant total des prestations s'élève à 4 560 € H.T.

TaM, en sa qualité de mandataire tiers payeur de la Communauté d'Agglomération, procèdera à un paiement global des prestations dans un délai de 30 jours à compter de leur réalisation effective, sur présentation d'une facture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention avec la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°93 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.143 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR LES SYSTÈMES ET LES INFRASTRUCTURES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Le présent marché concerne les missions de l'organisme qualifié et agréé relatives aux systèmes et aux infrastructures de la 5^{ème} ligne de tramway. Elles portent sur une évaluation globale de la sécurité du système de transport, un contrôle de la signalisation ferroviaire et un avis sur les infrastructures et l'énergie durant les phases d'études, de conception, de réalisation et de garantie de parfait achèvement.

Le marché est décomposé en une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles. La tranche ferme concerne la période des études de conception jusqu'au Dossier Préliminaire de Sécurité. La tranche conditionnelle n°1 concerne les phases étude de projet et dossier de consultation des entreprises. La tranche conditionnelle n°2 concerne la période des travaux jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération.

Le marché est passé pour une durée de 110 mois à compter de sa date de notification. C'est un marché à prix global et forfaitaire.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 septembre 2012 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise BUREAU VERITAS CONSULTING de Puteaux (92), pour un montant de 223 910 € H.T., offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.143,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet de marché avec l'entreprise BUREAU VERITAS CONSULTING de Puteaux (92), pour un montant de 223 910 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°94 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.144 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIÉ ET AGRÉÉ POUR L'INSERTION URBAINE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway (ex ligne 4) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Le présent marché concerne les missions de l'organisme qualifié et agréé relatives à l'insertion urbaine de la 5^{ème} ligne de tramway. Elles portent sur une évaluation et un avis sur l'insertion urbaine durant les phases d'études, de conception, de réalisation et de garantie de parfait achèvement.

Le marché est décomposé en une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles. La tranche ferme concerne la période des études de conception jusqu'au Dossier Préliminaire de Sécurité. La tranche conditionnelle n°1 concerne les phases études de projet et dossier de consultation des entreprises. La tranche conditionnelle n°2 concerne la période des travaux jusqu'à la mise en exploitation. Les tranches conditionnelles n°3 et n°4 concernent les extensions ouest et nord du programme d'opération.

Le marché est passé pour une durée de 110 mois à compter de sa date de notification. C'est un marché à prix global et forfaitaire.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 septembre 2012 a décidé de retenir l'offre de l'entreprise CETE Méditerranée, d'Aix en Provence (13), pour un montant de 189 935 € H.T., offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.144,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet de marché avec l'entreprise CETE Méditerranée, d'Aix en Provence (13), pour un montant de 189 935 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°95 : VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2016TV08 DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DU MATÉRIEL DE JALONNEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Par délibération n°8496 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2016TV08 ayant pour objet les prestations d'entretien et de maintenance du patrimoine de jalonnement directionnel.

Ce marché à bons de commande d'un montant de 250 000€ H.T. minimum et 600 000 € H.T. maximum, a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Par délibération n°10978 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un premier avenant relatif à la modification du seuil minimal dudit marché, le ramenant à 150 000 € H.T. ;

Le projet d'avenant n°2 porte sur le changement d'indice coût horaire du travail dans la formule de révision des prix

du marché, sans modification de sa pondération.

Ainsi il convient de modifier l'article 10.2.1 du C.C.A.P. dudit marché. Ce changement n'a pas d'incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2016TV08 de prestations d'entretien et de maintenance du matériel de jalonnement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ledit avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°96 : VOIRIE, JALONNEMENT – AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2015TV08 DE FOURNITURE ET POSE DE JALONNEMENT DIRECTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Par délibération n°8496 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2015TV08 ayant pour objet la fourniture et la pose du jalonnement directionnel.

Ce marché à bons de commande d'un montant de 200 000€ H.T. minimum et 900 000 € H.T. maximum, a été conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Le projet d'avenant n°2 porte sur la modification des indices de révision des prix du marché, en particulier sur la prise en compte d'un nouvel indice relatif au coût horaire du travail et sur le changement de codification des indices relatifs à la production de produits en béton et aluminium brut.

Ainsi il convient de modifier l'article 10.2.1 du C.C.A.P dudit marché. Les indices sont remplacés dans la formule de révision des prix sans changer leur pondération. Cette modification n'entraîne aucune incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au marché n°2015TV08 de fourniture et pose de jalonnement directionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ledit avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.